

RAPPORT DE SYNTHÈSE DES AVIS COMMUNES ET PPA

PLUi de l'Ouest
Vosgien

COMMUNAUTÉ DE
COMMUNES DE
L'OUEST VOSGIEN



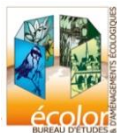
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
DE L'OUEST VOSGIEN

*Vu pour être annexé à la présente
délibération du conseil
communautaire en date du 11 avril
2024 – 4^{ème} Arrêt*






Le Président
Simon LECLERC



insitu.



.TABLE DES MATIERES

	INTRODUCTION.....	2
	SYNTHESE DES AVIS DES COMMUNES.....	4
	A. Eléments généraux.....	4
	B. Synthèse par thématiques.....	7
	SYNTHESE DES AVIS DES PPA.....	8
	A. Présentation des PPA.....	8
	B. Synthèse des avis par PPA.....	11
	DETAIL DES AVIS.....	25
	A. Avis des communes.....	26
	B. Avis des PPA.....	76
	MODIFICATIONS A L'APPROBATION.....	101
	A. Correction des erreurs matérielles.....	102
	B. Réponses aux avis.....	103
	C. Synthèse des principales modifications.....	122

INTRODUCTION

L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de l'Ouest Vosgien (CCOV) a été engagée par la délibération d'extension de la procédure du PLUi du conseil communautaire en date du 17 mai 2017. Ce document unique est la première pierre de l'expression du projet de territoire et représente un acte fondateur dans la construction et la concrétisation des politiques publiques menées par la communauté de communes, ses communes membres et ses partenaires.

Le PLUi, compétence de la communauté de communes, est le fruit d'une collaboration active avec les communes et d'une importante concertation avec les habitants. Il permet de poser les premières grandes orientations stratégiques de la CCOV en matière de développement économique, d'habitat, de mobilité, à l'échelle des 70 communes, tout en limitant l'artificialisation des sols et en préservant les espaces naturels et agricoles du territoire.

Le conseil communautaire du 16 janvier 2023 a arrêté le bilan de la concertation et le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi). Conformément aux dispositions spécifiques en matière de PLU Intercommunal prévues en application de l'article L153-15 du code de l'urbanisme, le projet de PLU arrêté le 16 janvier a fait l'objet d'une consultation obligatoire pour avis des 70 communes membres.

En application des dispositions de l'article R.153-5 du Code de l'urbanisme, chaque commune disposait d'un délai de 3 mois pour rendre un avis sur les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) ou les dispositions du règlement qui la concernent directement. En l'absence de réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé favorable.

Dès lors qu'une commune émet un avis défavorable sur les OAP ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, la procédure prévoit un second arrêt du projet. La CCOV en date du 10/05/2023 a fait le choix de « profiter » de ce futur second arrêt pour modifier le contenu du document, tenant compte des avis favorables des communes (souhaitant des modifications ne remettant pas en cause le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) et tenant compte également du retour des services de l'Etat et des ses diverses instances (notamment la CDPENAF). Le choix politique assumé de la CCOV consiste également à ne pas opérer de modifications à certaines communes ayant émis des avis négatifs justifiés.

Ce second arrêt (05.07.2023) du projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la CCOV a eu donc notamment pour objet de porter à la connaissance des membres du conseil communautaire les avis des communes et des personnes publiques associées (PPA) consultées. Etant donné que le projet présente des modifications, les communes et les PPA ont eu à nouveau la possibilité de transmettre un nouvel avis sur ce second arrêt.

Au vu des retours lors de cette seconde phase de consultation, le comité technique du PLUi a décidé en date 27 octobre 2023 de proposer un troisième arrêt avec modifications afin de modifier le contenu du document comme la correction de quelques erreurs matérielles, l'intégration de nouvelles zones d'extension économique à Châtenois (site « clé en mains » du Neuilly) au vu de la validation de principe de la DDT des Vosges sur la séquence ERC en contrepartie de la revitalisation de la Zone Préférentielle de Renaturation (ZPR) de Coussey, tenant compte des avis favorables des communes (souhaitant des modifications ne remettant pas en cause le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) et tenant compte également du retour des services de l'Etat et des ses diverses instances (notamment la CDPENAF).

INTRODUCTION

Le choix politique assumé de la CCOV consiste également à ne pas opérer de modifications (remettant en cause le PADD, via la création de nouveaux logements en supplément de l’enveloppe initiale attitrée) à certaines communes ayant émis des avis négatifs justifiés.

Ce troisième arrêt (19.12.2023) du projet d’élaboration du Plan Local d’Urbanisme intercommunal (PLUi) de la CCOV a eu donc notamment pour objet de porter à la connaissance des membres du conseil communautaire les avis des communes et des personnes publiques associées (PPA) consultées. Etant donné que le projet présente des modifications, les communes et les PPA ont eu à nouveau la possibilité de transmettre un nouvel avis sur ce troisième arrêt.

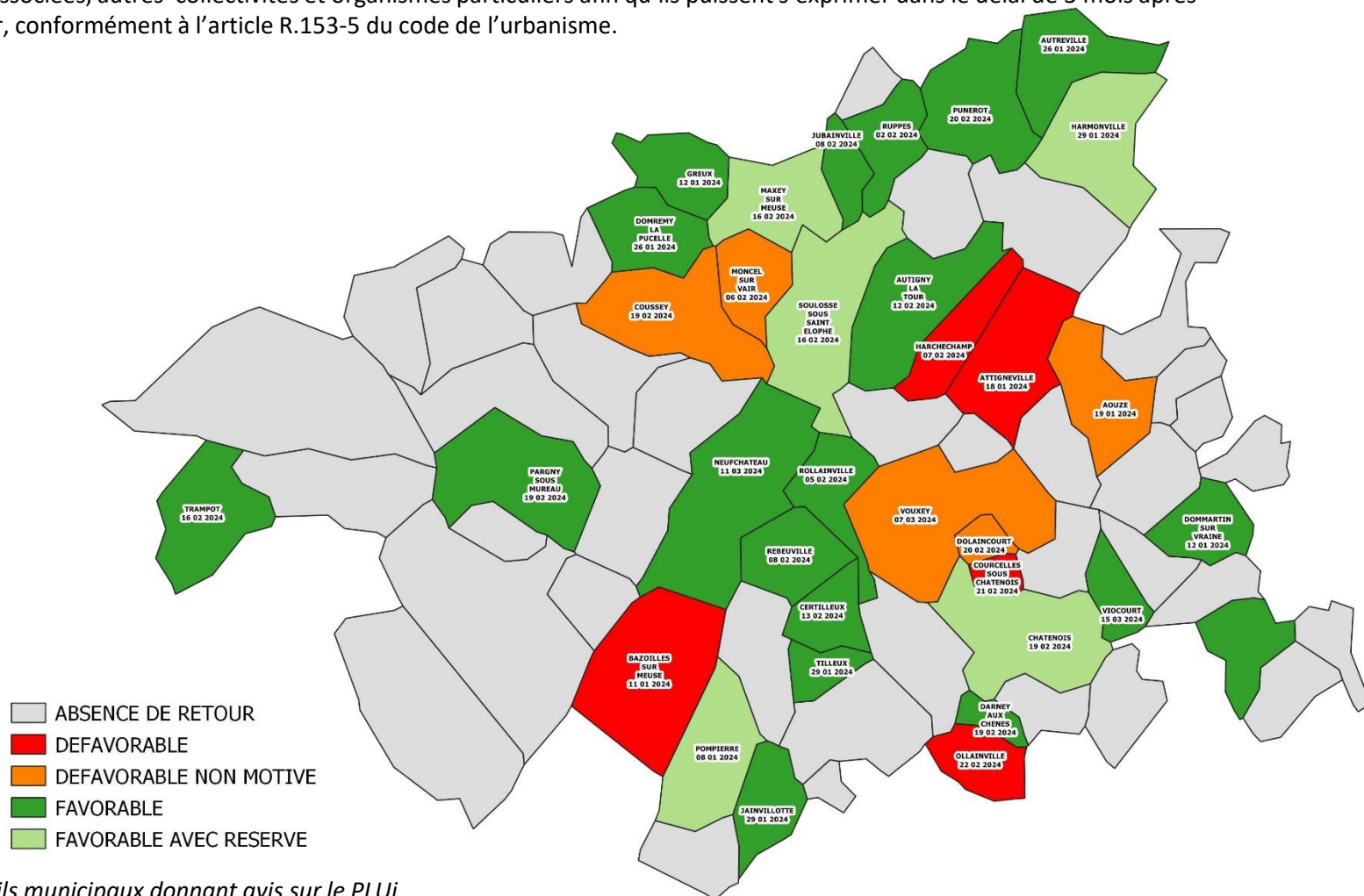
L’ensemble des avis réceptionnés des communes et des personnes publiques associées et consultées lors du 3^{ème} arrêt est joint dans le présent rapport explicatif de synthèse, dès lors qu’ils ont été transmis dans le délai imparti de 3 mois. Les avis reçus hors délais seront joints au dossier d’enquête publique, pourvu qu’ils parviennent à la Communauté Urbaine avant l’ouverture de l’enquête.

Au vu des retours lors de cette troisième phase de consultation, le comité technique du PLUi a décidé en date du 25 mars 2024 de proposer un quatrième arrêt sans modifications afin de rentrer en phase d’enquête publique au mois de septembre 2024. Ce Comité Technique a tenu compte des avis favorables des communes (souhaitant des modifications ne remettant pas en cause le Projet d’Aménagement et de Développement Durable (PADD) et a tenu compte également du retour des services de l’Etat et des ses diverses instances. **Ces modifications seront appliquées dans la dernière version du PLUi qui sera proposée à l’approbation des conseillers communautaires à la suite de l’enquête publique.**

Ce rapport présente donc la synthèse des avis des communes exprimés par délibération des conseils municipaux, de l’État, des personnes publiques associées (PPA), et d’autres collectivités et organismes publics consultés sur le projet de PLUI. L’intégralité des avis rendus sont joints en annexe du présent rapport. Cette délibération et le rapport de synthèse complété des avis intégraux des communes et des personnes publiques consultées seront joints au dossier d’enquête publique du PLUI.

A. Eléments généraux

À l'issue de l'arrêt de projet du PLUI, le 19 décembre 2023, le dossier a été transmis à l'ensemble des communes, personnes publiques associées, autres collectivités et organismes particuliers afin qu'ils puissent s'exprimer dans le délai de 3 mois après la réception du dossier, conformément à l'article R.153-5 du code de l'urbanisme.

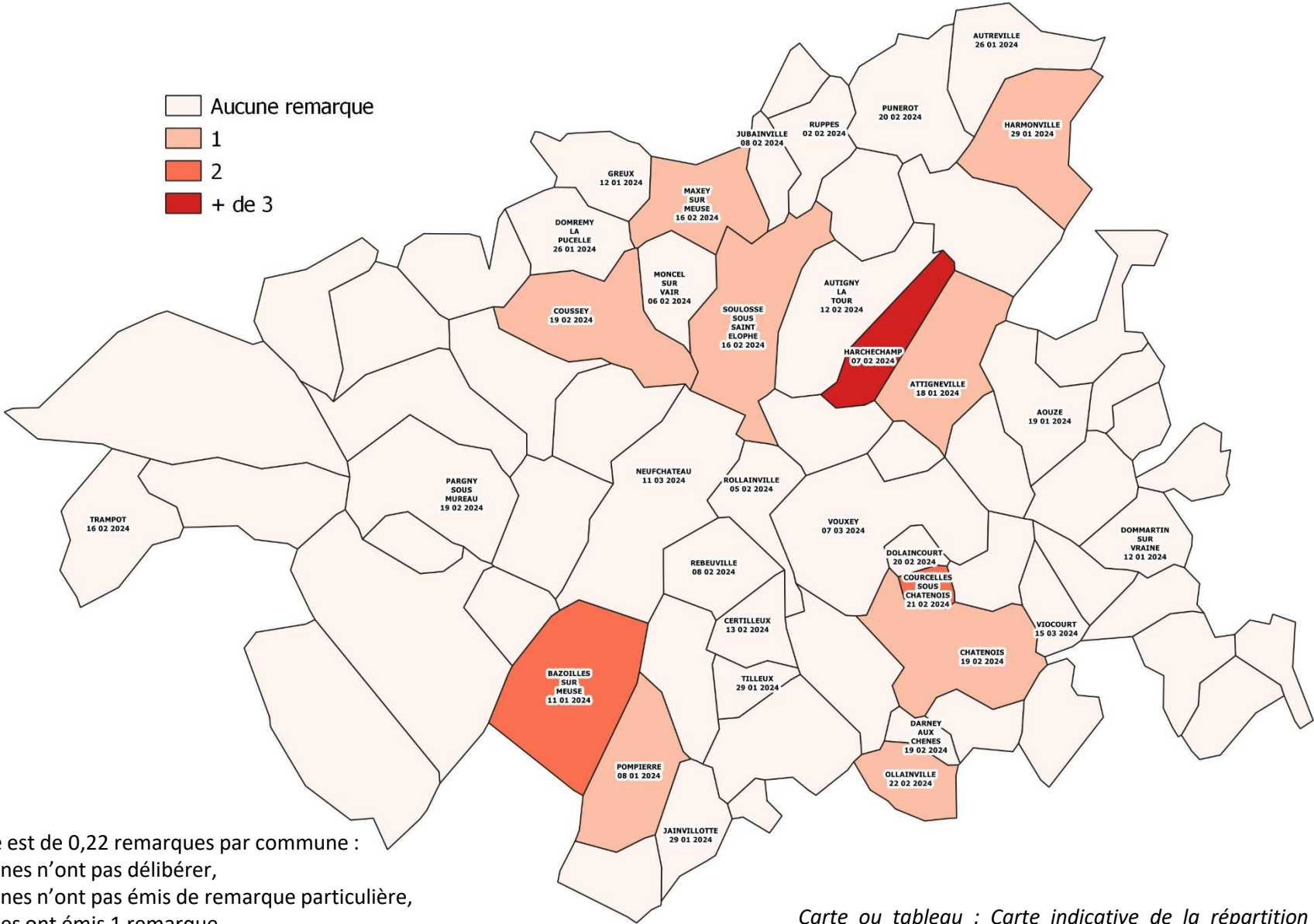


Carte : Date des conseils municipaux donnant avis sur le PLUI

À l’issue de la période de consultation, 35 conseils municipaux ont délibéré sur l’arrêt de projet du PLUI. Seules, les communes d’Aroffe, Avranville, Balléville, Barville, Bréchainville, Chermisey, Circourt-sur-Mouzon, Clérey-la-Côte, Frebécourt, Fréville, Gironcourt-sur-Vraine, Grand, Houéville, La Neuveville-sous-Châtenois, Landaville, Lemmecourt, Liffol-le-Grand, Liffol-le-Petit, Longchamp-sous-Châtenois, Maconcourt, Martigny-lès-Gerbonvaux, Ménil-en-Xaintois, Midrevaux, Mont-lès-Neufchâteau, Morelmaison, Pleuvezain, Rainville, Removille, Rouvres-la-Chétive, Saint-Paul, Sartres, Saint-Menge, Sionne, Seraumont, Soncourt, Tranqueville-Graux et Villouxel n’ont pas délibéré. Leurs avis sont réputés favorables.

Au total, 60 avis favorables assortis ou non de remarques ou de réserves et 10 avis défavorables (dont 5 non-motivés, réputés donc favorables) ont été émis. Les avis complets sont joints en annexe du présent rapport et seront joints au dossier du PLUI soumis à enquête publique.

Le nombre de remarques des communes est de 17 au total.



La moyenne est de 0,22 remarques par commune :

- 35 communes n'ont pas délibérer,
- 23 communes n'ont pas émis de remarque particulière,
- 9 communes ont émis 1 remarque,
- 2 communes ont émis 2 remarques,
- 1 communes ont émis plus de 3 remarques.

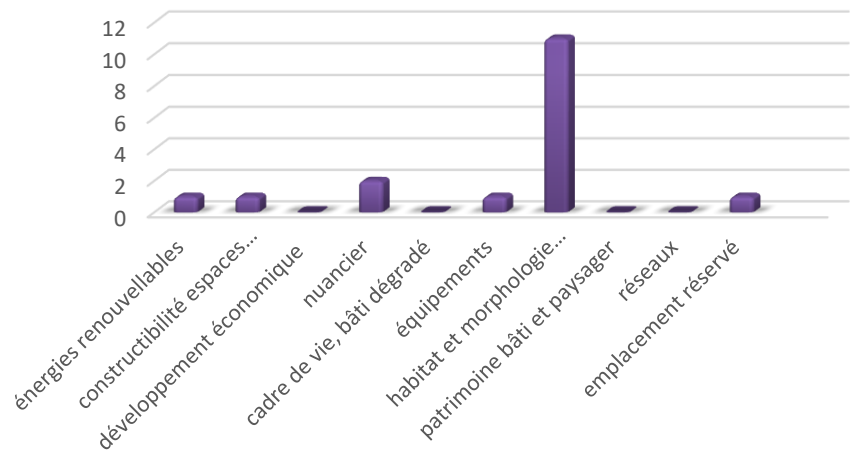
Carte ou tableau : Carte indicative de la répartition du nombre de remarques émises par les communes

B. Synthèse par thématiques

Les 17 remarques ont été réparties selon 10 thématiques principales :

- constructibilité espaces agricoles
- développement économique
- énergies renouvelables
- équipements
- cadre de vie, bâti dégradé
- habitat et morphologie urbaine
- patrimoine bâti et paysager
- nuancier
- emplacement réservé
- réseaux

répartition des remarques



A. Présentation des PPA

49 PPA (dont MRAe, CDPENAF des Vosges et CDPENAF de Haute-Marne) dont été consultées pour 116 remarques :

- 3 avis favorable sans remarques : CCI des Vosges, Commandement de la Région Terre Nord-Est, CDPENAF de Haute-Marne ;
- 6 avis favorables avec réserves et/ou recommandations : Préfecture des Vosges, Chambre d'Agriculture des Vosges, UDAP des Vosges, CDPENAF des Vosges, APRR et INAO;
- 0 avis favorable avec des observations ;
- 1 avis simple avec des recommandations : Autorité Environnementale (MRAe) ;
- 0 avis défavorables ;
- 40 avis tacites réputés favorables (Cf tableau ci-dessous).

Il est précisé que les avis des personnes publiques associées n'ayant pas été reçus dans le délai de 3 mois sont réputés favorable. Néanmoins pour une parfaite connaissance et information des habitants ces avis, s'ils étaient reçus hors délais, seront joints à titre d'information au dossier d'enquête publique, pourvu qu'ils parviennent à la communauté urbaine avant l'ouverture de l'enquête.

Le présent rapport de synthèse joint à la présente délibération intègre les avis réceptionnés dans le délai de 3 mois dont : CCI des Vosges, CDPENAF des Vosges, CDPENAF de Haute-Marne, MRAe, Chambre d'Agriculture des Vosges, UDAP des Vosges, Commandement de la Région Terre Nord-Est, APRR, INAO, la Préfecture des Vosges et la Chambre d'Agriculture de la Haute-Marne.

De même ce présent rapport inclue l'avis de la DDT des Vosges qui a été transmis en retard à la CCOV à l'occasion du second arrêt en date du 27.10.2023.

Le présent rapport intègre également l'avis des deux CDPENAF (52 et 88) et de la MRAe. Concernant l'avis des deux CDPENAF, la CCOV s'est positionnée pour harmoniser les pièces écrites du règlement au vu de l'avis de la CDPENAF des Vosges afin de ne pas faire de distinction entre la commune de Liffol-le-Petit (en Haute-Marne) et le reste du territoire de la CCOV.

ORGANISME		Date limite de réception de l'avis	Avis reçu	Nature de l'avis
Les Personnes Publiques Associées telles que définies par les articles L.132-7 et L.132-9.				
ETAT	Préfecture des Vosges	26.03.2024	03.04.2024	favorable avec réserves
	Préfecture de la Haute-Marne	22.03.2024	<i>tacite</i>	
	Direction Départementale des Vosges	21.03.2024	<i>tacite</i>	
	Direction Départementale de la Haute-Marne	21.03.2024	<i>tacite</i>	
PPA OBLIGATOIRES	Conseil Régional du Grand Est	21.03.2024	<i>tacite</i>	
	Conseil Départemental des Vosges	21.03.2024	<i>tacite</i>	
	Conseil Départemental de la Haute-Marne	21.03.2024	<i>tacite</i>	
	Chambre de Commerce et de l'Industrie des Vosges	21.03.2024	26.02.2024	favorable
	Chambre de Commerce et de l'Industrie de la Haute-Marne	21.03.2024	<i>tacite</i>	
	Chambre d'Agriculture des Vosges	22.03.2024	29.02.2024	favorable avec réserves
	Chambre d'Agriculture de la Haute-Marne	03.04.2024	<i>tacite</i>	
	Chambre des Métiers et de l'Artisanat des Vosges	21.03.2024	<i>tacite</i>	
	Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Haute-Marne	28.03.2024	<i>tacite</i>	
	SCoT du Pays Barrois	04.04.2024	<i>tacite</i>	
	SCoT du Sud Meurthe-et-Moselle	21.03.2024	<i>tacite</i>	
	SCoT du Nord Haute-Marne	28.03.2024	<i>tacite</i>	
	SCoT des Vosges Centrales	21.03.2024	<i>tacite</i>	
	SCoT du Pays de Chaumont	10.04.2024	<i>tacite</i>	
	Commission Départementale de Préservation des Espaces Natures, Agricoles et Forestiers (CDPENAF88)	22.03.2024	20.02.2024	favorable avec réserves
	Commission Départementale de Préservation des Espaces Natures, Agricoles et Forestiers (CDPENAF52)	22.03.2024	01.03.2024	favorable
	Commission Départementale de la Nature, de la Préservation des Paysages et des Sites (CDNPS)	pas besoin d'y repasser, saisine le 22.12.2023		

Autres Personnes Publiques consultées

PPA ASSOCIEES	UDAP des Vosges	21.03.2024	04 03 2024	favorable avec réserves
	UDAP de la Haute-Marne	03.04.2024	tacite	
	Vosgelis	22.03.2024	tacite	
	Agence Hamaris	09.04.2024	tacite	
	Agence Régionale de la Santé	26.03.2024	tacite	
	Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO)	05.04.2024	15 03 2024	favorable avec réserves
	Réseau de Transport et d'Electricité (RTE)	22.03.2024	tacite	
	GRT-Gaz	22.03.2024	tacite	
	France-Telecom Unité de pilotage Réseau Nord-Est - Gestion Foncière	09.04.2024	tacite	
	Syndicat intercommunal des eaux de la région de Landaville	09.04.2024	tacite	
	Syndicat Intercommunal des eaux de la Manoise	28.03.2024	tacite	
	SIVOM de Vicherey	22.03.2024	tacite	
	Syndicat des eaux de la Vraine et du Xaintois	09.04.2024	tacite	
	Syndicat d'eau et d'assainissement de la Côte et de la Ruppes	21.03.2024	tacite	
	Syndicat de la Frezelle et du Vair	09.04.2024	tacite	
	SIE Darney Longchamps "Froide fontaine"	21.03.2024	tacite	
	REANE	21.03.2024	tacite	
	APRR	03.04.2024	28 02 2024	favorable avec réserves
	Commandement de la Région Terre Nord-Est	08.04.2024	28 02 2024	favorable
	Lorraine Association Nature (LOANA)	21.03.2024	tacite	
	C.C. des Portes de Meuse	11.04.2024	tacite	
	C.C. du Bassin de Joinville en Champagne	02.04.2024	tacite	
	C.C. Commercy - Void - Vaucouleurs	21.03.2024	tacite	
	C.C. Meuse Rognon	22.03.2024	tacite	
	C.C. Mirecourt Dompaigne	22.03.2024	tacite	
	C.C. Terre d'Eau	21.03.2024	tacite	
	C.C. du Pays de Colombey et du Sud Toulinois	22.03.2024	tacite	
	Mairie d'Aulnois	21.03.2024	tacite	
MRAE	MRAE, Mission Régionale de l'Autorité Environnementale	28.03.2024	27 03 2024	avis avec recommandations

B. Synthèse des avis par PPA

Avis favorables avec réserves :

APRR – 28.02.2024 :

- 1- Envoi du cahier de recommandation APRR-AREA à titre indicatif pour toute consultation de PPA dans le cadre d'élaboration de documents d'urbanisme.
- 2 - Les plans graphiques identifient au sein du DPAC des espaces protégés au titre de l'article L. 151-19 et de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme à savoir des haies, bosquets, mais aussi des zones d'inconstructibilité liées à la protection de la lisière des forêts et des cours d'eau. De telles emprises ainsi que des zones humides (zone Nzh) jouxtent également le DPAC. Il apparaît nécessaire de soustraire l'emprise du DPAC de l'ensemble des secteurs d'intérêt écologique, environnemental ou paysager. Les recommandations du concessionnaire portent sur le fait de ne pas instituer ces outils réglementaires au sein du Domaine Public Autoroutier Concédé afin de répondre aux obligations de gestion, entretien, sécurisation et amélioration du domaine.
- 3 - Les prescriptions architecturales et paysagères encadrant l'aspect extérieur des constructions admises à s'implanter aux abords du DPAC doivent être complétées pour tenir compte et limiter tout risque d'éblouissement, de réverbération ou de détournement d'attention, facteur de danger pour la circulation autoroutière. En outre, si les dispositions du règlement relatives aux zones concernées exemptent bien les clôtures autoroutières des prescriptions relatives à la hauteur, composition et transparence, elles demeurent silencieuses s'agissant de la soumission des clôtures à obligation ou non de déclaration préalable. Dans une optique de sécurité, il est rappelé que l'activité autoroutière pourrait nécessiter l'intervention rapide sur les infrastructures afin de limiter les risques pour les usagers de l'autoroute, notamment tout risque d'intrusion susceptible d'engendrer des risques de collisions. L'urgence d'intervention attachée à l'activité autoroutière justifie que la demande de déclaration préalable ne soit pas instituée sur le DPAC au regard de l'article R421-12 du Code de l'urbanisme. En effet, aucune disposition n'impose que toutes les clôtures soient soumises à cette déclaration. Aussi le groupe APRR-AREA demande qu'une dérogation, le cas échéant, soit instituée sur les clôtures autoroutières et ce pour les motifs d'urgence et de sécurité que revêtent parfois les interventions (remplacement d'un tronçon de clôture abimé par exemple).

Avis favorables avec réserves :

UDAP des Vosges – 04.03.2024 :

- 1 - La publicité, les enseignes devraient faire l'objet d'un document pédagogique à destination des demandeurs dans le cadre des demandes d'autorisation d'urbanisme. Réponse de la CCOV : La CCOV distribuera divers documents pédagogiques au moment de l'approbation du PLUi afin que tous les acteurs du territoire puissent s'imprégner des divers aspects réglementaires du document. Question de l'UDAP à l'arrêt 2 : Quels sont les documents pédagogiques qui seront transmis ?
- 2- Aucune mention n'est faite concernant la pose d'ITE (P.43 du règlement écrit). Réponse de la CCOV : La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt. Question de l'UDAP à l'arrêt 2 : Sous quelle forme ces modifications seront-elles intégrées (quel contenu)?
- 3- Remarques précédentes de l'UDAP sur les OAP (lors de l'arrêt 1) et réponses de la CCOV : Pourtant, le PADD indique également, p. 41 et suivantes :
- "travailler sur les entrées de communes
 - "privilégier la reconquête des cœurs de commune afin de limiter le mitage des espaces naturels, agricoles et forestiers.«
- 4- L'OAP environnement indique également comme objectifs de :
- Veiller à privilégier et valoriser les patrimoines paysagers et naturels.
 - Limiter la consommation d'espaces naturels
- 5- Les remarques du service sont en accord avec les recommandations du PADD et de l'OAP environnement, elles devraient donc être d'avantage être prises en compte.
- 6- Les trackers solaires sont interdits, ce qui est très bien mais qu'en est-il des autres zones?
- 7- "Les constructions doivent s'adapter à la topographie locale. Pour cela, les volumes des constructions doivent être adaptés aux différents types de pentes en limitant au maximum les modifications du terrain naturel de plus de 0,70 mètre (remblais, déblais et murs de soutènements)." Les modifications du terrain naturel devraient être limitées à 0,30 mètre (ou 0,50 mètre grand maximum pour les terrains très pentus.
- 8- Aucun matériaux n'est recommandé pour les tuiles. Les tuiles en béton devraient être proscrites et les tuiles mécaniques de terre cuite privilégiées.
- 9- Les dimensions autorisées pour les châssis de toit devraient être précisées (0,80m x 1,00m afin de respecter les proportions de verticalités traditionnelles).
- 10- "la construction d'abris de jardins en matériaux de récupération est interdite". Pourquoi cela? Si du bois ou des tuiles de récupération sont utilisés cela semble tout à fait acceptable.

Avis favorables avec réserves :

UDAP des Vosges – 04.03.2024 :

11- Lorsque les volets roulants battants existent sur un bâtiment, ils sont à conserver, restaurer et repeindre, ou remplacer à l'identique (matériau et aspect) si leur état sanitaire le justifie. Les volets battants peuvent, si nécessaire, être motorisés. Les volets roulants ne doivent pas s'ajouter aux volets battants existants. Les volets roulants ne seront autorisés que sur le bâti neuf ou si le bâtiment en disposer dès son origine. Dans ce cadre, les coffrets des volets roulants sont à placer à l'arrière des linteaux ou à l'intérieur des logements afin qu'ils ne soient pas visibles depuis l'extérieur.

Préfecture des Vosges – 26.03.2024 :

1- Dans le règlement écrit des secteurs « UX et 1AUX » : faire un renvoi aux études « entrées de ville » pour indiquer l'existence d'une bande de recul inconstructible.

2- Doivent figurer en annexe les périmètres à l'intérieur desquels s'applique le droit de préemption si le conseil communautaire a délibéré en ce sens ainsi que les périmètres de développement prioritaire des réseaux de chaleur. Peuvent être également joints en annexes du PLUi les périmètres pour les Zones d'Accélération des énergies renouvelables (ZAE nR).

3- Le PPRNi du Mouzon n'a pas été pris en compte sur la commune de Circourt-sur-Mouzon. Si le PPRNi est approuvé avant le PLUi, il devra être joint dans les annexes du PLUi.

4- Les annexes en zone (N) et (A) doivent être reculées de 20m par rapport à l'habitation et non de la limite de la zone (U). De plus, la surface totale des annexes, en zone (N) et en zone (A), doit être diminuée passant de 100m² à 50 m² d'emprise au sol maximum.

5- Réserves sur les parcelles suivantes, consommatrices d'espace agricole :

- Removille : supprimer la zone « UB » à proximité de la zone « AC »
- Viocourt : retirer la zone « UB »
- Pompierre : retirer la zone « 1AU »

6- Dans le PLUi arrêté, seule la commune de Certilleux propose une zone 1AU de 1800 m² en dents creuses. Il est recommandé de repasser cette zone en "2AU".

Avis favorables avec réserves :

Chambre d’Agriculture des Vosges – 29.02.2024 :

1- Sur les demandes d’évolution et d’ajustement de zonages ci-après, les parcelles visées sont généralement tout ou partie déclarée à la PAC. Selon les cas, un reclassement en zone A ou N est à privilégier.

Dans le cas de propriétés existantes disposant déjà d’un jardin, il est inutile de l’agrandir en englobant des parcelles agricoles voisines. Ces parcelles en double rideau, déclarées à la PAC, non desservies, autorisent des constructions nouvelles qui ont un impact sur l’espace agricole, notamment sur les plans d’épandage.

Des ajustements sont proposés pour les parcelles suivantes :

- DOLAINCOURT : A 844 (propriétaire différent de la A 839)
- VIOUCOURT : ZB 51 (aligné à l’espace constructible sur la parcelle ZB 52)
- CHATENOIS : ZL 4
- LA NEUVEVILLE SOUS CHATENOIS : AB 187
(Propriétaire différent des 158 et 160)

2- La zone NJ est à utiliser uniquement sur des espaces de jardins existants, afin de ne pas participer à l’artificialisation (Cf. définition du SRADET, règle n°16 Sobriété foncière). Ainsi, l’espace NJ à Châtenois parcelle ZL 4 pourrait être reclassé en zone N.

3- Ne pas créer de nouvelles zones urbaines vers des espaces boisés ou forestiers : avec le changement climatique, le risque incendie est de plus en plus grand, et il apparaît essentiel de ne pas approcher de nouvelles constructions à proximité.

- ROLLAINVILLE : ZC 164 et 154, ces parcelles sont incluses dans les 30 mètres de la zone NF, non construites, elle pourrait être retirées de la zone U
- SIONNE : les parcelles AB 84 et 71 sont classées respectivement en futaies et taillis simples. Au vu de l’analyse des photographies aériennes, elles font parties du massif boisé (comme la partie de la parcelle AB 70 classée N) et devraient être classées NF.
- REBEUVILLE : zone 1AU, parcelle ZD 62 (parcelle est classée au cadastre en taillis sous futaie),

4- POMPIERRE : De nombreuses dents creuses sont disponibles sur la commune et l’extension proposée en 1AU sur la parcelle ZA 150 ne se justifie pas. Un reclassement en zone A serait le bienvenu.

5- SAINT MENGE : Il est proposé des extensions sans que des dents soient toujours présentes. Il apparait opportun de les reclasser en zone agricole ou naturelle.

6- CHATENOIS : la zone 1 AU, parcelle ZL 4

Avis favorables avec réserves :

Chambre d’Agriculture des Vosges – 29.02.2024 :

- 7- DOMMARTIN-SUR-VRAINE : Nous notons la fermeture de deux zones d’activités par le reclassement en 2 AUY (ZL 25 et 26).
- 8- LIFFOL-LE-PETIT : la zone 1 AUX impacte un espace agricole et pourrait être réduite de moitié.
- 9- AUTREVILLE : Une zone NE reconnaît le terrain de football. Toutefois, le zonage proposé impacte l’espace agricole. La zone NE pourrait être réduite à l’emprise publique sans impacter l’espace agricole ou en cas de besoin, uniquement à proximité de la construction existante.
- 10- REMOVILLE : ZK 12, 13 et 14, le reclassement en zone N serait la bienvenue. Il est aussi possible de s’interroger sur un reclassement en zone N de l’appendice former par les parcelles ZI 20 (non construite et à moins de 100 mètres des bâtiments), 19, 18 et 24 ;
- 11- COURCELLES SOUS CHATENOIS : La partie arrière de la parcelle A 552 déclarée à la PAC est à reclasser en zone N. L’espace constructible est à aligner avec les parcelles de la zone constructible A 537 et 538 ;
- 12- VOUXEY : ZH 51, reclassement de l’espace en double rideau,
- 13- SONCOURT : ZA 75
- 14- Enfin, il convient de préciser que des espaces en zone 2AU sont situés à proximité de bâtiments agricoles (LA NEUVEVILLE-SS-CHATENOIS, REBEUVILLE). Il conviendrait de préciser une condition supplémentaire pour l’ouverture de zone 2AU, à savoir l’arrêt de l’activité agricole voisine.
- 15- Le projet prévoit la suppression d’un espace de verger (Nv) sur la commune de REMOVILLE au profit d’un sous-secteur NE, afin de permettre le développement de petits équipements communaux, en continuité d’une zone existante UE. Cette modification rapproche toutefois l’espace constructible d’une zone AC. Il semblerait plus cohérent d’agrandir la zone UE plutôt que de créer une zone NE. Toutefois, cet agrandissement devrait être réalisé en respectant une distance minimale de 50 mètres des bâtiments agricoles voisins.
- 16- Le projet crée un espace NE sur la commune d’ATTIGNEVILLE à proximité d’une zone AC. Cet espace est enclavé dans la zone urbaine et nous sommes favorables à cette proposition. Un reclassement en zone UE aurait pu également être privilégié.
- 17- Le projet prévoit un nouveau sous-secteur autorisant des hébergements insolites au sein d’une parcelle agricole, déclarée à la PAC en 2020, sur la commune de NEUFCHATEAU. Ces constructions participent au mitage de l’espace agricole. Son retrait serait le bienvenu.

Avis favorables avec réserves :

Chambre d’Agriculture des Vosges – 29.02.2024 :

18- Les zones 1AUX, 1AUY, UX et UY prévues pour l’accueil d’activité commerciales ou industrielles, visent à accueillir de nouvelles entreprises. Toutefois, le règlement y autorise les projets de parcs photovoltaïques au sol. Ces zones sont détournées de leur objectif premier. En zone d’activité, artisanale, industrielle et commerciale, les productions d’énergie solaire sont à autoriser sur les bâtiments ou pour des ombrières de parking uniquement. Nous demandons à modifier le règlement en ce sens et nous souhaitons que la création de centrales solaires au sol, y soit interdite et uniquement autorisée en zone NPV prévue à cet effet.

19- Enfin, si le recul de 30 mètres de la zone NF est à appliquer pour des constructions nouvelles, il semble judicieux d’avoir une bienveillance pour les constructions existantes et ne respectant pas la règle précitée. Pour leur permettre d’avoir des annexes et des extensions, le règlement (pour l’ensemble des zones) pourrait être rédigé comme suit : en cas de construction principale ne respectant pas la distance de 30 mètres à la zone NF, l’extension et les annexes sont autorisées, sous réserve de ne pas réduire la distance entre la construction et la zone NF préexistante.

20- En zone A, le règlement est rédigé comme suit : la reconstruction à l’identique (implantation, volume et hauteur) après sinistre des bâtiments existants à la date d’approbation du PLUi, à condition que la reconstruction permette de se mettre à l’abri d’un nouveau sinistre. Cette condition est à clarifier, car il semble difficile de se mettre à l’abri d’un incendie.

21- En zone N ou A, le règlement autorise les annexes et les extensions des constructions existantes. S’il est évident d’autoriser des annexes à des constructions principales, dans le cas présent, le règlement autorise jusqu’à 100 mètres carrés d’annexes supplémentaires. Une annexe est définie, par la jurisprudence, comme suit : c’est une construction secondaire, de dimensions réduites et inférieures à la construction principale, qui apporte un complément aux fonctionnalités de la construction principale » (Rép. min. n°1342 : JO Sénat Q, 22 févr. 2018, p. 821). Dans le cas présent, autoriser une surface de 100 mètres carrés au sol (plusieurs constructions possibles) offre un droit à construire considéré par la jurisprudence comme une extension (CAA Nantes, 30 mars 2020, req. n° 19NT02322). De ce fait, une réduction de la surface à 50 mètres carrés d’emprise au sol, serait donc la bienvenue.

22- Le règlement autorise dans le cas où la construction principale se situe en zone U, une annexe est autorisée sur une même unité foncière dans la zone N attenante, à 20 mètres de la zone U. Cette distance est importante, car il peut participer à la consommation d’espace. La construction d’annexe est à privilégier en zone U. Pour inviter à ce principe, la distance de 20 mètres est à mesurer au droit de la construction principale et non pas de la zone U.

Avis favorables avec réserves :

CDPENAF des Vosges – 20.02.2024 :

- 1 - Les annexes en zone (N) et (A) doivent être reculées de 20m par rapport à la construction principale et non de la limite de la zone (U). De plus, la surface totale des annexes, en zone (N) et en zone (A), doit être diminuée passant de 100m² à 50 m² d'emprise au sol maximum.
- 2- Supprimer la zone UB à proximité de la zone AC à Removille.
- 3- Retirer de la zone UB sur la parcelle 51 (terrain agricole) à Viocourt.
- 4- Retirer la zone "1AU" de Pompierre.

INAO – 12.03.2024 :

- 1 - La filière AOP "Munster" n'est pas mise en valeur, alors qu'elle compte 49 opérateurs sur le territoire. De même certaines zones à usage agricole sont classées en zone N, ce qui laisse moins de latitude à leur usage par l'agriculture. Un classement en zone A serait plus approprié (au sud ouest de Châtenois et au nord de Longchamp-sous-Châtenois).

Avis favorables avec réserves :

AVIS EN RETARD DE LA DDT DES VOSGES 06.11.2023

- 1- L'ensemble des études spécifiques aux inondations portées à la connaissance de la CCOV n'a pas été entièrement repris. Il existe encore des incohérences entre le PLUi et le PPRi comme sur la commune de Circourt-sur-Mouzon que je vous invite à corriger.
- 2- Concernant la cartographie des cours d'eau incorrectement prise en compte, les exemples donnés dans le premier avis n'ont pas été corrigés.
- 3- Concernant le règlement écrit, l'article 10 sur l'inconstructibilité des berges des cours d'eau a été modifié, mais il devra être complété par la distance de 10 m de recul dans toutes les zones. Cette information est importante pour les usagers lors des certificats d'urbanisme. Cette règle doit être mise en cohérence dans les différentes pièces du PLUi. Il est écrit 20 m dans le tableau p14 de la pièce 1.11 "justifications environnementales" mais également à certains endroits du règlement (zone 1AUY, UC, UY).
- 4- Le PLU, notamment le règlement graphique, devra être complété avec les études portées à la connaissance de la collectivité. Une relecture attentive du règlement est attendue afin de lever les incohérences entre les documents et les règles inscrites.
- 5- EIE page 81 - figure n°14 : le Vair ne traverse pas la commune de Rainville.
- 6- EIE page 150 - il manque l'arrêté préfectoral n°191/2020/DDT du 11 juin 2020 portant approbation du Plan de prévention du bruit dans l'environnement des infrastructures de transports terrestres de la compétence de l'Etat dans le département des Vosges (3ème échéance).
- 7- EIE page 164 - la carte 31 ne correspond pas aux zones exposées au phénomène de mouvement de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols argileux définis par l'arrêté ministériel du 22 juillet 2020.
- 8- EIE page 172 - l'adresse N'existe plus. Les paragraphes sur les PPRNi du Vair et du Mouzon sont à revoir avec les informations PPRNi cités ci-dessus.
- 9- EIE pages 231 à 236 - Annexe 4 : les cartographies bruit sont obsolètes. A remplacer par celles disponibles à l'adresse
- 10- Les annexes en zone (N) et (A) doivent être reculées de 20m par rapport à l'habitation et non de la limite de la zone (U). De plus, la surface totale des annexes, en zone (N) et en zone (A), doit être diminuée passant de 100m² à 50 m² d'emprise au sol maximum.
- 11- Réduire la zone U sur la parcelle 12 à Morelmaison
- 12- Supprimer la zone UB à proximité de la zone AC à Removille
- 13- Retirer de la zone UB sur la parcelle 51 (terrain agricole) à Viocourt

Avis favorables avec réserves :

AVIS EN RETARD DE LA DDT DES VOSGES 06.11.2023

- 14- Retirer de la zone UB trop proche d'une zone AC (parcelle 79) à Vouxey
- 15- Dans le PLUi arrêté, seule la commune de Certilleux propose une zone 1AU de 1800 m² en dents creuses. Il est recommandé de repasser cette zone en "2AU".
- 16- Avis de la CDNPS : il conviendra de supprimer le changement de destination sur le bâtiment cadastré AC n°1, ferme du Villet dans le règlement écrit de la zone N.
- 17- Les zones A n'apparaissent pas dans les fichiers informatiques. Il faudra corriger cette erreur pour le versement du document sur le Géoportail de l'urbanisme, au risque de publier un document partiel.
- 18- Une OAP commerce a été définie. Il conviendrait donc d'indiquer le renvoi vers cette OAP dans le règlement, de manière à s'assurer qu'elle sera prise en compte lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme.
- 19- La Loi ALUR est du 24 mars 2014 et non du 24 mars 2015.
- 20- L'exploitation de la source FILOCOM 2013 présente un intérêt limité dans le travail. Il conviendrait de s'appuyer sur des sources plus récentes.
- 21- Les données mentionnées dans la partie diagnostic datent de 2014 pour les données PAC et de 2016 pour l'enquête. Il est nécessaire de veiller à réactualiser les zonages en tenant compte des évolutions.
- 22- Supprimer la partie grisée rayée concernant la gestion problématique des cours d'eau.
- 23- Justifications environnementales : page 4 - une actualisation du sommaire est attendue
- 24- Justifications environnementales : page 20 - la paragraphe 3,1,3 est erroné
- 25- Justifications environnementales : page 68 - même remarque
- 26- Justifications environnementales : chp5 - il est nécessaire de remettre à jour et actualiser quelques données sur Natura 2000, en lien avec les structures porteuses.
- 27- Dans le chapitre 4.6.3. des justifications environnementales relatif à la ressource en eau, il est recommandé d'identifier les 23 communes en situation de tension et d'y préciser des mesures d'évitement (à la page 329) :

28- Engager un plan d'adaptation au changement climatique/Inventorier et encadrer les petits prélèvements (forages domestiques)/Réduire les fuites et moderniser les réseaux d'AEP/ Développer la réutilisation des eaux usées traitées / Encourager la récupération des eaux de pluie / Améliorer le stockage dans les sols, les nappes en développant les solutions fondées sur la nature dans la gestion de l'eau : renaturations de cours d'eau, restauration de zones humides, désimperméabilisations des sols et engagement de programmes de protection et de restauration du patrimoine naturel/ Prévenir la pollution des milieux aquatiques / Mettre en place la tarification progressive de l'eau / Soutenir les pratiques agricoles et industrielles économes en eau (émergence de filières peu consommatrices d'eau, irrigation au gouttes à gouttes, etc.) / Encourager et sensibiliser les citoyens aux pratiques économes de la ressource.

29- Concernant les annexes : il n'est pas nécessaire de les limiter et de fixer une emprise pour les annexes en zones U, l'emprise totale des annexes autorisées en zones A et N devra être réduite à 60m² maximum.

30- Concernant les annexes : La distance entre les annexes et l'habitation devra être ramenée à 20 m.

31- La règle de recul de 10 m par rapport aux berges des cours d'eau doit être rajoutée dans toutes les zones.

Avis simple avec recommandations :

MRAE du 27/03/2024 :

- 1 – L’Ae recommande de compenser la destruction de la zone humide, si ce devait être le cas, en réhabilitant une zone humide déjà existante mais dégradée, pour avoir des chances que la compensation fonctionne, plutôt que d’en créer une à partir de rien.
- 2 - L’Ae observe que plusieurs demandes de la CDPENAF de supprimer ou réduire certaines zones dont le projet d’ouverture à l’urbanisation a fait l’objet d’un avis défavorable de sa part, n’ont pas été intégrées dans le nouveau projet de PLUi.
- 3 - L’Ae recommande de préciser le phasage concernant l’ensemble des zones 2AU, pour une ouverture à l’urbanisation après 2031, afin de s’inscrire si la dérogation au titre du L.142-5 du code de l’urbanisme était accordée, dans les trajectoires de réduction de la consommation foncière du SRADDET et de la loi Climat et Résilience.
- 4 - Au vu de ces éléments, l’Ae considère que l’urbanisation de 65,8 ha à l’horizon 2030 est disproportionnée et contre-productive, sauf à augmenter encore le nombre de logements vacants et à désertifier les centre-bourgs.
- 5 - Afin de ne pas retarder la mise en œuvre du programme de production d’énergie renouvelable porté par le PCAET en cours d’élaboration, l’Ae recommande de mettre en cohérence le PCAET et le PLUi.
- Elle recommande également de :
- compléter le dossier de PLUi en intégrant la cartographie d’ensemble à l’échelle de la communauté de communes présentant les secteurs Npv vis-à-vis des espaces naturels remarquables et protégés ainsi que du patrimoine bâti protégé et/ou classés en leur appliquant la séquence Éviter-Réduire-Compenser dans le respect du code de l’environnement 32 ;
 - déterminer les secteurs à privilégier pour l’implantation de dispositifs de production d’énergies renouvelables de type éolienne, après application de la démarche Éviter-Réduire-Compenser inscrite dans le code de l’environnement, pour retenir ceux de moindre impact environnemental.
- 6 - L’Ae recommande fortement de :
- calculer les besoins de logements liés au desserrement des ménages avec les données INSEE les plus récentes ;
 - déduire des besoins en logements, les constructions réalisées depuis 2019.
- 7 - L’Ae recommande à la commune "d'Avranville" concernée de replanter a minima l’équivalent linéaire des haies dont le constat de disparition a été fait.
- 8 - L’Ae réitère sa recommandation de préciser la nature des risques qui affectent chacune des zones délimitées par le PLUi et de reporter ces risques sur le règlement graphique, pour la bonne information du public.
- 9 - Elle recommande de préciser comment le projet de révision du PLU intègre les actions du PCAET en cours d’élaboration.

Avis simple avec recommandations :

MRAE du 13/10/2023 :

- 1 – L’Ae recommande de remplacer pour la MRAe « avis favorable avec recommandations » par « avis avec recommandations », et de mettre l’avis de la MRAe dans une rubrique différente de celle des PPA.
- 2 - Les recommandations de la MRAe concernant la consommation foncière et portant sur la réduction des zones ouvertes à l’urbanisation n’ont pas été intégrées au nouveau projet de PLUi. C’est le cas notamment des recommandations portant sur la préservation des milieux naturels remarquables et sur la prise en compte des risques naturels (Cf paragraphe 3.1 et suivants).
- 3 - L’Ae relève que le nouveau projet de PLUi prévoit toujours des ouvertures à l’urbanisation de zones situées en dehors du périmètre actuellement urbanisé. L’avis de la CDPENAF du 26 avril 2023 est joint au dossier. Plusieurs demandes de la CDPENAF pour supprimer ou réduire certaines zones prévues d’être ouvertes à l’urbanisation n’ont pas été intégrées dans le nouveau projet de PLUi. Le dossier est à nouveau examiné par la CDPENAF.
- 4 - L’Ae réitère toutefois sa remarque sur les consommations foncières des 10 dernières années (136 ha entre 2011 et 2021) qui ont été particulièrement élevées pour une intercommunalité connaissant une décroissance démographique et une baisse de l’activité sur son territoire. L’Ae relève, par ailleurs, que les chiffres correspondant aux superficies de chaque zone du PLUi diffèrent entre le résumé non technique et le rapport de présentation – justifications des choix retenus. Il conviendra de mettre en cohérence les documents.
- 5 - L’Ae recommande à l’intercommunalité de revoir à la baisse ses projections démographiques pour 2025 et 2030 afin qu’elles soient plus cohérentes avec les tendances observées ces dernières années ;
- 6 - L’Ae recommande fortement de :
 - calculer les besoins de logements liés au desserrement des ménages avec les données INSEE les plus récentes ;
 - déduire des besoins en logements, les constructions réalisées depuis 2019.
- 7 - L’Ae recommande à l’intercommunalité de :
 - engager une politique de reconquête de la vacance des logements plus ambitieuse, notamment en rénovant davantage de logements vacants, afin de se rapprocher d’un taux de vacance de l’ordre de 6 % ;
 - s’appuyer sur les démarches en cours « petites villes de demain » sur son territoire pour lutter contre cette vacance ;
 - traduire si besoin dans le PLUi ces démarches de rénovation urbaine en cours.

Avis simple avec recommandations :

MRAE du 13/10/2023 :

8 – L’Ae recommande retirer du projet les zones 2AU à vocation d’habitat en les reclassant en zones naturelles N ou agricoles A, et de réduire très fortement les surfaces ouvertes à l’urbanisation à court terme (1AU), en tenant compte d’une part de projection démographique plus réaliste et d’autre part d’une mobilisation plus forte des logements vacants ;

9 - L’Ae recommande de :

- augmenter la densité de logements, notamment dans les pôles urbains ;
- ne pas appliquer de rétention foncière sur les surfaces ouvertes à l’urbanisation en extension.

10 - L’Ae recommande de :

- présenter sur une carte l’ensemble présentant à la fois les secteurs envisagés pour développer des installations solaires et les milieux naturels sensibles.
- dans une logique « Éviter, Réduire, Compenser » (ERC), éviter de permettre l’installation de panneaux photovoltaïques en milieux naturels, le cas échéant évaluer les incidences possibles du zonage Npv sur les espaces naturels.

11 - L’Ae recommande de supprimer des zones AU les secteurs de prairies situées en zone Natura 2000.

12 - L’Ae recommande d’éviter l’ouverture de zones à urbaniser AU ou de zone agricole constructible au sein des ZNIEFF de type 1, ou le cas échéant de justifier de cette ouverture et de prendre les mesures de réduction, voire de compensation, adaptées afin de limiter l’impact de l’urbanisation sur ces milieux sensibles.

13 - L’Ae recommande de compléter l’analyse des zones humides effectives sur l’ensemble des secteurs constructibles, y compris en cas de projet en zone agricole.

14 - L’Ae relève que l’une des évolutions apportées au PLUi lors du second arrêt est de retirer les haies à protéger qui sont référencées sur la commune de Avranville, à la demande de cette dernière, sans que des précisions ne soient données sur le linéaire concerné. Selon l’Ae, ce linéaire serait de l’ordre de 1 600 m. L’Ae regrette que cette demande de modification ait été intégrée dans le projet de PLUi nouvellement arrêté, alors qu’il s’agit de milieux naturels à fort intérêt pour la biodiversité et les paysages qui constituent généralement un habitat d’espèces protégées. L’Ae recommande de justifier le retrait de ces haies identifiées dans la trame verte et bleue et comme éléments remarquables naturels à préserver dans la version précédente du PLUi et de prévoir dans ce cas des mesures de compensation en création de nouveaux linéaires de haies avec un coefficient multiplicateur prenant en compte les fonctions écologiques de haies nouvelles comparées à d’anciennes dans lesquelles des écosystèmes se sont installés.

Avis simple avec recommandations :

MRAE du 13/10/2023 :

15 - L'Ae recommande de mentionner dans le règlement écrit la présence du risque d'inondation par remontée de nappes dans les zones les plus sensibles, le cas échéant, d'inclure des dispositions constructives afin de limiter le risque et l'exposition des biens et des personnes.

16 – L'Ae recommande de préciser la nature des risques qui affectent chacune des zones délimitées par le PLUi et de reporter ces risques sur le règlement graphique.

17 - Dans son avis du 27 avril 2023, l'Ae recommandait de :

- compléter la carte de localisation des périmètres de protection des captages d'alimentation en eau potable ;
 - éviter autant que possible l'urbanisation dans les périmètres de protection rapprochée et/ou éloignés des captages d'alimentation en eau potable.
- Les périmètres des captages AEP ont été désormais annexés au projet de PLUi lors du second arrêt et la CCOV confirme qu'aucune zone AU n'a été déterminée au sein des périmètres de protection. Or, l'Ae relève que plusieurs zones ouvertes à l'urbanisation sont pourtant comprises dans un périmètre de protection de captage d'alimentation en eau potable. C'est le cas de la zone 1AU de la commune de Balléville concernée par un périmètre de protection rapprochée et des zones 1AUy de Neufchâteau situées également au sein d'un périmètre de protection rapprochée. La zone 1AUe de la commune de Tranqueville-Graux est, quant à elle, concernée par un périmètre de protection éloignée. Compte tenu de l'augmentation de la fragilité des nappes, l'Ae réitère sa recommandation d'éviter l'urbanisation dans les périmètres de protection rapprochée et autant que possible dans les périmètres de protection éloignée des captages d'alimentation en eau potable, pour préserver la qualité et la capacité de recharge rapide des nappes d'eau souterraine dans le contexte de changement climatique.

18 - Selon l'Ae, les informations données sur la capacité des réseaux ne répondent pas à la recommandation de l'Ae qui portait sur les performances des stations d'épuration. Aussi, l'Ae renouvelle sa recommandation à l'intercommunalité de conditionner la poursuite de l'urbanisation à la mise en conformité des performances des dispositifs d'assainissement pour les communes concernées.

19 - L'Ae rappelle l'obligation de disposer d'un PCAET pour les intercommunalités de plus de 20 000 habitants depuis le 1er janvier 2019.

20 - L'Ae recommande d'annexer au PADD un schéma des itinéraires piétons et cyclables pour les déplacements quotidiens et touristiques à l'échelle de la CCOV.

21 - L'Ae recommande compléter le projet de PLUi par un bilan des émissions de gaz à effet de serre (GES) de l'intercommunalité et, le cas échéant, proposer des objectifs de réduction chiffrés de ces émissions.

22 - L'Ae recommande de compléter le dossier avec la valeur cible des indicateurs de suivi du PLUi ainsi que les modalités de suivi de la mise en œuvre du document (bilan, mesures correctrices...).

DETAIL DES AVIS

A. Avis des communes (p. 26 à 75)

B. Avis des PPA (p. 76 à 100)

DETAIL DES AVIS

AOUZE.....	27
ATTIGNEVILLE.....	28
AUTIGNY-LA-TOUR.....	32
AUTREVILLE.....	33
BAZOILLES-SUR-MEUSE.....	34
CERTILLEUX.....	35
CHÂTENOIS.....	37
COURCELLES-SOUS-CHATENOIS.....	38
COUSSEY.....	39
DARNEY-AUX-CHÊNES.....	40
DOLAINCOURT.....	41
DOMMARTIN-SUR-VRAINE.....	42
DOMREMY-LA-PUCELLE.....	43
GREUX.....	44
HARCHECHAMP.....	45
HARMONVILLE.....	54
JAINVILLOTTE.....	57
JUBAINVILLE.....	58
MAXEY-SUR-MEUSE.....	59
MONCEL-SUR-VAIR.....	61
NEUFCHATEAU.....	62
OLLAINVILLE.....	64
PARGNY-SOUS-MUREAU.....	66
POMPIERRE.....	67
PUNEROT.....	68
REBEUVILLE.....	69
ROLLAINVILLE.....	70
RUPPES.....	71
SOULOSSE-SOUS-SAINT-ELOPHE.....	72
TILLEUX.....	73
TRAMPOT.....	74
VOUXEY.....	75

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

De la Commune de Aouze

Séance du 19 janvier 2024

L'an deux mil vingt quatre
Et le dix-neuf janvier à 20 heures 30
Le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances
Sous la présidence de Monsieur Gilles CHOIGNOT, Maire.

Nombre :

- de membres en exercice	11
- de présents	08
- de votants	08

Date de convocation :
11 janvier 2024

Date d'affichage :
11 janvier 2024

Etaient présents :

Tous les membres en exercice sauf Cyril JOLY, Christelle MATHIEU et Régis ORLER

A été nommé secrétaire :
Matthieu GAILLARD

2024/02

Objet : Plan Local d'Urbanisme Intercommunal

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu la délibération du Conseil Municipal du 10 mars 2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 16 janvier 2023 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;
Vu la délibération du Conseil Municipal du 13 septembre 2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 5 juillet 2023 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 19 décembre 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°2 ;

Le Maire rappelle que la commune de Aouze doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 19 décembre 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 19/12/2023, soit jusqu'au 19/03/2024 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 13 décembre 2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le troisième projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 19/12/2023.

Le Conseil Municipal,
Entendu l'exposé de M. le Maire,
Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité émet un avis défavorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 19 décembre 2023.

Certifiée conforme,

Le Maire

GILLES
CHOIGNOT

Signature numérique
de GILLES CHOIGNOT
Date : 2024.01.25
15:30:54 +01'00'

DU CONSEIL MUNICIPAL D'ATTIGNEVILLE

SEANCE DU 18 janvier 2024

Nombre de Conseillers

En exercice : 11

Présents : 10

Votants : 11

Absents : 1

Exclus : 0

L'an deux mille vingt-quatre, le dix huit janvier à dix-neuf heures,

Le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la Présidence de M. Frédéric POIRETTE, Maire

Date de la convocation :
11/01/2024

Sont présents : POIRETTE Frédéric, HENRY Yannick, PIEROT Guy, MAUGUÉ Rachel, CEVALTE Alain, DURAND Cyril, GUIGUES Gérard, HARMAND Adrien, Virginie MASSON, THIBOUT Patrick

Date d'affichage :
23/01/2024

Formant la majorité des membres en exercice ;

Sont absent(e)(s), excusé(e)(s) : Fanny LARRIERE (donne procuration à Adrien HARMAND)

Sont absent(e)(s) non excusé(e)(s) : néant

Rachel MAUGUE est élue Secrétaire de séance.

Objet de la délibération :
N° 2024/01/002

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

3^E ARRETE DU PLUI

AVIS DU CONSEIL

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu la délibération du Conseil Municipal du 23/02/2023 donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 16 janvier 2023 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 27/07/2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 5 juillet 2023 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 19 décembre 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°2 ;

Le Maire rappelle que la commune de Attigneville doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 19 décembre 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 19/12/2023, soit jusqu'au 19/03/2024 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme). Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre. Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 28/01/2020 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le troisième projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 19/12/2023.

Le Conseil Municipal, Entendu l'exposé de M. le Maire, Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité émet un avis **DEFAVORABLE** au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 19 décembre 2023.

Les justifications sont identiques aux avis du Conseil Municipal exprimées via les délibérations du 23/02/23 et 27/07/23 - avis non pris en compte par la CCOV – à savoir :

Désaccord sur la suppression fin 2022 d'une zone constructible par le Comité Technique du PLUi. Aussi, le Conseil Municipal remet en cause le règlement graphique de la Commune d'Attigneville et demande

expressément au Conseil Communautaire de revenir sur cette décision et de réattribuer la zone 1AU, définie conjointement fin 2020 (parcelles AB175, AB180 et AB242). Si la CCOV souhaite plus de précisions concernant cette demande, le courrier du Maire à l'attention du Comité Technique du PLUI en date du 11/10/2022 développe l'argumentaire porté par la Municipalité. Par ailleurs, le Conseil note le manque de communication auprès des administrés.



Frédéric POIRETTE

Frédéric POIRETTE
2024.01.25 12:48:51 +0100
Ref:20240125_123802_2-1-O
Signature numérique
le Maire

A l'attention de :
Mesdames, Messieurs les Membres du Comité
Technique du PLUi

Communauté de communes de l'Ouest Vosgien
2 Bis Avenue François de Neufchâteau
88300 Neufchâteau

A Attignéville, le 11/10/2022

Objet : Plan local d'urbanisme intercommunal de la CCOV - Zone 1AU Attignéville

Monsieur le Président de la CCOV,
Mesdames, Messieurs les membres du Comité Technique de PLUi,
Chers collègues,

Je me permets ce courrier car vous allez évoquer la situation d'Attignéville lors de votre prochaine réunion du Comité Technique ; à savoir : le maintien ou la suppression de la zone 1AU intégrée dans les projets de zonage d'Attignéville, suite à un projet annexe de constructions. Aussi, il convient que vous soyez parfaitement informés de la situation pour prendre une décision. Je souhaite également vous donner mon point de vue sur cette affaire.

La parcelle ZH 230, d'une surface de 6000m², avait été initialement choisie par la Commune comme zone d'extension urbanisable préférentielle – en face d'un lotissement existant, définie dans la carte communale comme zone prioritaire à urbaniser.



Cette zone avait finalement été rejetée par le Comité technique, sur conseil du bureau d'études NEGE, car elle n'était pas située directement dans le centre bâti historique du village, et qu'elle créait une extension de l'existant sur une terre avec un potentiel agricole. Je pense aussi que la parcelle était jugée trop grande (6000m² ; contre 2500 à 3000m² proposés par la CCOV).

La Commune a pris bonne note de ce refus, et sur votre proposition, le Conseil Municipal a choisi parmi les options proposées une nouvelle zone 1AU en 2020 (parcelles AB175, AB180 et AB242).



En septembre 2021, la Commune a été approchée par un particulier, qui avait un projet de création de 3 à 4 maisons individuelles sur la parcelle ZH 230, précédemment refusée pour la zone 1AU. Immédiatement, nous avons sollicité une rencontre avec les représentants de la CCOV (N. NEY, F. KOBYLARZ, J. VIGNOLA) afin de leur faire connaître ce projet ; qui déboucherait sur la très probable réalisation de constructions multiples en amont du PLUi. S'il avait été dit que les constructions postérieures à 2018 entraînent dans les quotas de constructibilité définis par le PADD et que ce n'était pas cohérent avec la démarche mise en place par la CCOV, il nous avait été rappelé que la Carte Communale faisait foi et que le projet était en l'état recevable ; sauf à apposer un sursis à statuer au dossier.

Vous le savez toutes et tous, la démarche d'un Maire est de se battre pour les intérêts de sa Commune. La possibilité d'accueillir 3 à 4 nouvelles familles sur notre territoire, sur une zone que la Municipalité avait initialement sélectionnée pour la développer, est une opportunité difficile à laisser passer. Malgré tout, ne voulant pas acter une opération trop défavorable à l'intercommunalité, et conformément aux recommandations émises par N. NEY, nous avons pris contact avec les porteurs de projet, afin de discuter avec eux des surfaces des parcelles projetées ; dans le but de les inciter à se rapprocher au maximum des critères définis par le PADD (10 logements par hectare pour les communes rurales).

Pour diverses raisons, le projet n'est pas allé à son terme. Toutefois, dans la continuité, un autre projet, porté cette fois par des habitants du village, a vu le jour sur ce même terrain. La Commune s'est alors rapprochée des particuliers pour leur faire connaître la densité des logements à l'hectare souhaitée par la CCOV, et a demandé à obtenir une bande d'1.40m le long de la parcelle, pour créer un espace public entre la voirie et les parties privatives (ce qui a été accepté par les porteurs de projet, gratuitement). Cette opération, faisant finalement état de la création de 6 parcelles, a été officialisée via le dépôt d'un Certificat d'Urbanisme Opérationnel cet été, puis d'un Permis d'Aménager en vue d'allotir fin septembre 2022.



Comme je l'ai expliqué à F. KOBYLARZ et N. NEY lors de notre rencontre du 06/10/2022, organisée à leur demande, il m'est impossible d'apposer un sursis à statuer sur ce dossier :

- Porté par des habitants du village, qui ont déjà investi pour acquérir le terrain, et qui sont extrêmement sérieux dans leur démarche (investissement pour création de logements locatifs, architecte et géomètre embauchés en amont, concertation avec la Commune, cession d'une bande de terrain pour parfaire l'aménagement public) ;
- Favorable à la Commune et au territoire, avec à terme un projet de 3 pavillons locatifs individuels et de 3 autres parcelles à construire pour maisons individuelles ;
- Respectant les prescriptions définies par le PPAD (création de 6 parcelles constructibles sur 6000m² ; soit 1 logement par hectare).

Selon les représentants de la CCOV, cette décision pourrait vous amener à rediscuter de la zone 1AU ; octroyée à la Commune dès le début des échanges relatifs au PLUi (2016/2017) et dont l'emplacement avait été défini en concertation avec le Comité Technique (2020). Depuis, les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) ont également été définies pour cette zone (2022).

Je souhaite vous faire part de mon total désaccord quant à l'éventuelle modification du zonage de notre Commune :

- À quelques jours d'un comité de pilotage décisif, et à quelques semaines de l'approbation définitive du PLUi, ne laissant plus de possibilités à la Municipalité de chercher des alternatives ou d'échanger avec le Comité Technique ;
- Alors même qu'il avait été demandé aux communes d'arrêter le zonage pour le 23/09/2021 dernier délai (soit il y a plus d'un an) ; et que l'information d'un projet de constructions avait été communiquée aux services de la CCOV en octobre 2021, sans délai ;
- Alors même que le bâti existant de notre village ne comporte que très peu de dents creuses ou de maisons à réhabiliter, et que le PLUi a supprimé la totalité des zones d'extension prévues dans la carte communale – ce qui de fait, rendrait totalement impossible l'augmentation de la population municipale pour plusieurs dizaines d'années ! Dans un contexte de revitalisation des territoires ruraux, c'est un non-sens !

Je comprends parfaitement que vous portiez une démarche intercommunale, articulée par des enjeux définis en amont, avec des intérêts propres à la collectivité, et surtout avec des obligations et des règles imposées par l'Etat et d'autres Personnes Publiques Associées.

Mais de mon point de vue, une carte communale est en vigueur, et il ne m'est pas possible de passer outre pour bloquer un projet pertinent (1 logement par hectare, actuellement en zone constructible), local (porté par des Attignévillois) et qui va dans le sens de l'intérêt collectif (augmentation de la population, diversification de l'offre de logements). Aussi, il serait vraiment dommageable que vous pénalisiez notre Commune en conséquence, en supprimant la seule alternative permettant au village de se développer sur le moyen et long terme.

Je reste bien entendu à votre disposition si besoin. Je vous remercie pour votre lecture, et je vous prie d'agréer, Monsieur le Président de la CCOV, Mesdames, Messieurs les membres du Comité Technique du PLUi, l'expression de mes sincères salutations.

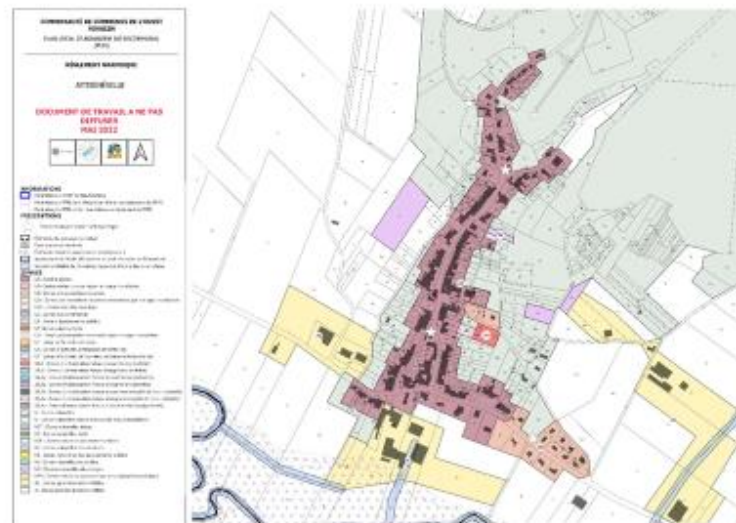
Le Maire, Frédéric POIRETTE

(Signature manuscrite)



Annexe au présent courrier :

Dernier plan du zonage provisoire du PLUi sur Attignéville (transmis par la CCOV courant 2022)



**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE D'AUTIGNY LA TOUR**
Séance du lundi 12 février 2024

Séance ordinaire

Membres en exercice :
10

Date de la convocation: 05/02/2024

Présents : 8

L'an deux mille vingt-quatre et le douze février à 18 heures 00, le conseil municipal régulièrement convoqué, s'est réuni à mairie, sous la présidence de Mme Dominique HUMBERT, Maire

Votants : 9

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture
le ____ / ____ / 20____
et publié ou notifié
le ____ / ____ / 20____

Présents : Dominique HUMBERT, André SIMONET, Jean-Claude DURAND, Michel Jean THOMAS, Alexis FLOHR, Jean HUMBERT, Benoît AUBERTIN, Marie-Luce THIBOUT

Représentés : Aurélie CLAUDE par Dominique HUMBERT

Excusés : Sébastien CEVALTE

Absents :

Secrétaire de séance : Jean-Claude DURAND

DE_2024_004 - Objet : PLAN LOCAL D'URBANISME : AVIS SUR LE 3ème ARRET

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200, Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 16/02/2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 16 janvier 2023 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 25/09/2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 5 juillet 2023 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 19 décembre 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°2 ;

Madame le Maire rappelle que la commune d'Autigny la Tour doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 19 décembre 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 19/12/2023, soit jusqu'au 19/03/2024 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Madame le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Madame le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 09/12/2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le troisième projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 19/12/2023.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Mme le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- Emet un avis **FAVORABLE** au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 19 décembre 2023.

Ainsi fait et délibéré,

Le Maire,

Mme Dominique HUMBERT



MAIRIE AUTREVILLE
88300

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 26 janvier 2024
Délibération : 03/2024

L'an deux mille vingt-quatre, le 26 janvier, à 20 heures 30, le Conseil Municipal dûment convoqué s'est réuni en séance ordinaire à la mairie sous la présidence de Monsieur BIGEON Jean Marie, Le Maire

Nombre de conseillers : 11
En exercice : 11
Présents : 10
Votants : 10

Date de convocation du Conseil : 19 janvier 2024

Présents : Mr BIGEON Jean-Marie, Mr CLAUDEL Benoit, Mme BALLET Emilie, Mme CARLOT Marine, Mr HENRY Joël, Mr HILDENBRAND Jacques, Mme JOCHEM Marie-Hélène, Mr LUCOT Pascal, Mr FOURNIER Alain, Mme LAUBERTON Francine

Absent excusé : Mr WEBER Alain

Secrétaire de séance : Mme BALLET Emilie

Plan Local d'Urbanisme Intercommunal

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu la délibération du Conseil Municipal du 24 février 2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 16 janvier 2023 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;
Vu la délibération du Conseil Municipal du 22 septembre 2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 5 juillet 2023 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 19 décembre 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°2 ;

Le Maire rappelle que la commune d'Autreville doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 19 décembre 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 19/12/2023, soit jusqu'au 19/03/2024 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 15 novembre 2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le troisième projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 19/12/2023.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de M le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des votants, émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 19 décembre 2023.

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour copie Conforme :

En Mairie, le 26 janvier 2024

Le Maire, Jean-Marie BIGEON



JEAN MARIE BIGEON
2024.01.30 15:13:40 +0100
Ref:5879978-8791428-1-D
Signature numérique
le Maire

Extrait du registre des délibérations de la Commune de Bazoilles Sur Meuse Séance du 11 JANVIER 2024

Date de la convocation
29/12/2023

Date d'affichage
16/01/2024

Nombre de membre

Afférent au conseil : 15

En exercice : 14

Votants : 13

N° 002/2024

A l'unanimité
Pour : 0
Contre : 1
Abstention : 12

L'an deux mille vingt-quatre et le onze janvier, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la mairie de Bazoilles sur Meuse, sous la présidence de ORY Bruno, Maire

Présents : M. ORY Bruno, Maire,
Mmes : BABIC Lorraine - ETIENNE Annick – RENAUT Delphine
MM. CHACON Josè – CLAUDE Fabien - METZGER Olivier - MULLER Michel - RAGUE Alain - TOUSSAINT Jean-Christophe
Excusés : PERREY Peggy donne pouvoir à RENAUT Delphine - FERY Jean-Paul donne pouvoir à ORY Bruno - KOZAREVIC Zoran donne pouvoir à CLAUDE Fabien - LARBAOUI Julien

Mme BABIC Lorraine a été nommée secrétaire de séance.

Objet de la délibération : PLUI 3^e arrêt

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUI à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu la délibération du Conseil Municipal du 06/04/2023, donnant son avis sur le projet du PLUI arrêté au 16 janvier 2023 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 07/09/2023, donnant son avis sur le projet du PLUI arrêté au 5 juillet 2023 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 19 décembre 2023, arrêtant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°2 ;

Le Maire rappelle que la commune de BAZOILLES SUR MEUSE doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 5 juillet 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 19/12/2023, soit jusqu'au 19/03/2024 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUI, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 02/12/2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le troisième projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 19/12/2023.

M. le Maire fait le point sur les réponses de la CCOV aux remarques de la commune, après le 2^e arrêt du PLUI. Dans l'ensemble, Les réponses transmises par la CCOV sont en partie acceptées par le conseil municipal sauf :

- la parcelle ZE10, coupée en deux zones, n'a jamais été un souhait de la commune,
- la possibilité de construire un abri de jardin dans les zones N à l'arrière des zones U, n'est pas garanti.

Compte-tenu du fait que la commune a été placée dès le début (PADD) parmi les communes rurales, alors qu'elle était défavorable à ce classement (délibération du 2/12/2019) et que cet avis n'a pas été pris en compte, le conseil municipal, après délibération exprime son avis défavorable à l'arrêt n°3 du PLUI,
(1 vote contre l'arrêt n°3 du PLUI et 12 abstentions)

Acte rendu exécutoire
après dépôt en
Préfecture d'Epinal
le : 16/01/2024

Le Maire,
M. ORY Bruno



du
13 février 2024

Réuni à la Mairie de Certilleux à
20h30

Sur convocation adressée par
le Maire aux Conseillers
Municipaux
le 06 février 2024

et avis affiché à la porte de la
Mairie ce même jour

Nombre de conseillers en
exercice : 11

Président de séance
Le Maire,
Jean-Marie LOUIS

Secrétaire de séance :
Marie-José CABLEY

DELIBERATION
n°2024/02/13/001

Visée par la Préfecture des
Vosges
le :
23.02.2024

Notifiée le :
23.02.2024

Cette délibération peut faire
l'objet d'un recours pour excès
de pouvoir devant le Tribunal
Administratif dans le délai de
deux mois à compter de sa
publication et de sa
transmission aux services de
l'Etat

COMMUNE DE CERTILLEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil vingt-quatre, le treize février, le Conseil Municipal de
la Commune de Certilleux s'est réuni à 20h30 à la Mairie de
Certilleux, sur convocation légale adressée par le Maire.

Présents :

Monsieur Jean-Marie LOUIS

Maire

Monsieur Michel DENNY, Madame Marie-José CABLEY

Adjoint au Maire

Madame Aurore BALANDIER, Madame Ghislaine HARMS,

Monsieur René KLOCK, Madame Estelle MICHEL, Madame Joëlle

MAGDZIAREK, Monsieur Bernard MEISTERMANN, Monsieur

Benjamin PAGNON

Conseillers Municipaux

Absent : Monsieur Alexandre RADIC

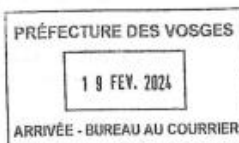
Nombre de Membres
présents : 10

Nombre de suffrages
exprimés : 10

Votes Pour : 10

Votes Contre : 00

Abstention : 00



**Plan Local d'Urbanisme Intercommunal : troisième
arrêt du projet**

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et
suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin
de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme
intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays
de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme
intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan
Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du
PLUI à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux
issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local
d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du
débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de
Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à
200 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUI
tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n°2023/03/28/011 du 28 mars 2023, donnant son avis
sur le projet du PLUI arrêté au 16 janvier 2023 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUI tel
qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt
n°1 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n°2023/09/12/001 du 12 septembre 2023, donnant
son avis sur le projet du PLUI arrêté au 05 juillet 2023 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 19 décembre 2023, arrêtant le projet du
PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier du troisième arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de
l'arrêt n°2 ;

Le Maire rappelle que la commune de Certilleux doit émettre et transmettre un avis en tant
que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté
en date du 05 juillet 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes
de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 05 juillet 2023, soit jusqu'au
05 octobre 2023 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du
Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan
Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les
différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation
avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 29 novembre 2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le troisième projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 19 décembre 2023.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, à l'unanimité

- EMET un **AVIS FAVORABLE** au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 19 décembre 2023.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme.

Au registre sont les signatures

A Certilleux, le 13 février 2024

Le Maire,

Jean-Marie LOUIS



EXTRAIT DU REGISTRE
des Délibérations du CONSEIL MUNICIPAL
n°006-19/02/2024

Séance du 19 Février 2024

Nombre de membres		
En exercice	Présents	Votants
18	14	17
Pour	Contre	Abstentions
17	0	0

Date de la Convocation
Le 13 février 2024

Date d'affichage et de transmission
Le 20 février 2024

Objet de la délibération	
--------------------------	--

N°006-19/02/2024 :
Avis de la commune
de Châtenois sur
l'arrêt du PLUi en
date du 19 décembre
2023 : 3^{ème} arrêt du
PLUi

L'an Deux Mille Vingt Quatre,

Le Dix Neuf Février,

A 19 Heures 30.

Le Conseil Municipal convoqué en séance ordinaire.

Réuni au nombre prescrit par la loi,

En salle de réunion de la Mairie de CHATENOIS.

Sous la Présidence du Maire,

Guy SAUVAGE

Secrétaire de séance : Madame Lydie THOUVENIN

Absents : Monsieur Claude COHEN (procurateur à Monsieur Jacques FRANCOIS), Monsieur Bruno PINHEIRO, Madame Mathilde ROBER (procuratrice à Monsieur Guy SAUVAGE), Monsieur Jean-Philippe THOUVENIN (procurateur à Madame Arlette BERARD)

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
 Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-1 et suivants ;
 Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes « Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
 Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes « Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
 Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUI à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes « l'Ouest Vosgien ;
 Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
 Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
 Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
 Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
 Vu la délibération du Conseil Municipal du 20/03/2023, donnant son avis sur le projet du PLUI arrêté au 16 janvier 2023 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêté complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêté n°1 ;
Vu la délibération du Conseil Municipal du 11/09/2023, donnant son avis sur le projet du PLUI arrêté au 5 juillet 2023 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 19 décembre 2023, arrêtant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêté complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêté n°2 ;

Le Maire rappelle que la commune de CHATENOIS doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 19 décembre 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 19/12/2023, soit jusqu'au 19/03/2024 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châteinois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUI, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal de Châtenois en date du 03 décembre 2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le second projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 19/12/2023.

Le Conseil Municipal de Châtenois, entendu l'exposé de Monsieur le Maire, Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **EMET** un avis favorable avec réserves au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUI) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 19 décembre 2023.

Les réserves sont les suivantes :

Considérant que le Centre de Secours actuel de Châtenois va être démolie en raison de sa vétusté et des coûts de réfection disproportionnés, il va être délocalisé sur le territoire de la commune de Châtenois et probablement reconstruit sur la parcelle ZK n°64.

Considérant que le Centre de Secours actuel sera démoli à l'issue.

Considérant que le supermarché Aldi va être reconstruit sur les parcelles AE n° 79, 286, 289 et ZK n° 13 pour partie,

Considérant qu'il convient que le magasin Aldi actuel ne devienne en aucun cas une friche commerciale.

La commune de Châtenois demande le classement des parcelles AE n° 197, 58, 199 et ZL n° 6 et 93 en zone UB du PLUi

Il est demandé à la CCOV de prendre en compte ces modifications au plus tard au moment de l'approbation du PLUi.

Pour extrait certifié conforme,
Le Maire de CHATENOIS,

Guy SAUVAGE numérique de Guy
SAUVAGE
Date : 2024.02.22 16:17:12
+01'00'

Guy SAUVAG

EXTRAIT DU REGISTRE
des Délibérations du CONSEIL MUNICIPAL
n°01/21-02-2024

Séance du 21 Février 2024

Nombre de membres		
En exercice	Présents	Votants
07	06	07
Pour	Contre	Abstentions
00	07	0

Date de la Convocation
Le 14 Février 2024

Date d'affichage et de transmission
15 Février 2024

Objet de la délibération

N°01-21/02/2024

**Plan Local
d'Urbanisme
Intercommunal- 3^e
arrêt
(avis défavorable à
l'unanimité)**

L'an Deux Mille vingt-quatre

Le vingt-et-un février

A 20 Heures 00.

Le Conseil Municipal convoqué en séance ordinaire,

Réuni au nombre prescrit par la loi,

En salle de réunion de la Mairie de COURCELLES-sous-CHATENOIS

Sous la Présidence du Maire Monsieur Michel HUMBLLOT

Secrétaire de séance : Mr GERARD Claude

Etaient présents tous les membres : sauf Monsieur RULLIER Cédric
(procuration à Monsieur CHAMPAGNE Loïc)

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.13 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre procédure d'élaboration du PLUI à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment articles 192 à 200,

Référence de l'AR : 088-218801173-20240221-0121022024-DE
Publié le 20/03/2024 ; Rendu exécutoire le 20/03/2024

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu la délibération du Conseil Municipal du 08/03/2023, donnant son avis sur le projet du PLUI arrêté au 16 janvier 2023 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;
Vu la délibération du Conseil Municipal du 27/09/2023, donnant son avis sur le projet du PLUI arrêté au 5 juillet 2023 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 19 décembre 2023, arrêtant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°2 ;

Le Maire rappelle que la commune de Courcelles-sous-Châtenois doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 19 décembre 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 19/12/2023, soit jusqu'au 19/03/2024 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUI, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 09 Décembre 2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 19/12/2023.

**Le Conseil Municipal de Courcelles-sous-Châtenois,
Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,**

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal de Courcelles-sous-Châtenois

Par 0 voix « pour », 7 voix « contre » et 0 abstention émet un avis défavorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUI) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 05 juillet 2023, pour les raisons suivantes :

- 1) D'une part absence totale de terrain à bâtir,
- 2) D'autre part, la ceinture constructible de la commune s'étendant entre la rue de la Grande Fontaine et le chemin n° 1 de Malclaire, forme un cercle de parcelles construites dans lequel se trouve également des parcelles devenues non constructibles suite à l'arrêt 1 et 2 du PLUI situées en section OA n° 27-28-29-222-223-225-227-228-229-539-540
- 3) Egalement à l'entrée du village le long du CD 27 entre les parcelles construites à savoir parcelles section OA n° 270-271-272-278.

Pour extrait certifié conforme,
Le Maire de Courcelles-sous-Châtenois

Michel HUMBLLOT
HUMBLLOT
MICHEL

Signature numérique de
HUMBLLOT MICHEL
Date : 2024.03.20
14:51:11

COMMUNE DE COUSSEY

Département des Vosges
Arrondissement de Neufchâteau
Canton de Neufchâteau

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

SEANCE DU 19 FEVRIER 2024

NOMBRE DE MEMBRES			
Affecté au conseil municipal	En exercice	Présents	Qui ont pris part à la délibération
15	15	13	15

Date de la convocation : 13/02/2024

Date d'affichage :

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture le :

Et publication ou notification du :

L'an deux mille vingt-quatre et le 19 février à 20 heures, le conseil municipal de la commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle de réunion 39, Grande Rue, sous la présidence de M. COIFFIER Christophe, Maire.

Présents : COIFFIER Christophe – JODAR Lydie – DELVIGNE Mathieu – BAUDRY Martine - REDON Paul - KIRTZ Michèle - MESSIN Dominique - PATZELT Vincent – MUNDING Claude - ADAM Silvere - DRAPIER Emmanuel MOUGEOT Coralie - HECTOR Christophe

Absent avec pouvoir : JORANT Jean-Luc pouvoir à BAUDRY Martine - RUTISHAUSER Aude pouvoir à JODAR Lydie

Secrétaire de séance : BAUDRY Martine

**OBJET DE LA DELIBERATION
N°20240219 07**

Avis sur le 3^{ème} arrêté du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) arrêté le 19 décembre 2023

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 21 mars 2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 16 janvier 2023 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier du second arrêté complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêté n°1 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 17 juillet 2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 5 juillet 2023 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 19 décembre 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier du second arrêté complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêté n°2 ;

Le Maire rappelle que la commune de COUSSEY doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 19 décembre 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 19/12/2023, soit jusqu'au 19/03/2024 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 3 mars 2020 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le troisième projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 19/12/2023.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de M. le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré,

Par 0 voix « pour », 11 voix « contre » et 4 abstentions,

- Emet un avis défavorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 19 décembre 2023 considérant que ce projet freine le développement économique et démographique du territoire car trop restrictif au niveau des nouvelles surfaces constructibles et considérant que les nouvelles surfaces constructibles sont inégalement réparties sur l'ensemble du territoire de la CCOV.

Fait et délibéré à Coussey, le 19 février 2024

Le Maire,



Christophe COIFFIER

Christophe COIFFIER
2024.02.23 12:34:03 +0100
Ref:6036449-9024783-1-D
Signature numérique
le Maire

Arrondissement de NEUFCHATEAU
Commune de DARNEY-aux-CHENES
5, Rue Principale - 88170 DARNEY-aux-CHENES
Tél.: 03 29 94 54 38 - Fax.: 03 29 94 54 38

EXTRAIT DU REGISTRE
des Délibérations du CONSEIL MUNICIPAL
n°02-19/02/2024

Séance du 19 Février 2024

Nombre de membres		
En exercice	Présents	Votants
07	06	07
Pour	Contre	Abstentions
07	0	0

Date de la Convocation
Le 12 Février 2024

Date d'affichage et de transmission
Le 13 Février 2024

Objet de la délibération
<u>N°02-19/02/2024</u> <u>Avis de la commune</u> <u>de Darney-aux-</u> <u>Chênes sur l'arrêt du</u> <u>PLUi en date du 19</u> <u>Décembre 2023</u>

L'an Deux Mille vingt quatre

Le seize février

A 20 Heures 00

Le Conseil Municipal convoqué en séance ordinaire,

S'est réuni au nombre prescrit par la loi,

En salle de réunion de la Mairie de DARNEY-aux-CHENES

Sous la Présidence du Maire Monsieur DUBOIS Gérard

Secrétaire de séance : Florence ROBERT

Secrétaire de séance : David BERGERET

Etaient présents tous les membres : SAUF Monsieur Vincent BAER
(procuration à Monsieur David BERGERET)

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu la délibération du Conseil Municipal du 16/01/2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 16 janvier 2023 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;
Vu la délibération du Conseil Municipal du 25/09/2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 5 juillet 2023 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 19 décembre 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°2 ;

Le Maire rappelle que la commune de DARNEY-aux-CHENES doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal arrêté en date du 19 décembre 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 19/12/2023, soit jusqu'au 19/03/2024 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 09 Décembre 2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le troisième projet de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal arrêté au 19/12/2023.

Le Conseil Municipal de Darney-aux-Chênes

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal de Darney-aux-Chênes

par 7 voix « pour », 0 voix « contre » et 0 abstention émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 19 décembre 2023.

Pour extrait certifié conforme,
Le Maire de DARNEY-aux-CHENES

Gérard DUBOIS Gerard
DUBOIS

Signature numérique
de Gerard DUBOIS
Date : 2024.03.11
17:58:04 +01'00'

DEPARTEMENT DES VOSGES
Arrondissement de NEUFCHATEAU
Commune de DOLAINCOURT

EXTRAIT DU REGISTRE
des Délibérations du CONSEIL MUNICIPAL
n°01-20/02/2024

Séance du 20 février 2024

Nombre de membres		
En exercice	Présents	Votants
7	6	6
Pour	Contre	Abstentions
0	2	4

Date de la Convocation
Le 13 février 2024

Date d'affichage et de transmission
Le 07 mars 2024

Objet de la délibération

N°01-20/02/2024 :

**Plan local
d'urbanisme
intercommunal**

L'an Deux Mille Vingt-quatre,

Le vingt février,

A 20 Heures 30.

Le Conseil Municipal convoqué en séance ordinaire,

Réuni au nombre prescrit par la loi,

En salle de réunion de la Mairie de DOLAINCOURT,

Sous la Présidence du Maire,

CHANÉ Elisabeth

Absents : Pierre WALTER (excusé)

Secrétaire de séance : CARTERET Philippe

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUI à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 01/2023 du 13/04/2023, donnant son avis

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 06/09/2023, donnant son avis sur le projet du PLUI arrêté au 5 juillet 2023 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 19 décembre 2023, arrêtant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°2 ;

Le Maire rappelle que la commune de DOLAINCOURT doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 19 décembre 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 19/12/2023, soit jusqu'au 19/03/2024 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUI, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal de Châtenois en date du 03 décembre 2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le second projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 19/12/2023.

Le Conseil Municipal de Dolaincourt, entendu l'exposé de Mme le Maire, invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal par 0 voix « pour », 2 voix « contre » et 4 abstentions :

EMET un avis défavorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUI) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 19 décembre 2023.

Pour extrait certifié conforme,
Le Maire,
Elisabeth CHANÉ.



Séance du 12 janvier 2024

Nombre de membres

Dont le conseil municipal doit
être composé : 11
En exercice : 10
Qui assistent à la séance 09
Qui ont pris part à la
délibération : 10

L'an 2024, le 12 janvier à 20 h 30, le Conseil Municipal de la Commune de
DOMMARTIN-SUR-VRAINE s'est réuni à la Salle du Conseil Municipal,
lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-
Marie MARC, Maire, en session ordinaire.

Présents : M. MARC Jean-Marie, Maire, Mmes BAER-MAGINEL
Océane et MARANDE Noëlle et Mrs COMBEAU Philippe, FRANCOIS
Frédéric, MAGINEL Florian, PARISOT Ghislain, RICHARD Romain et
THIEBAUT Guy

Date de la convocation
05/01/2024

Excusé(s) : Mr ROL François

Mr Florian MAGINEL a été nommé secrétaire de séance

N° 202401/02

Plan local d'urbanisme Intercommunal

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15
mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20
janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme
intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUI à l'ensemble du territoire de la
Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic
territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les
orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local
d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrétant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté
aux conseillers communautaires ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrétant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté
aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;
Vu la délibération du Conseil Municipal du 25/09/2023, donnant son avis sur le projet du PLUI arrêté au 5 juillet
2023 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 19 décembre 2023, arrétant le projet du PLUI tel qu'il a été
présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°2 ;

Le Maire rappelle que la commune de DOMMARTIN-SUR-VRAINE doit émettre et transmettre un avis en tant que
Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 19 décembre
2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de
trois mois à partir du 19/12/2023, soit jusqu'au 19/03/2024 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau
et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie
employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la
concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUI,
rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du
Conseil Municipal en date du 23/01/2020 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de
Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le troisième
projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 19/12/2023.

Le Conseil Municipal,
Entendu l'exposé de M. le Maire,
Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal par 8 voix « pour », 1 voix « contre » et 0
abstention émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUI) tel qu'il a été arrêté
par le conseil communautaire en date du 19 décembre 2023.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Au registre suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,
En mairie, le 15/01/2024

Le Maire,
Jean Marie MARC



Le Secrétaire de Séance,
Florian MAGINEL

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire et est susceptible d'être déférée auprès du
Tribunal administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

République Française
Département VOSGES
Commune de DOMREMY LA PUCELLE

EXTRAIT D'UNE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 26/01/2024

Nombre de membres		
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote
8	7	7

Vote	
A l'unanimité	
Pour : 7	
Contre : 0	
Abstention : 0	

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Sous-Préfecture de
Neufchâteau
Le :
Et
Publication ou notification du :

L'an 2024, le 26 Janvier à 20:00, le Conseil Municipal de la Commune de DOMREMY LA PUCELLE s'est réuni à la mairie, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Madame Véronique THIOT, maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles, l'ordre du jour et les notes explicatives de synthèse ont été transmises par écrit aux conseillers municipaux le 22/01/2024. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la Mairie le :

Présents : Mme THIOT Véronique, Maire, Mme RAOULX Josiane, MM : FERREIRA Sébastien, PANICHOT Gilles, PINEAU Jean, TARON Philippe, VARINOT Pierre

Excusé(s) : M. PANICHOT Théophile

A été nommé secrétaire : PINEAU Jean

3-20240126 – PLUI - 3ème arrêté

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUI à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi "Climat et Résilience" adoptée le 21 août 2011 et notamment ses articles 192 à 200 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrétant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu la délibération du Conseil municipal du 10/03/2023 N° 5-20230310, donnant son avis sur le projet du PLUI arrêté au 16 janvier 2023 ;
Vu la délibération du Conseil communautaire du 05 juillet 2023, arrétant le projet du PLUI tels qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêté complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêté n° 1 ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 11/08/2023 N° 1-20230811 donnant son avis sur le projet du PLUI arrêté au 05 juillet 2023 ;
Vu la délibération du Conseil communautaire du 19 décembre 2023, arrétant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêté complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêté n° 2

Madame le Maire rappelle que la commune de DOMREMY-LA-PUCELLE doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal arrêté en date du 19 décembre 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 19/12/2023, soit jusqu'au 19/03/2024 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Madame le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa réduction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Madame le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUI, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 05 novembre 2019 et au sein du Conseil municipal en date du 22/01/2022 N° 2-20210122 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements qui contiennent le troisième projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 19/12/2023,

Le Conseil municipal,
Entendu l'exposé de Madame le Maire,
invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal par 7 voix POUR, émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUI) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 19/12/2023.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Au registre suivent les signatures

Pour copie conforme :
En mairie, le 20/02/2024
Le Maire
Véronique THIOT

Nombre de Membres

Membres en exercice	Présents	Votants
8	8	8

Date de convocation
8 janvier 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le douze janvier à vingt heures, le Conseil municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en Conseil municipal, qui a eu lieu Salle Conseil de la Mairie, sous la présidence de **Aurélie PIERSON**, maire.

Présents : BAILLY Jean-Christophe, DILLET Adeline, GUYON Isabelle, LISTAR Christophe, MELCION Damien, MELCION Roger, MOUGINOT Rodolphe, PIERSON Aurélie.

Absents : .

Représentés : .

Madame DILLET Adeline a été nommée secrétaire de séance.

Objet : CCOV : PLUI
N° de délibération : 1_2024

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUI à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 03/02/2023, donnant son avis sur le projet du PLUI arrêté au 16 janvier 2023 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;



Copie pour impression
Réception au contrôle de légalité le 15/01/2024 à 10h06
Référence de l'AR : 088-218802197-20240112-1 2024-DE
Publié le 15/01/2024 ; Rendu exécutoire le 15/01/2024

Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 28/07/2023, donnant son avis sur le projet du PLUI arrêté au 5 juillet 2023 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 19 décembre 2023, arrêtant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°2 ;

Le Maire rappelle que la commune de Greux doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 19 décembre 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 19/12/2023, soit jusqu'au 19/03/2024 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUI, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 02/10/2020 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le troisième projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 19/12/2023.

Entendu l'exposé de Mme le Maire,

Invité à se prononcer, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUI) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 19 décembre 2023.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme
Affiché le 15 janvier 2024
Aurélie PIERSON,
Maire

Aurélie PIERSON

Auréli PIERSON
2024.01.15 09:17:10 +0100
Ref:20240115_090601_1-1-Q
Signature numérique
Le Maire

République Française
Département des Vosges
Commune de HARCHÉCHAMP

EXTRAIT D'UNE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 07/02/2024

Référence
2024.02.07.03
Objet de la délibération
Avis concernant le 3e arrêt du PLUI
Nombre de membres
Afférents : 7 Présents : 6 Ayant pris part au vote : 6
Date de la convocation
01/02/2024
Date d'affichage
08/02/2024
Vote
A l'unanimité
Pour : 0 Contre : 6 Abstention : 0

L'an 2024 et le 7 février à 20 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, salle de la mairie, sous la présidence de M. CALIN Thierry, Maire

Présents : M. CALIN Thierry, Maire, M. ALBERT Vincent, 1^{er} Adjoint, M. MOUROT Ludovic, 2^e Adjoint, Mme FREITAS Ana, Mme JONVAL Laurence et M. MORLOT Romain, Conseillers municipaux

Excusé(s) : M. MAILLY Gabin, Conseiller municipal

Absent(s) : néant

A été élu(e) secrétaire : Mme FREITAS Ana

Objet de la délibération : Avis concernant le 3e arrêt du PLUI

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUI à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu la délibération du Conseil Municipal du 01/03/2023, donnant un avis défavorable sur le projet de PLUI arrêté au 16 janvier 2023 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 20/09/2023, donnant un avis défavorable sur le projet de PLUI arrêté au 5 juillet 2023 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 19 décembre 2023, arrêtant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°2 ;

Le Maire rappelle que la commune d'Harchéchamp doit émettre et transmettre un avis e tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 19 décembre 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 19/12/2023, soit jusqu'au 19/03/2024 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire a rappelé les divers éléments composant ce dossier et en particulier les éléments concernant la commune d'Harchéchamp. Le débat sur le PADD (Projet d'aménagement e de développement durables débattu en Conseil communautaire du 05/11/2019) a eu lieu lors du Conseil municipal du 07/10/2020.

Le Maire rappelle ensuite les remarques émises par notre commune auxquelles le Comité Technique du 27/10/2023 n'a donc, encore une fois, pas donné de suite favorable ; à savoir (extraits de la délibération du 01/03/2023) :

Les demandes de la commune d'Harchéchamp relatives à des modifications de zonages, qui ont été formulées et argumentées par écrit le 11 octobre 2022 ; rappelées le 01/12/2022 par comparaison avec le traitement différent réservé à une autre commune pour des terrains de même nature ; et réitérées le 28/12/2022 sur la base d'un élément nouveau et qui n'ont reçu aucune suite (documents annexés). Selon les critères utilisés pour le zonage des communes, le fait que les zones classées 1AU et 2AU se trouvent entre deux zones de la PAU distantes de 100 mètres et classées en UB démontre bien que l'ensemble devait être classé en UB ; la dernière maison étant classée dans la PAU (en UB) la qualification d'« extension » des zones 1AU et 2AU n'a pas de sens. Cela aurait pu se concevoir au-delà de la dernière maison, mais pas avant dans la mesure où il n'y a que 10 m de distance ; quant au critère relatif à la taille du terrain, contrairement à ce qui a été indiqué pour justifier ce critère, aucune jurisprudence citée ne fait référence à une taille de terrain. Enfin, le certificat d'urbanisme opérationnel obtenu sur les parcelles prévues en 2AU autorise une construction unique sur ces parcelles.

Et aussi :

Le nuancier qui n'est pas représentatif des teintes des villages de la CCOV et en particulier d'Harchéchamp, où des couleurs actuellement présentes en UA vont devenir interdites ; l'incohérence entre les éléments présentés dans le nuancier et les interdictions qui en ont été tirées ; et des interdictions contenues dans le règlement écrit et qui ont pour effet d'interdire des teintes habituellement choisies par nos concitoyens et dont la présence ancienne est pourtant démontrée par le nuancier lui-même. Le Règlement écrit ne correspond pas toujours à ce que le Comité technique, organe décisionnel, aurait souhaité et certaines décisions ont été faussées. Etant également rappelé que la population, soi-disant concertée, n'a jamais pu avoir accès aux pièces relatives à sa commune.

Le Comité Technique du 27/10/2023 a notamment porté sur la réponse à adopter face aux avis défavorables de la CDPENAF pour des extensions sur 4 communes et a, entre autres, sauvé la zone d'activité de Châtenois, ce qui, au demeurant, est tout à fait justifié pour cette commune, comme pour ce qui concerne les 3 autres. Mais il n'a souhaité répondre favorablement à aucun des 7 avis défavorables justifiés émis par les communes, dont la nôtre.

Concernant la méthodologie employée pour l'élaboration de ce PLUI, le Maire rappelle les faits suivants :

Lors de la réunion du 29/07/2020, M. ISNARDON, du Bureau d'études NEGE, a reconnu à demi-mots que le PLUI aurait pu permettre plus de souplesse par rapport à l'application parfois contradictoire par la DDT de la réglementation d'urbanisme déjà trop lourde et complexe.

Puis des critères ont été établis pour définir les PAU (Parties actuellement urbanisées) ; critères qui, pour certains, étaient basés sur des jurisprudences inexistantes ou interprétées beaucoup plus restrictivement que leur rédaction réelle.

Concernant les zonages Npv, le Comité Technique n'a jamais pu émettre le moindre avis sur leurs implantations. En effet, tout semble avoir été décidé lors d'une réunion en Sous-préfecture en septembre 2021, réunion dont les membres du Comité Technique n'ont eu connaissance qu'en octobre 2022, soit plus d'un an après. Et c'est le Comité Technique qui est censé être le seul organe décisionnel ?...

Lors du Comité Technique du 27/10/2023, le Maire a enfin obtenu une réponse à la question posée un an plus tôt à propos de la différence de traitement entre l'ancienne décharge d'Autigny-la-Tour (classée Npv) et les anciennes carrières d'Harchéchamp (classement Npv refusé, ou, plus exactement, pas même discuté) : ce serait parce qu'une ancienne décharge serait considérée comme un sol déjà artificialisé ! Où est donc la différence avec une ancienne carrière ? Un membre du Comité de Suivi a par ailleurs conseillé à la commune d'Harchéchamp de classer ses anciennes carrières en zones d'accélération pour les énergies renouvelables, ce qui fera qu'elles pourront être classées ultérieurement Npv dans le PLUI ! Dans ce cas pourquoi ne pas les classer en Npv dès maintenant alors ?

Concernant le règlement écrit du PLUI, le Maire rappelle que le Comité Technique qui se réunissait régulièrement en 2020 et 2021 a été mis de côté pendant plus de 6 mois pour qu'ensuite le Comité de Suivi ait voulu lui faire adopter un règlement de plus de 100 pages en trois réunions en moins de deux mois ; que ce règlement comportait au départ de très nombreuses interdictions que les membres les plus actifs du Comité Technique ont en partie, et avec bien du mal, réussi à supprimer ou réduire ; que l'on a entendu au Comité Technique du 24/11/2022 un membre du Comité de Suivi dire qu'il fallait des règles (à propos des couleurs), mais que si un pétitionnaire ne respectait pas les couleurs prescrites, on ne lui ferait pas refaire sa façade ou repeindre ses volets ! A quoi bon de telles règles alors ?

Parmi ces règles, figurait et figure encore l'interdiction du « blanc pur » pour les huisseries et les ferronneries en zone UA. Et, lors du Comité Technique du 12/06/2023, un membre du Comité de Suivi a indiqué que les gens pourraient bien mettre des huisseries blanches, puisque c'est le blanc « PUR » qui est interdit ! De mieux en mieux... on veut des règles et l'on en crée une pour interdire une couleur qui n'est finalement pas censée exister vraiment ! ? Cela démontre bien que des membres du Comité de Suivi ont parfaitement conscience de l'absurdité de cette interdiction. Pourquoi donc la maintenir ?

Quant au fait de dire que personne n'irait faire changer la couleur de sa façade ou de ses volets à un pétitionnaire qui ne respecterait pas le nuancier, c'est oublier les services de contrôle, les voisins et/ou les maires pinailleurs et c'est surtout engager la responsabilité des maires qui souhaiteraient accorder des autorisations de bon sens, plutôt que de cautionner des absurdités.

La justification qui a été donnée pour cette interdiction du « blanc pur » était que M. l'Architecte des Bâtiments de France l'interdisait systématiquement dans les endroits où son avis était requis (abords des monuments historiques, secteur sauvegardé de Neufchâteau...). Ainsi donc, parce qu'il y a régulièrement une interdiction absurde à certains endroits, l'on décide dans le PLUI d'étendre cette absurdité à tout le monde ! En outre, quand on sait à quel point les décisions de M. l'ABF sont régulièrement pourfendues au sein de la CCOV, étendre une telle interdiction relève de la schizophrénie.

Si cette interdiction n'avait pas figuré d'entrée de jeux dans le règlement écrit, il paraît assez clair qu'aucun membre sensé du Comité Technique n'aurait eu l'idée de la réclamer.

Or, il a fallu batailler fermement pour que cette mesure soit supprimée des zones UB, mais elle a été maintenue pour les zones UA. Pour la zone UP d'Harchéchamp, cette interdiction a pu être supprimée, puisque le Maire avait argumenté que le château du Châtelet ayant déjà des huisseries blanches, il était donc absurde de lui interdire cette couleur. Dès lors, sur notre commune, la question se pose de maintenir cette règle absurde pour la seule zone UA d'Harchéchamp, puisqu'il y a également plusieurs maisons ayant déjà des huisseries blanches.

D'ailleurs, le lycée de Neufchâteau possède des huisseries blanches, l'école primaire Louis Pergaud également, de même que la mairie qui a plusieurs fenêtres blanches, et tout ceci en plein secteur sauvegardé. Et le nuancier lui-même démontre avec les photographies qu'il présente que le blanc est utilisé depuis très longtemps pour les huisseries et ferronneries de Neufchâteau, car l'auteur de ce nuancier ne s'est manifestement pas beaucoup promené dans les villages de la CCOV.

Comme cela a déjà été dit, ce nuancier qui a coûté 10.000 € n'est ni fait, ni à faire et n'est aucunement représentatif des couleurs de notre communauté de communes.

A propos de M. l'Architecte des Bâtiments de France, on relève dans l'avis qu'il a rendu suite au premier arrêt du PLUI qu'il rectifie des tournures de phrases et des termes de vocabulaire architectural, alors que la CCOV a quand même payé plus de 500.000 € des personnes spécialisées. Il relève que l'étude patrimoniale (dont le coût, demandé à plusieurs reprises, n'a toujours pas été communiqué) est peu argumentée, incomplète ou sujette à controverse. Effectivement, Harchéchamp a été assez maltraité dans ce domaine, avec entre autres une ferme construite en 1929 qualifiée de « presbytère du XVIIIe siècle » ! Un simple coup d'œil sur les photos anciennes présentes en mairie aurait évité une telle bourde.

Bien sûr, M. l'Architecte des Bâtiments de France revient sur l'interdiction du « blanc pur » trop limitée à son goût.

Mais il critique également la conception du nuancier, le classement des couleurs et le nombre bien trop élevé de teintes de façades tirant vers le gris-blanc, qu'il qualifie comme n'étant pas des teintes locales. De même, il juge d'autres teintes proposées par le nuancier comme étant trop foncées et n'étant pas des teintes traditionnellement employées dans notre région. Ceci conforte l'impression que nous avons concernant l'interdiction future de teintes pourtant déjà présentes sur notre commune et aussi sur bien d'autres communes de la CCOV.

D'ailleurs, à propos de ce nuancier, qui a été approuvé par le Comité Technique du 12/10/2022, il est à rappeler que cette approbation a été faite sur la base d'une tromperie, puisqu'à ce moment-là le nuancier ne devait pas être prescriptif. Et ce n'est qu'à la réunion suivante que les membres du Comité Technique se sont entendus dire que le nuancier serait finalement prescriptif ; sans nouveau vote !... Or, le vote peut être différent si l'on sait que le document n'est plus un simple conseil, mais doit devenir obligatoire.

Enfin, il aura fallu attendre 2 arrêts du PLUI pour que le fait de pouvoir construire un abri de jardin avec des matériaux de construction de récupération, également proposé par M. l'ABF, soit accepté par les membres du Comité de Suivi ; ceci avait été proposé dès l'été 2022 par des membres du Comité Technique, mais il n'en avait été tenu aucun compte par les membres du Comité de Suivi.

Le Comité de Suivi a constamment voulu décider de tout alors que c'est le Comité Technique qui est le seul organe décisionnel. Voici un autre exemple de la façon dont on a empêché ce comité de décider : lors du Comité Technique du 20/06/2022, la possibilité

TC

AF

3

TC

AF

d'autoriser les toits plats en zone UA avait été abordée pour permettre notamment la réhabilitation de maisons anciennes avec une partie moderne, comme le proposent certains architectes dans un mélange ancien/moderne souvent harmonieux. La discussion paraissait faire consensus et il n'y a pas eu de vote. Or, il n'a été fait aucun état de ce sujet dans le compte rendu de ce Comité Technique et les toits plats sont demeurés interdits en UA ! Où est donc le pouvoir de décision du Comité Technique dans ces conditions ?

Des membres du Comité de Suivi ont aussi affirmé des dogmes sortis de nulle part. Il en est encore fait mention dans les réponses aux avis des communes suite au deuxième arrêté du PLUI où il est écrit que les constructions en deuxième rideau ne sont « plus recommandées par l'Etat ». D'où sort cette affirmation ? Ceci avait déjà été dit lors d'un Comité Technique de 2020 où la discussion sur la possibilité de construire en deuxième rideau avait été refusée au motif que cela créait ensuite trop de contentieux pour la justice ! Donc, si la justice estime qu'elle a trop de contentieux de divorce, on va interdire le mariage ? Encore une fois, cela n'a pas de sens dans la mesure où pour éviter tout contentieux ultérieur, il suffit, en cas d'un tel projet, de demander à ce que la parcelle soit redivisée avec un accès à une voie publique pour chaque subdivision. En outre cette affirmation est d'autant moins crédible qu'il y a eu en mai 2023 une émission sur France 5 consacrée à l'urbanisme et montrant comment la communauté d'agglomération d'Epinal tente de redensifier ses zones urbanisées en encourageant précisément ces constructions en deuxième, voire troisième rideau.

Autre exemple des décisions très orientées par le Comité de Suivi, lors du Comité Technique de juin 2023, suite au rajout d'une zone inconstructible de 30 mètres autour des parcelles boisées, seul le cas de Neufchâteau a été évoqué et modifié pour redonner à cette ville le nombre de maisons que cette règle supplémentaire lui faisait perdre. Pourquoi seulement Neufchâteau ? Or, pour refuser le reclassement des zones AU de la commune d'Harchéchamp en UB, il nous est objecté que la CCOV ne peut disposer que de 221 nouveaux logements en zone AU et de 188 en « dents-cresues » en zones U. A-t-on vraiment refait le compte communautaire par commune suite à l'impact de cette restriction nouvelle ? Rien n'est moins sûr...

Deux informations encore que le Maire entend partager avec les Conseillers :

A propos de l'enquête publique : lors du Comité Technique du 12/06/2023, il a été dit à propos de l'enquête publique à venir qu'elle n'était pas importante, puisqu'il ne sera pas obligatoire de tenir compte des remarques émises par nos concitoyens ; puis lors du Comité Technique du 27/10/2023, il a au contraire été dit que n'importe quelle personne, agissant en son nom propre, pourrait faire modifier le PLUI pour peu que le Commissaire Enquêteur valide son argumentation, laissant entendre que la CCOV accepterait toute modification ainsi validée...

A propos de la DDT et de M. l'Architecte des Bâtiments de France et de leurs décisions parfois incompréhensibles et/ou purement dogmatiques, à plusieurs reprises pendant les réunions du Comité Technique il a été dit que tel ou tel souhait serait de toutes façons refusé par M. l'ABF ou la DDT. Or, depuis le premier arrêté du PLUI, quand on voit en Comité Technique avec quelle facilité il est décidé de ne tenir aucun compte de telle ou telle recommandation de M. l'ABF, il apparaît assez clairement que les membres du Comité Technique ont été trompés et que le PLUI pouvait donc très bien être un document permettant d'assouplir et même de s'affranchir au moins en partie des dogmes de M. l'ABF et de la DDT. (Ce qui avait été reconnu à demi-mots le 29/07/2020.)

M. le Président de la CCOV s'était pourtant insurgé une fois devant des représentants de la DDT leur demandant à peu près en ces termes « Il faudrait quand même savoir ce qui relève de la réglementation et ce qui relève des dogmes de la DDT ! ».

Au vu de tout ce qui précède, cette façon de procéder par les membres du Comité de Suivi, la façon dont les souhaits des membres du Comité Technique ont été écartés, le fait que le Comité Technique n'a pas été consulté sur nombre de sujets et trompé sur

d'autres, le fait que même lors du Comité de Pilotage du 25/10/2022 la présentation a porté sur les grands principes et les membres du Comité de Suivi n'ont pas souhaité aborder les détails qui sont ce qui va réellement gâcher la vie de nos concitoyens et qu'à aucun moment on a demandé son avis à ce Comité de Pilotage, tout ceci fait qu'on ne peut pas réellement parler d'un travail collectif à propos de ce PLUI.

Force est de constater que, peut-être à cause de trop de zèle pour ne pas déplaire à certaines Administrations, ce PLUI, qui aurait pu être une œuvre beaucoup plus collective et surtout plus ouverte avec bien davantage de bon sens, sera finalement une formidable occasion manquée ; ce qui est franchement dommage, au vu du travail considérable qu'il aura représenté et des sommes dépensées.

Quant à la concertation avec la population, elle s'est essentiellement passée comme le Comité de Pilotage du 25/10/2022, à savoir l'énoncé de grands principes généraux avec lesquels tout le monde peut être d'accord, mais sans jamais entrer dans les détails qui vont faire de ce PLUI une couche supplémentaire de réglementation plus ou moins arbitraire ; d'autant plus que la population n'a jamais pu avoir accès aux détails concernant sa commune avant le premier arrêté du PLUI. La population ne pourra véritablement se considérer comme ayant été concertée qu'après l'enquête publique.

Ainsi donc, puisque les demandes de notre commune n'ont toujours pas été prises en compte, que les arguments et justifications données par le Comité de Suivi paraissent peu fiables et enfin qu'en cette période où nos concitoyens dénoncent les sur-réglementations dans beaucoup de domaines, il paraît insensé de valider un document, supposé avoir été rédigé par nos communes (alors qu'il a essentiellement été rédigé par le Comité de Suivi, organe non décisionnel), qui comprend autant de règles supplémentaires qu'il n'était pas nécessaire d'ajouter à la réglementation existante surabondante et qui sont parfois totalement absurdes. (Le nuancier proscriit entre autres les ferronneries claires, les crépis jaunes pâles (il y en a deux à Harchéchamp et dans beaucoup de communes), les crépis bleutés (il y a une maison bleue dans presque chaque commune), les portes et volets bleus ou verts et bien d'autres couleurs... et cela sans aucun égard à la réalité actuelle et sans la moindre justification par rapport aux couleurs relevées et montrées sur les photos du nuancier. Ceci est d'une totale absurdité.)

Entendu l'exposé du Maire, Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le Conseil municipal par 0 voix « pour », 6 voix « contre » et 0 abstention :

- émet un avis défavorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUI) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 19 décembre 2023 ;
- maintient l'intégralité de ses demandes formulées le 01/02/2023 et rappelées plus haut (donc hormis l'erreur matérielle (réseaux) prise en compte au 2^e arrêté) ;
- ajoute à l'appui de sa demande de classement de parcelles en Npv que celles-ci et une troisième ont été définies en Zones d'accélération des énergies renouvelables par notre commune le 15/11/2023 et demande donc que ces ZAENR soient d'ores et déjà intégrées au PLUI ;
- demande que l'interdiction du « blanc pur » en zone UA pour les ouvertures (page 28 c) du règlement écrit) soit supprimée, ou, au minimum, que l'exception dont bénéficie la zone UP d'Harchéchamp soit étendue à sa zone UA ;
- demande que le nuancier qui a été voté en Comité Technique comme devant être non prescriptif soit effectivement déclaré comme non prescriptif.

Fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an susdits.

Au registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

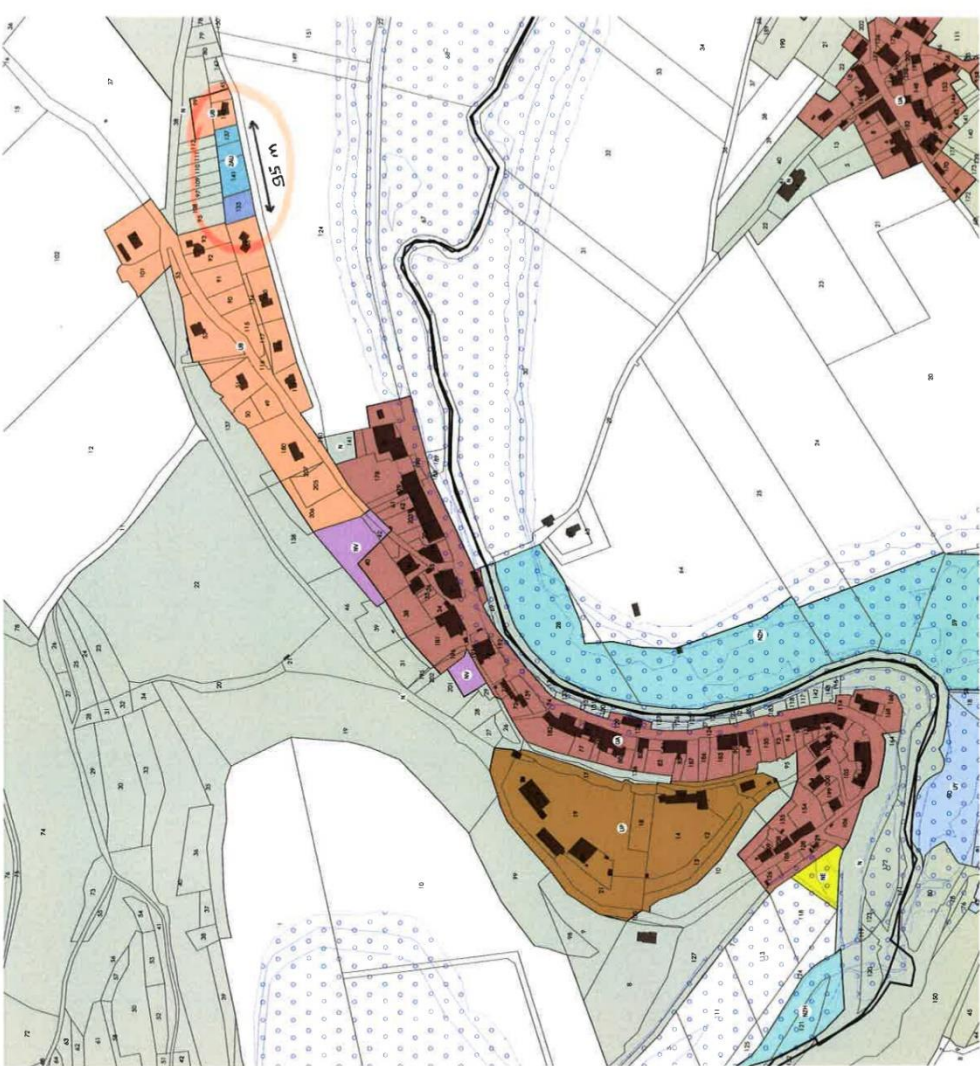
En mairie, le 08/02/2024

Le Maire,

Thierry CALIN



La Secrétaire de séance,
Ana FREITAS



COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE L'OUEST VOSGIEN

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL (PLUI)

RÈGLEMENT GRAPHIQUE

HARCHECHAMP 1

DOCUMENT DE TRAVAIL A NE PAS DIFFUSER

JUILLET 2022

INFORMATIONS

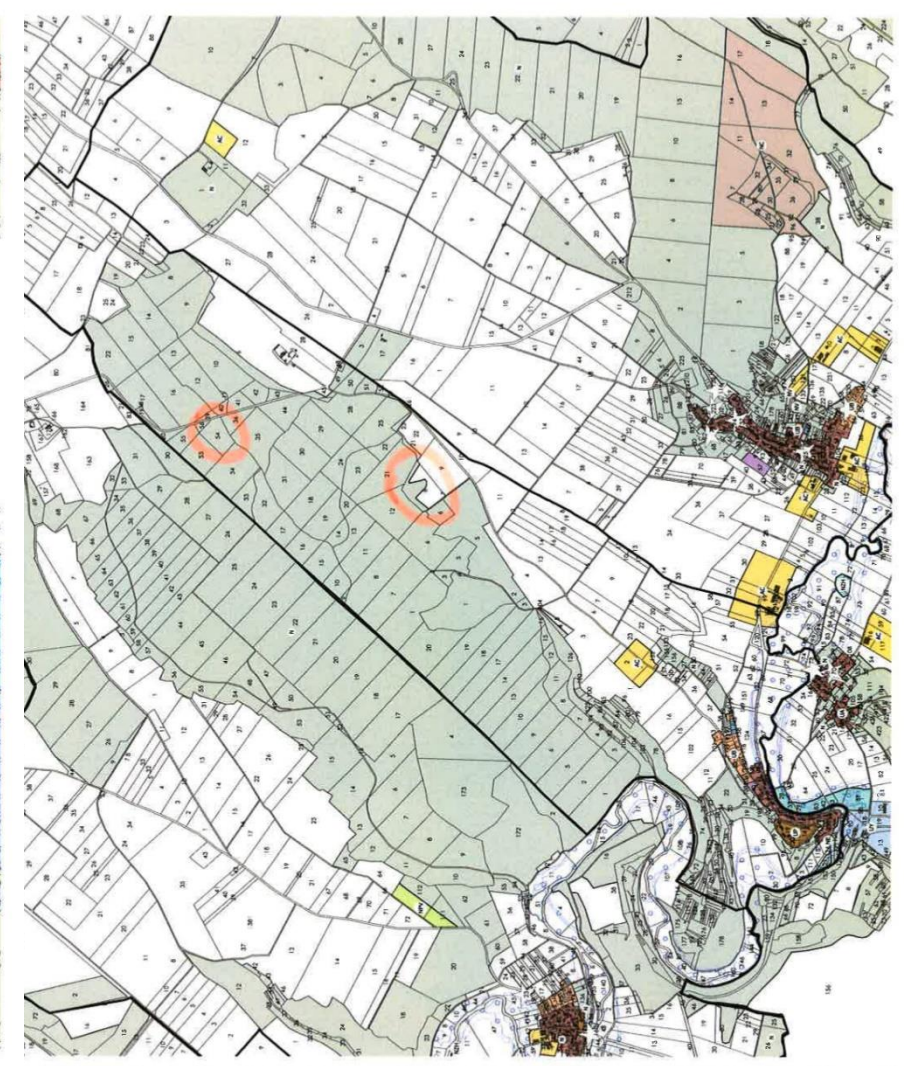
Préparer le PLUI de Neuchâteau
Préparer le PPA de la Mosne (se référer au règlement du PLUI)
Préparer le PPA de la Mosne (se référer au règlement du PLUI)
Préparer le PPA de la Mosne (se référer au règlement du PLUI)

DESCRIPTIONS

Éléments du patrimoine bâti à protéger
Éléments du paysage à protéger
Éléments à préserver (bâtiments, etc.)
Éléments à préserver (bâtiments, etc.)
Éléments à préserver (bâtiments, etc.)

LEGÈRE

A : Centre ancien
B : Zones d'extension récentes
C : Zones d'extension récentes
D : Zones d'extension récentes
E : Zones d'extension récentes
F : Zones d'extension récentes
G : Zones d'extension récentes
H : Zones d'extension récentes
I : Zones d'extension récentes
J : Zones d'extension récentes
K : Zones d'extension récentes
L : Zones d'extension récentes
M : Zones d'extension récentes
N : Zones d'extension récentes
O : Zones d'extension récentes
P : Zones d'extension récentes
Q : Zones d'extension récentes
R : Zones d'extension récentes
S : Zones d'extension récentes
T : Zones d'extension récentes
U : Zones d'extension récentes
V : Zones d'extension récentes
W : Zones d'extension récentes
X : Zones d'extension récentes
Y : Zones d'extension récentes
Z : Zones d'extension récentes



COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE L'OUEST VOSGIEN

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL (PLUI)

RÈGLEMENT GRAPHIQUE

HARCHECHAMP 1

DOCUMENT DE TRAVAIL A NE PAS DIFFUSER

JUILLET 2022

INFORMATIONS

Préparer le PLUI de Neuchâteau
Préparer le PPA de la Mosne (se référer au règlement du PLUI)
Préparer le PPA de la Mosne (se référer au règlement du PLUI)
Préparer le PPA de la Mosne (se référer au règlement du PLUI)

DESCRIPTIONS

Éléments du patrimoine bâti à protéger
Éléments du paysage à protéger
Éléments à préserver (bâtiments, etc.)
Éléments à préserver (bâtiments, etc.)
Éléments à préserver (bâtiments, etc.)

LEGÈRE

A : Centre ancien
B : Zones d'extension récentes
C : Zones d'extension récentes
D : Zones d'extension récentes
E : Zones d'extension récentes
F : Zones d'extension récentes
G : Zones d'extension récentes
H : Zones d'extension récentes
I : Zones d'extension récentes
J : Zones d'extension récentes
K : Zones d'extension récentes
L : Zones d'extension récentes
M : Zones d'extension récentes
N : Zones d'extension récentes
O : Zones d'extension récentes
P : Zones d'extension récentes
Q : Zones d'extension récentes
R : Zones d'extension récentes
S : Zones d'extension récentes
T : Zones d'extension récentes
U : Zones d'extension récentes
V : Zones d'extension récentes
W : Zones d'extension récentes
X : Zones d'extension récentes
Y : Zones d'extension récentes
Z : Zones d'extension récentes

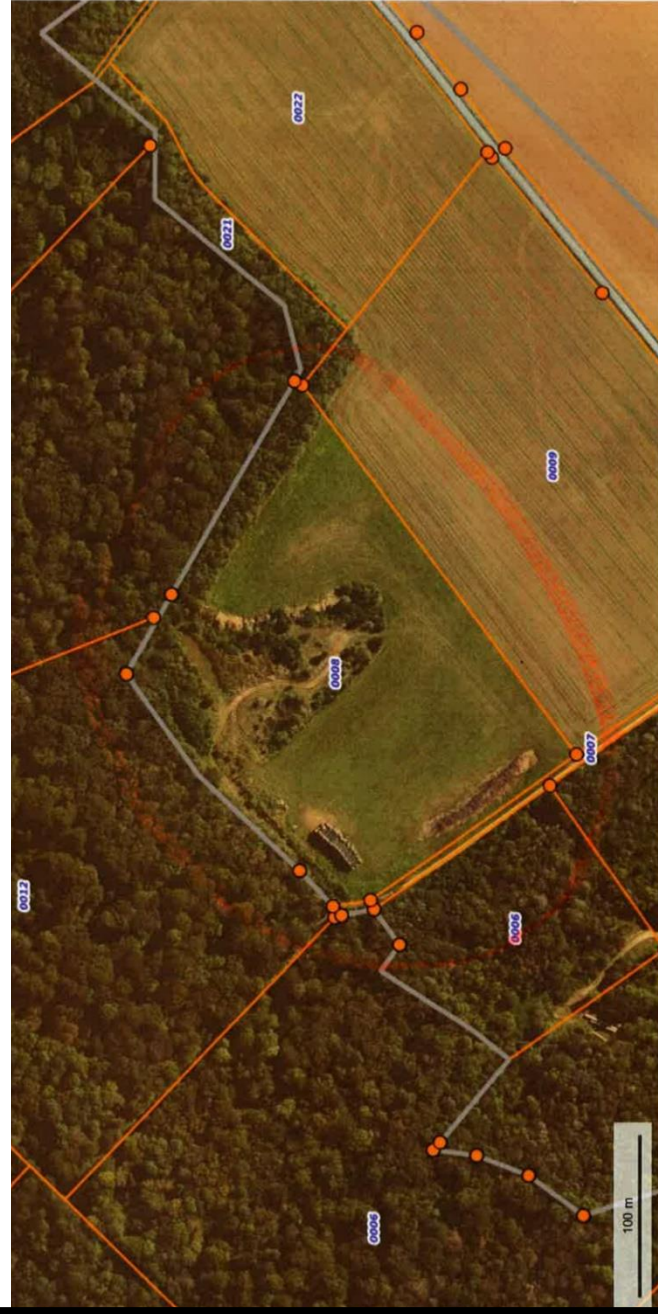
Parcalle AD 574



IGN 2022 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

Longitude: 5° 48' 48" E
Latitude: 48° 25' 05" N

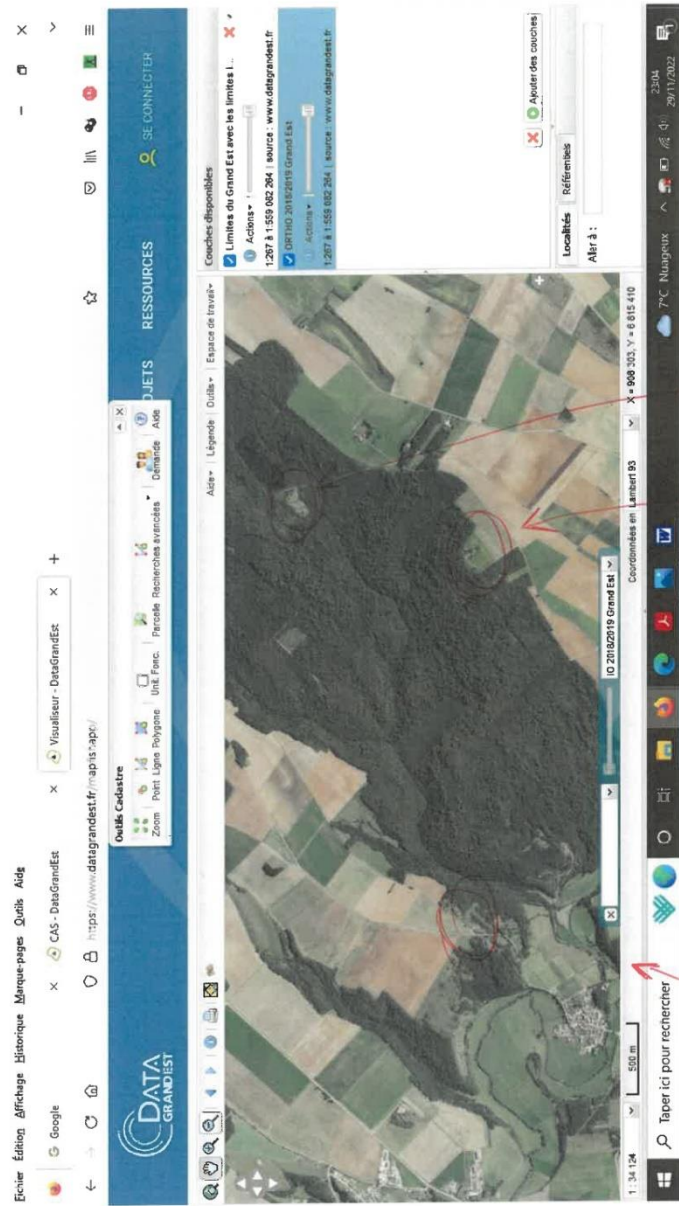
11/10/2022, 10:36



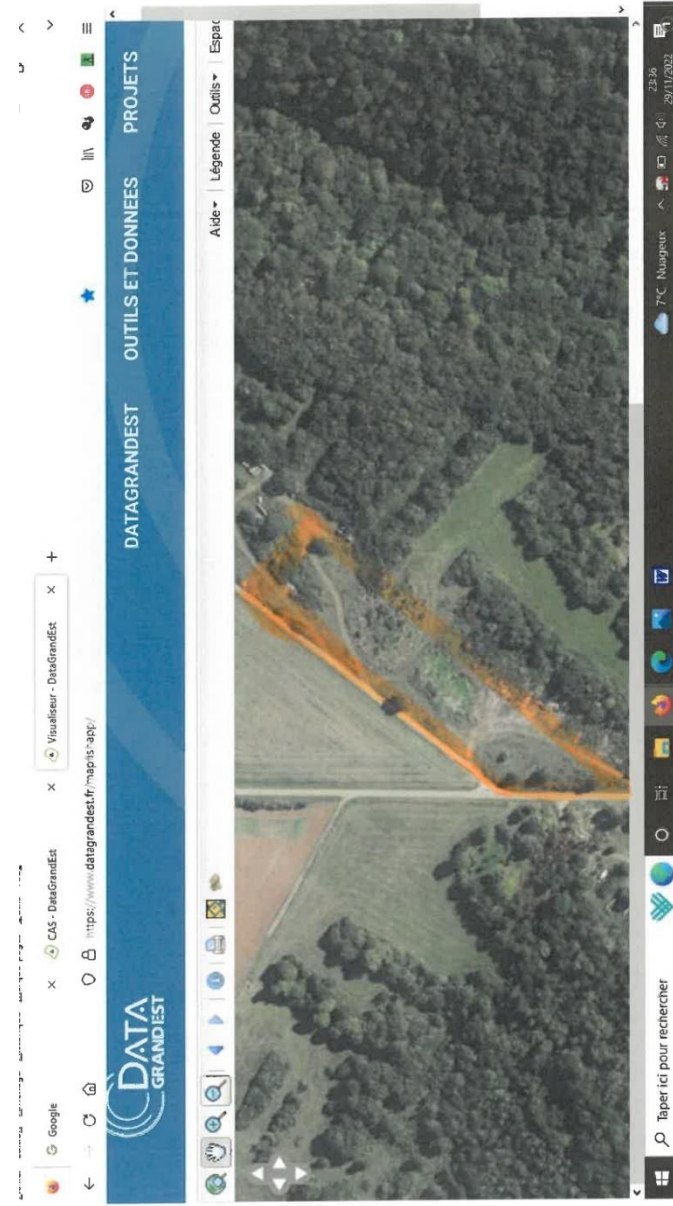
IGN 2022 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

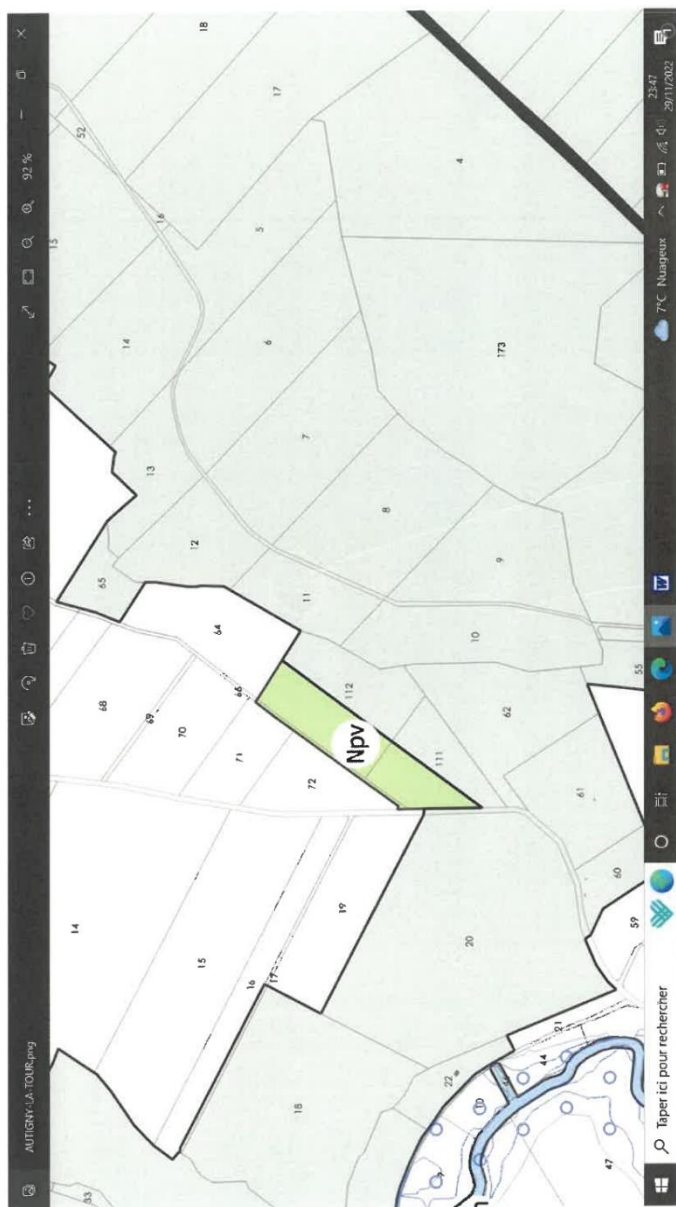
Longitude: 5° 48' 28" E
Latitude: 48° 24' 24" N

11/10/2022, 10:37

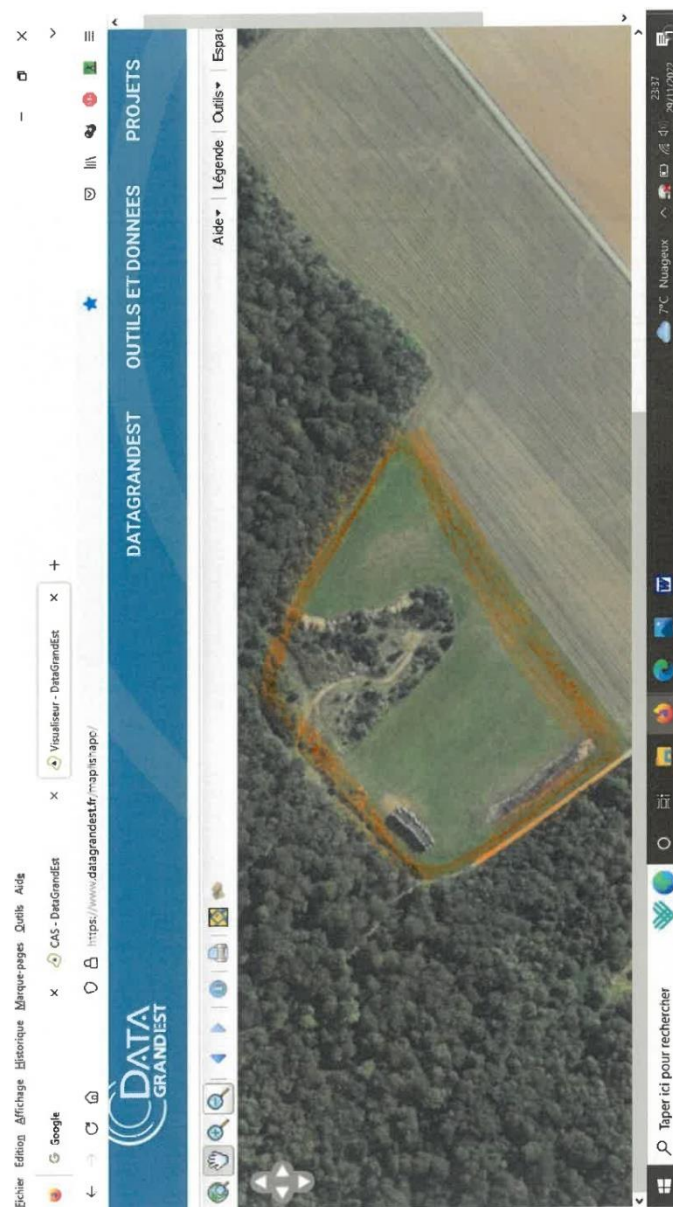


Harchéchamp 2 et 1

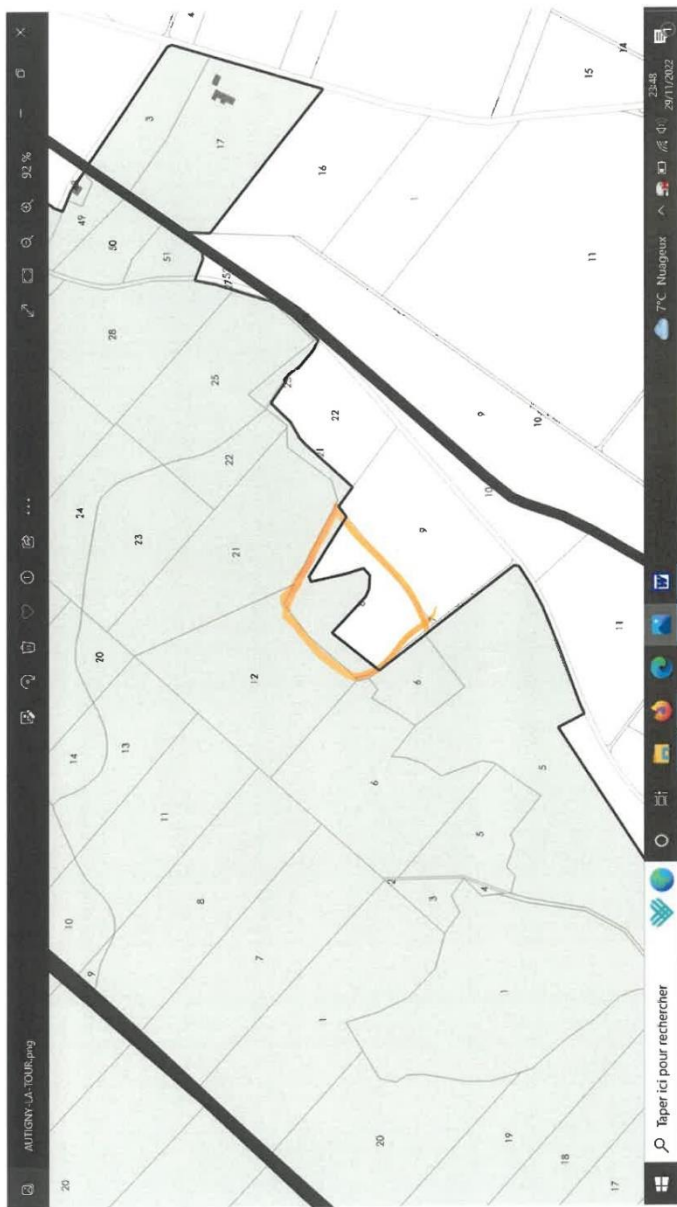




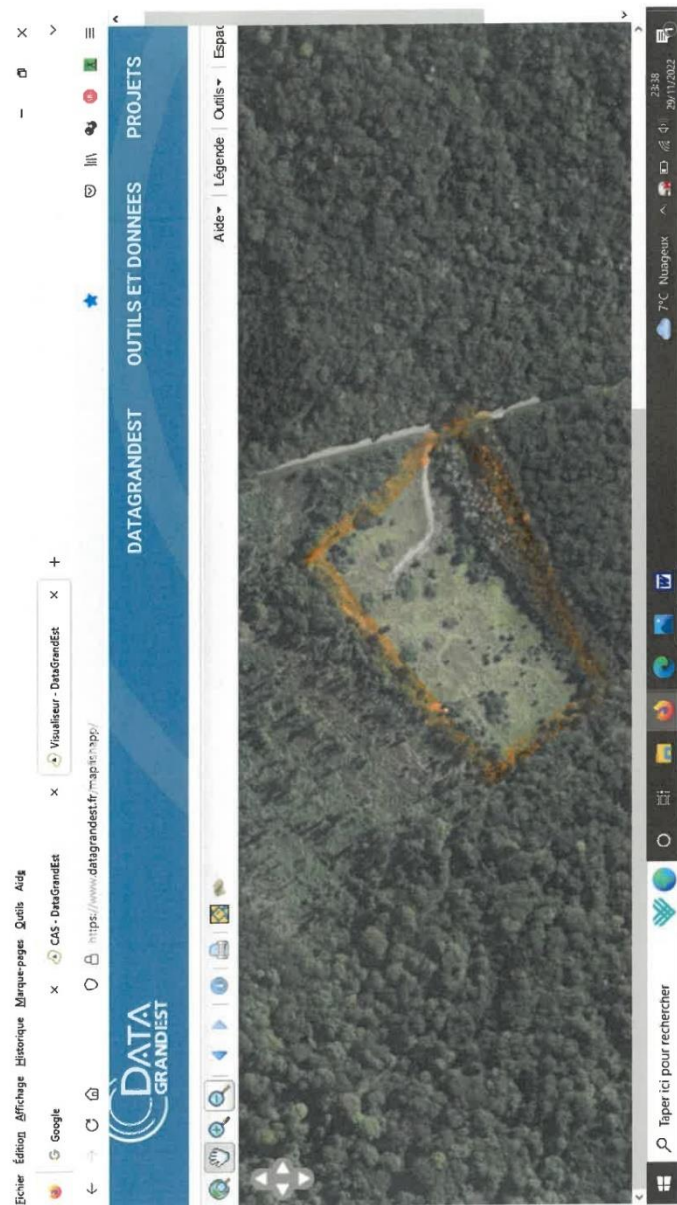
Antigny-la-Tour



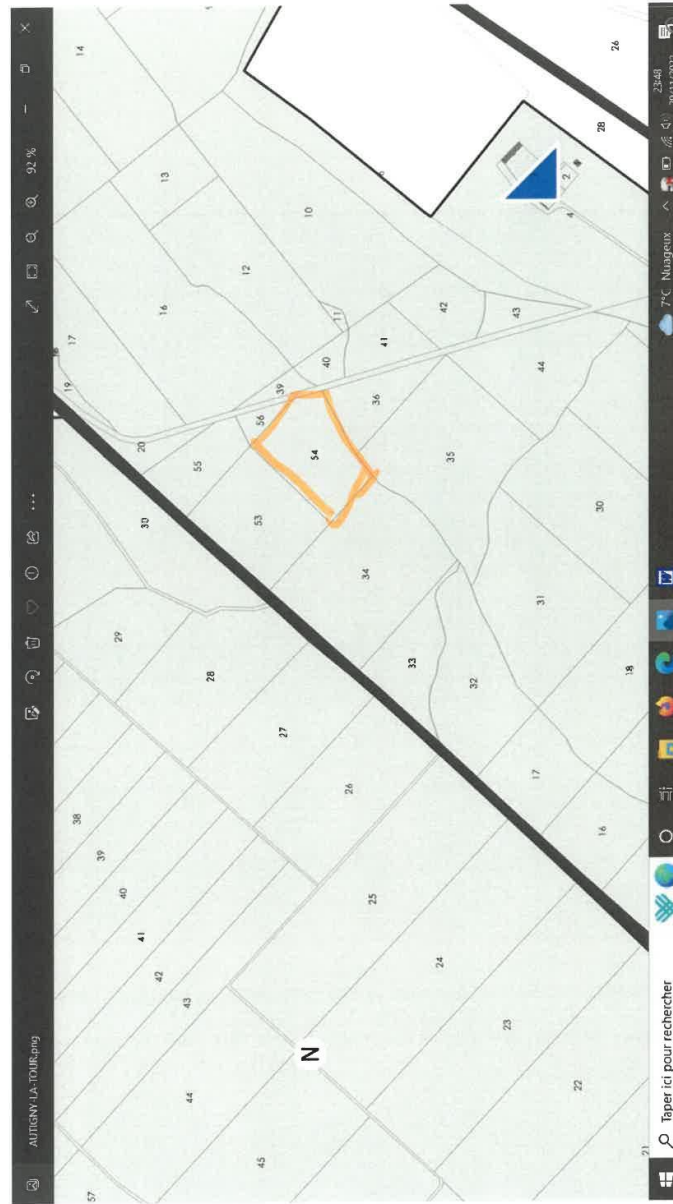
Harchéchamp 2



Harbécamp 2



Harbécamp 1



Harchéchamp A

Date de convocation : 22/01/2024

Séance du 29 janvier 2024

Délibération : N°2024-02

Nombre de conseillers :	
Afférent au CM :	11
En exercice :	9
Présents :	9
Votants :	9

L'an deux mille vingt-quatre le lundi 29 janvier, à 20 heures 30, le Conseil Municipal dûment convoqué s'est réuni en séance ordinaire 1 RUE DE LAVAUX 88300 HARMONVILLE sous la présidence de Monsieur Stéphane PHILIPPE, Le Maire

Présents : BOULANGER Marc, GODARD Christian, GUENEL Geoffrey, GUY Aurélien, HENRY Valentin, LOUVIOT Delphine, PHILIPPE Stéphane, PIERRE Arnaud, RAGUSA Nicolas.

Absents excusés :

Absents :

Secrétaire de séance : Delphine LOUVIOT est nommée secrétaire de séance par l'assemblée.

2024-02 : Avis PPA/Commune Membre PLUi - CCOV – 3ème arrêt

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 27/03/2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 16 janvier 2023 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 25/09/2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 5 juillet 2023 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 19 décembre 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°2 ;

Le Maire rappelle que la commune de HARMONVILLE doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 19 décembre 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 19/12/2023, soit jusqu'au 19/03/2024 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 02/10/2020 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le troisième projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 19/12/2023.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

ACCEPTE d'émettre un avis favorable au projet de PLUi, tel qu'il est arrêté au 19 décembre 2023, sous réserve que l'observation ci-dessous soit effective au plus tard au moment de l'approbation définitive du PLUi par le conseil communautaire après enquête publique :

La commune d'Harmonville souhaite la suppression du sous-secteur « AC » sur la parcelle n° ZA 14 d'une emprise au sol de 3 300m².

En contrepartie, la commune souhaite le transfert de ce sous-secteur sur la parcelle n° ZA 18, telle que dessinée (en rouge) sur la carte annexée à la présente délibération.

Cette modification n'entraînera pas de préjudice aux futures habitations des secteurs « UB » existants étant donné que le nouveau sous-secteur « AC » se situera à plus de 100m de ces zones constructibles.

Adopté par 9 voix « pour », 0 voix « contre » et 0 abstention(s)

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures. Pour Copie Conforme :
En Mairie, le 30/01/2024

Le Maire

STEPHANE PHILIPPE
2024.02.01 23:18:13 +0100
Ref:20240130_120802_1-1-S
Signature numérique
le Maire



Canton
de
Neufchâteau

**COMMUNE
de
JAINVILLOTTE**

**EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS
Du 29 janvier 2024**

Objet : 5.7.7 PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

L'an deux mille vingt quatre, le vingt-neuf janvier, le Conseil Municipal de la commune de Jainvillotte convoqué en session ordinaire, s'est réuni au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Mme COMOLLI - GRANDVUILLEMIN Sandra, Maire.

Etaient présents : Sandra Comolli - Grandvullemin, Daniel MUSQUAR, Jérôme MATHIEU, Séverine MARGAINE, Claude AYME

Absent excusé : Éric ROLIN, Jocelyne TURATO

Un scrutin a eu lieu, Mr MUSQUAR Daniel a été nommé pour remplir les fonctions de secrétaire.

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 13/02/2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 16 janvier 2023 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 18/12/2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 5 juillet 2023 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 19 décembre 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°2 ;

Le Maire rappelle que la commune de JAINVILLOTTE doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 19 décembre 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 19/12/2023, soit jusqu'au 19/03/2024 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 18/12/2023 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le troisième projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 19/12/2023.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Mme le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal par 5 voix « pour », 0 voix « contre » et 0 abstention émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 19 décembre 2023.

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits.

Pour copie conforme et exécutoire.

Après envoi en Préfecture le 31/01/2024

Nombre de membre en exercice : 7

Nombre de Conseillers présent : 5

Nombre de conseillers votants : 5

Affiché à la porte de la mairie le : 15/01/2024

Convocation légale du : 15/01/2024

Sandra COMOLLI-GRANDVUILLEMIN

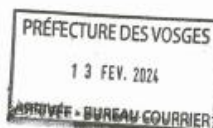
COMOLLI-GRANDVUILLEMIN
Sandra
2024.01.31 10:17:46 +0100
Ref:5883604-8796704-1-D
Signature numérique
la Maire

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Commune de JUBAINVILLE
15 GRANDE RUE
88630 JUBAINVILLE

Département
VOSGES
Arrondissement
NEUFCHATEAU
Canton
NEUFCHATEAU

Séance du 08 février 2024



Délibération : N° 24_02.06

Nombre de conseillers :

En exercice : 7

Présents : 7

Votants : 7

Présent(s) :

M. Francis OUDIN, Laurent GAMAS, Stéphane OUDIN, François THIRIOT,
Florent SIMON, Lys TULPIN, Amélie ROSSELOT

Absent(s) :

Secrétaire de séance : Florent SIMON

PLUi. 3ème arrêt en date du 19/12/2023.

DELIBERATION

- Vu le Code des Collectivités Territoriales;
- Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L;153-14 et suivants, R.153-3 et suivants;
- Vu la délibération du Conseil Communautaire de la CCBN du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du PLUi;
- Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du PLUi;
- Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du PLUi et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la CCOV;
- Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du PLUi;
- Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du PADD du PLUi;

Page 1

- Vu la loi " Climat et Résilience "adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200;

- Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023 arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires;

- Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires;

- Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n° 1;

- Vu la délibération du conseil municipal du 26 septembre 2023 donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 5 juillet 2023;

- Vu la délibération du Conseil Communautaire du 19 décembre 2023 arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires;

- Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n° 2;

Le Maire rappelle que la commune de Jubainville doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA)sur le PLUi arrêté en date du 19 décembre 2023 par le Conseil Communautaire de la CCOV et ce, dans un délai de trois mois à partir du 19/12/2023, soit jusqu'au 19/03/2024 (art. R.153-5 du Code de l'urbanisme). Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes CCBN et Communauté de Communes du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du PLUi, la méthodologie employée pour la rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en oeuvre. Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du conseil municipal en date du 26/09/2023 sur les orientations générales du PADD, les principales options, orientations et règlements que contient le 3ème projet de PLUi arrêté au 19/12/2023;

DECISION

Le conseil municipal, entendu l'exposé de Mme le Maire, invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, celui-ci par 4 voix " pour ", 0 voix " contre " et 3 abstentions émet un avis favorable au projet de PLUi tel qu'il a été arrêté par le Conseil Communautaire en date du 19 décembre 2023.

Pour : 4 Contre : 0 Abstention : 3

Emis et rendu exécutoire
le
Reçu en Préfecture
le
Publié ou notifié
le

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour Copie Conforme :

En Mairie, le 09 février 2024

Le Maire

Lys TULPIN



Page 2

République Française
Département Vosges
Maxey-sur-Meuse

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 16/02/2024

Référence

1-20240216

Objet de la délibération

PLAN LOCAL D'URBANISME
INTERCOMMUNAL 3ème
arrêté

Nombre de membres

Attérents	Présents	Qui ont pris part au vote
10	6	9

Date de la convocation

08/02/2024

Date d'affichage

08/02/2023

Vote

A la majorité

Pour : 8
Contre : 1
Abstention : 0

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Mairie de Maxey-sur-Meuse
Le : 20/02/2024

Et

Publication ou notification du :

L'an 2024 et le 16 Février à 18 heures 30 minutes, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, Mairie salle du conseil sous la présidence de JACQUINET Pascal, Maire

Présents : M. JACQUINET Pascal, Maire ; MM : ARNOULD Daniel, MENU Didier, MOUGEOT Roger, PANICHOT Thierry, PREAU Lionnel,

Absents excusés :

DUPIRE THUUS Michelle, donne pouvoir à MENU Didier
STALDER PECHEUR Noémie, donne pouvoir à JACQUINET Pascal
THOUVENIN Thierry, donne pouvoir à PANICHOT Thierry

Absente non excusée : LANGARD Annabelle

A été nommé secrétaire : MENU Didier

Objet de la délibération : PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL
3ème arrêté

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers

communautaires ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 30/03/2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 16 janvier 2023 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 29/09/2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 5 juillet 2023 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 19 décembre 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°2 ;

Le Maire rappelle que la commune de MAXEY SUR MEUSE doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 19 décembre 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 19/12/2023, soit jusqu'au 19/03/2024 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 21/01/2021 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le troisième projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 19/12/2023.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de M. le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal par 8 voix « pour », 1 voix « contre » et 0 abstention émet un avis **favorable sous réserve** au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 19 décembre 2023.

Reserve :

La commune demande que soit inscrit comme « emplacement réservé » les parcelles ZA 179 et 172, pour une partie de celles-ci à diviser, afin de réaliser le projet d'intérêt général ayant fait l'objet de la délibération N° 5-20231201 du conseil municipal en date du 01/12/2023, à savoir, la création d'un premier système d'assainissement collectif pour la plus grande partie du village.

Les parcelles ZA 179 et 172 constituent un vaste terrain agricole exploité en fermage comme pré.

La commune souhaite n'en acquérir que la fraction nécessaire à l'implantation d'une STEP du type filtre planté de roseaux, pour au plus 2 000m² environ.

Des pourparlers sont en cours avec le propriétaire.

La partie à diviser se situe au sud des parcelles, accolée au chemin communal reliant MAXEY SUR MEUSE à BRIXEY AUX CHANOINES. Ce chemin communal est l'ancienne ligne de chemin de fer à doubles voies reliant NEUFCHATEAU à VAUCOULEURS. Une portion de ce chemin pourrait être également utilisé pour compléter la superficie nécessaire à la STEP.

La surface mobilisée est à la fois assez proche du périmètre urbanisé pour limiter les coûts de raccordement du réseau de collecte à la STEP et suffisamment éloignée des habitations pour limiter les risques de nuisances.

Cette surface n'est pas en zone inondable mais en rebord de celle-ci et donc au point le plus bas de la zone non inondable.

Elle est proche de l'extrémité du canal de dérivation du VAIR (canal de Nébril) sur le point de rejoindre la Meuse et juste après avoir reçu les eaux du ruisseau du VAUX.

L'évacuation des eaux traitées par la STEP s'effectuera par une conduite enterrée passant sous le chemin communal de BRIXEY puis, en contre bas, sous la parcelle ZA 24 (ou ZA 25) longée par le canal de Nébril.

Voir plan en annexe

Fait et délibéré en Mairie, les jours, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.

Pour copie conforme :
En mairie, le 20/02/2024
Le Maire

Pascal JACQUINET



DEPARTEMENT
COMMUNE
KEY-SUR-MEUSE_293_2023

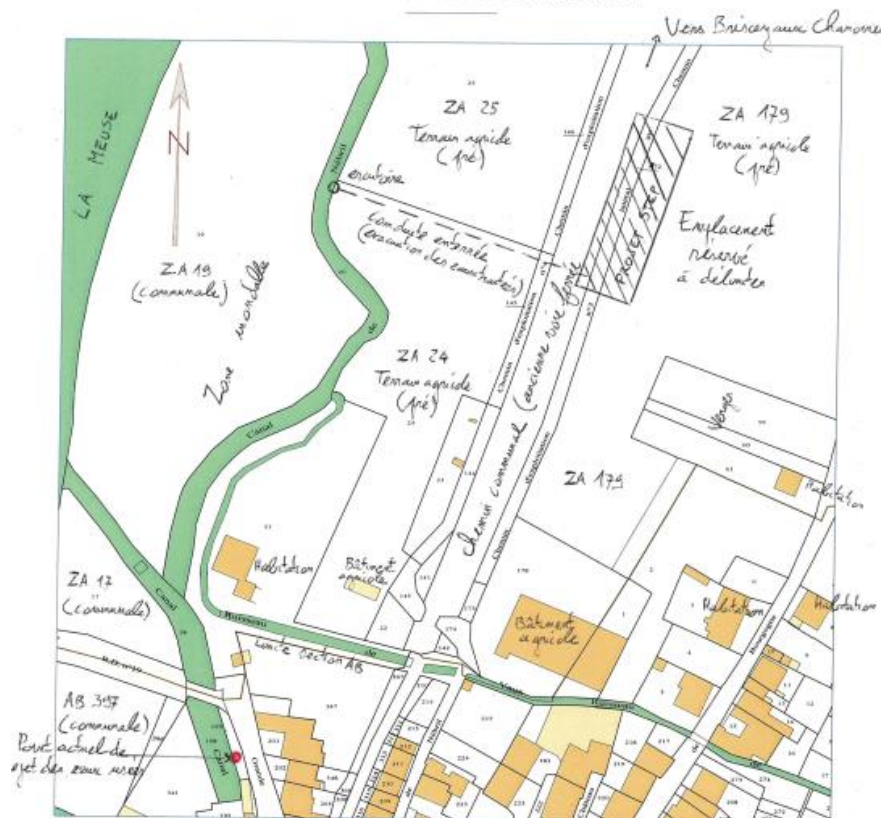
MAIRIE
SERVICE DU PLAN

<Convexe>

Section :
ZA

Echelle: 1/2000

EXTRAIT DU PLAN COMMUNAL



Référence de l'extrait :

Le présent extrait est :
GRATUIT !
Cachet :

Extrait certifié conforme
au plan communal
à la date ci-dessous

A ...
le 23/02/2024
Signature



Nombre de membres
afférents au conseil
municipal : 11

Membres en exercice :
9

Présents : 9

Votants: 9

L'an deux mille vingt-quatre et le six février le conseil municipal
régulièrement convoquée, s'est réunie, à la mairie, sous la présidence
de Jean-Philippe HOFER, maire

Présents : Jean-Philippe HOFER, Francis MOUTAUX, Jean-Claude
BOUCHER, Jocelyne POTIER, Jean-Baptiste MOUGENE, Thierry
LALY, Guillaume CONRAD, Anne GASCON, Christiane OLIVIER

Représentés:

Absents excusés :

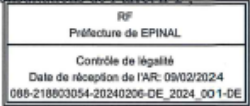
Absents:

Secrétaire de séance : Jocelyne POTIER

Date de convocation : 26/01/2024

Objet de la délibération : n°DE_2024_001	PLAN LOCAL D 'URBANISME : AVIS SUR LE 3ème ARRET
---	--

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu la délibération du Conseil Municipal du 29/03/2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 16 janvier 2023 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;
Vu la délibération du Conseil Municipal du 05/09/2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 5 juillet 2023 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 19 décembre 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°2 ;



Le Maire rappelle que la commune de MONCEL SUR VAIR doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 19 décembre 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 19/12/2023, soit jusqu'au 19/03/2024 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 03/12/2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le troisième projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 19/12/2023.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de M. le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, par 1 voix « pour », 2 voix « contre » et 6 abstentions

- émet un avis défavorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 19 décembre 2023.

Ainsi fait et délibéré,

Le Maire,
Jean-Philippe HOFER





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS Séance du 11 mars 2024

Nombre effectif	
Légal	29
En exercice	29
Présents	22
Votants	24

Étaient présents :

Simon LECLERC Maire, M. ROL, P. BERARD (arrivé à 19h32 au milieu du point n°1), M. DEMANGEON, JM. ROCHE, C. DAMIANI (arrivée à 19h44 à la fin du point n°1), JJ. DACUNHA, A. MARQUES, R. PAUTRAT, M. CHAVAL, J. SIMONIN, MA. HARMAND, C. LEMAIRE, MF. VALENTIN, D. SEGURA, G. PISANO, F. LOUIS (arrivée à 19h44 à la fin du point n°1), F. SZATKOWSKI, M. FURGAUT, C. LETOURNEUR, S. HARROY, E. ELHOMSY, C. JEANNOEL, F. LAMAZE, JF. MERLIN

Formant la majorité des membres en exercice conformément à l'article 2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Conformément à l'article 2122-20 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Pouvoirs : M. GAU-CHWALISZEWSKI donne pouvoir à M. FURGAUT, P. BERARD à R. PAUTRAT (jusqu'à 19h32 au milieu du point n°1)

Excusés : S. FARNOCCHIA, C. LAURENT, C. DAMIANI (jusqu'à 19h44 à la fin du point n°1), F. LOUIS (jusqu'à 19h44 à la fin du point n°1)

Absent : N. LEONARDI

Mme MA. HARMAND a été élue Secrétaire de séance, assistée de JF. MERLIN.

Le compte rendu de la séance du 18/12/2023 a été approuvé sans observation.

N°4

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL – 3^{ème} ARRÊT

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châteinois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUI à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu la délibération n°7 du Conseil Municipal du 28/02/2023, donnant son avis sur le projet du PLUI arrêté au 16 janvier 2023 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;

Vu la délibération n°8 du Conseil Municipal du 25/09/2023, donnant son avis sur le projet du PLUI arrêté au 5 juillet 2023 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 19 décembre 2023, arrêtant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°2 ;

Le Maire rappelle que la commune de Neufchâteau doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal arrêté en date du 19 décembre 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 19/12/2023, soit jusqu'au 19/03/2024 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châteinois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUI, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 05/03/2021 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le troisième projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 19/12/2023.

Vu l'avis favorable de la Commission Travaux – Patrimoine et Cadre de Vie réunie le 20 février 2024.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de M. le Maire,

A l'unanimité,

EMET un avis favorable sur le projet de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi)
tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 19 décembre 2023.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdits et ont signé les membres présents.

POUR COPIE CONFORME,

Le Maire,



DEPARTEMENT DES VOSGES
Arrondissement de NEUFCHATEAU
Commune d'OLLAINVILLE
2, Rue de la Vieille Eglise- 88170 Ollainville
Tél.: 03 29 06-53-39 - Fax.: 03 29 06-53-39

EXTRAIT DU REGISTRE
des Délibérations du CONSEIL MUNICIPAL
n°03/19-12-2023

Séance du 19 décembre 2023

Nombre de membres		
En exercice	Présents	Votants
06	05	05
Pour	Contre	Abstentions
05	0	0

Date de la Convocation
Le 12 décembre 2023

Date d'affichage et de transmission
Le 20 Décembre 2023

Objet de la délibération

L'an Deux Mille vingt-trois

Le dix-neuf décembre

A 20 Heures 30.

Le Conseil Municipal convoqué en séance ordinaire,

S'est réuni au nombre prescrit par la loi,

En salle de réunion de la Mairie d'OLLAINVILLE,

Sous la Présidence de Madame le Maire Pauline MIRE

Secrétaire de séance : Madame Régine FREBILLOT

Etaient présents tous les membres : sauf Mr GAUDÉ Marc

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu la délibération du Conseil Municipal du 07 Mars 2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 16 janvier 2023 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;
Vu la délibération du Conseil Municipal du 05 Septembre 2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 5 juillet 2023 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 19 décembre 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°2 ;

Le Maire rappelle que la commune de Ollainville doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 19 décembre 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 19/12/2023, soit jusqu'au 19/03/2024 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 09 Décembre 2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le troisième projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 19/12/2023.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Madame le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal par 5 voix « contre à l'unanimité » émet un avis défavorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 19 décembre 2023 et ce pour les raisons suivantes :

- L'ensemble du conseil municipal s'oppose tout particulièrement à la découpe des zones réalisées sur le règlement graphique. En effet, certaines parcelles, situées de part et d'autre du fossé traversant le village, auraient dû être classées en zone UB, cela concerne notamment les parcelles suivantes :
- ZB 42 – 43 – 44 ET 45

- Ces parcelles devraient être classées de la même manière que les parcelles ZB 19 et ZB 78 ; qui elles sont en zone UB pour autant en situation similaire, soit en dehors du centre ancien, mais à l'intérieur du chemin de ceinture faisant le tour de la commune. Une demande de CU a d'ailleurs été déposée pour la construction d'une maison d'habitation sur la parcelle ZB 45.
- Par ailleurs, lors de la réalisation du réseau d'assainissement, notre commune a engagé des frais afin de permettre le raccordement de futures constructions sur les parcelles citées ci-dessus.

Pour extrait certifié conforme,
Le Maire

Pauline MIRE
Signature numérique de
Pauline MIRE
Date : 2024.02.2
18:50:10 +01'00

NOMBRES DE MEMBRES

Affiliés au Conseil	11
en exercice	10
Qui ont pris part à la délibération	10

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA COMMUNE de PARGNY SOUS MUREAU 88350
République Française – Département des Vosges

Séance ordinaire du lundi 19 février 2024
à 20 heures

Délibération n° 20240219_02

Objet : Plan Local d'Urbanisme Intercommunal avis sur le dernier arrêté du 19/12/2023

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué en date du lundi 12 février 2024, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances sous la Présidence de Monsieur Hervé BIDAŁ Maire de Pargny sous Mureau.

Présents : BIDAŁ Hervé – CRAVAGEOT Richard - LECOMTE François - LOCATELLI Daniel - MASSAUX Patrick - MOUGINOT Jean-Charles – SALINAS Emmanuelle – TAILLANDIER Elise - VOIRIOT Grégory -
Absente excusée : LAURENSOT Fatima donne pouvoir à François LECOMTE
A été nommé secrétaire de séance : SALINAS Emmanuelle

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châteinois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrétant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu la délibération du Conseil Municipal du 06/03/2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 16 janvier 2023 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrétant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;
Vu la délibération du Conseil Municipal du 25/09/2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 5 juillet 2023 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 19 décembre 2023, arrétant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°2 ;

Le Maire rappelle que la commune de PARGNY SOUS MUREAU doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 19 décembre 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 19/12/2023, soit jusqu'au 19/03/2024 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châteinois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 10/06/2021 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le troisième projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 19/12/2023.

Le Conseil Municipal,
Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité, émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 19 décembre 2023.

Pour copie certifiée Conforme
Ainsi fait et délibéré le 22 février 2024
Le Maire Hervé BIDAŁ


HERVÉ BIDAŁ
2024.02.22 13:51:58 +0100
Ref:6028192-9012222-1-D
Signature numérique
le Maire
Hervé BIDAŁ

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE POMPIERRE

Séance du 08 janvier 2024

Nombre de membres :

En exercice : 10

Présents : 8

Votants : 8

Date de la convocation

02/01/2024

Date d'affichage

02/01/2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept novembre, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Pompière, légalement convoqués, se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la Mairie, sous la présidence de Mr BRISSÉ Philippe, Maire.

Étaient présents : BRISSÉ Philippe, CORNU Jean-Charles, DEBRIENNE Frédéric, DEMAY Stéphane, DEMAY Charline, DORE Yvan, NOGRET Jean-Yves, VOILLARD Thibaut.

Excusée : Aurore PETITFOUR

Absent : MAIRE Hervé

Charline DEMAY a été nommée secrétaire de séance

Délibération 2024-01-02

Objet : PLUi

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, donnant son avis sur le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 18 septembre 2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 16 janvier 2023 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 18 septembre 2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 5 juillet 2023 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 19 décembre 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°2 ;

Le Maire rappelle que la Commune de Pompière doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 19 décembre 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 19/12/2023, soit jusqu'au 19/03/2024 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 au sein du Conseil Municipal du 18 septembre 2023 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 19/12/2023.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

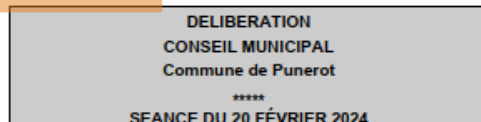
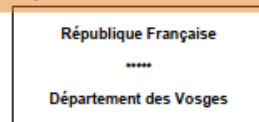
Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal par 8 voix pour, 0 voix contre, 0 abstention émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 5 juillet 2023 avec une mise en réserve concernant les parcelles ZA83, ZA143, ZA152, ZB122, ZB123 ZB128, ZB334 ZB335, ZD26, ZD104, ZC222, ZC175, ZC163, devant faire l'objet d'une suppression de leurs Éléments Patrimoniaux Remarquables Naturels (ERP) car ce sont des vergers dont les arbres dépérissant sont menés à disparaître sur le temps court.

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits.
Pour copie conforme et exécutoire



Date de transmission en Préfecture :
Le 09/01/2024

Date de transmission en Préfecture :



Nombre de Membres		
Membres en exercice	Présents	Votants
11	9	9 + 1 pouvoir

Date de convocation 13 février 2024
--

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt février à vingt heures trente, le Conseil municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en Conseil municipal, qui a eu lieu Salle du conseil municipal, sous la présidence de **Agathe TISSERON**, maire.

Présents : **BASTIEN** Laure, **CHOGNOT** Jacques, **GODARD** Michel, **HABEMONT** Gilbert, **HILAIRE** Cédric, **JUILLERAT** Stéphane, **MILLOT** Jean-François, **MUNIER** David, **TISSERON** Agathe.

Absent : **BOUTON** Dominique.

Représenté : **SIMON** Vincent par **HABEMONT** Gilbert.

M. MUNIER David a été nommé secrétaire de séance.

Objet : CCOV PLUi – 3^{ème} arrêt – Avis des communes
N° de délibération : 02_2024

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu la délibération du Conseil Municipal du 26 avril 2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 16 janvier 2023 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;
Vu la délibération du Conseil Municipal du 26 septembre 2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 5 juillet 2023 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 19 décembre 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°2 ;

Mme le Maire rappelle que la commune doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 19 décembre 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 19/12/2023, soit jusqu'au 19/03/2024 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Mme le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Elle présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 9 janvier 2020 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le troisième projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 19/12/2023.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de Mme le Maire et invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 19 décembre 2023.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme
Affiché le 27 février 2024
Agathe TISSERON,
Maire

Agathe
TISSERON

Signature numérique
de Agathe TISSERON
Date : 2024.02.28
14:00:40 +01'00'

**Conseil
Municipal
du
18 janvier 2024**

Réuni à la Mairie
de Rebeuville à 19h00

Sur convocation adressée par
le Maire aux Conseillers
Municipaux
le 11 janvier 2024

et avis affiché à la porte de la
Mairie ce même jour

Nombre de conseillers en
exercice : **08**

Président de séance
**Le Maire,
Michel LALLEMAND**

Secrétaire de séance :
Audrey TARON

**DELIBERATION
n°2024/01/18/001**

Visée par la Préfecture le :

29.01.2024

Notifiée le :

08.02.2024

Cette délibération peut faire
l'objet d'un recours pour excès
de pouvoir devant le Tribunal
Administratif dans le délai de
deux mois à compter de sa
publication et de sa
transmission aux services de
l'Etat

COMMUNE DE REBEUVILLE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

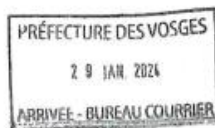
L'an deux mil vingt-quatre, le dix-huit janvier, le Conseil Municipal
de la Commune de Rebeuville s'est réuni à 19h00 à la Mairie de
Rebeuville, sur convocation légale adressée par le Maire.

Présents : M. Michel LALLEMAND, M. Patrick BOLLEA, M. François-
Xavier HALOPÉ, M. Michel BEGIN, Mme Gwenaëlle CHATEAU,
Mme Brigitte GUÉDÉS, Mme Audrey TARON

Absente excusée : Mme Karine SEGURA a donné pouvoir à M.
Patrick BOLLEA

Nombre de Membres présents :	07
Nombre de suffrages exprimés :	08
Votes Pour :	08
Votes Contre :	00
Abstention :	00

Plan Local d'Urbanisme Intercommunal : 3^{ème} arrêt du projet



Le Maire rappelle que la commune de Rebeuville doit émettre et transmettre un avis en
tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal
arrêté en date du 19 décembre 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de
Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 19 décembre
2023, soit jusqu'au 19 mars 2024 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du
Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châténais à s'engager dans l'élaboration du Plan
Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les
différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation
avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au
dossier d'arrêt du PLUI, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire
en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 03 décembre 2019
sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable
(PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le troisième projet
de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 19 décembre 2023.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- **EMET un avis favorable** au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUI) tel
qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 19 décembre 2023.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait conforme.
Au registre sont les signatures

A Rebeuville, le 18 janvier 2024
Le Maire,
Michel LALLEMAND

Approuvé

République Française

Département des Vosges

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
Commune de Rollainville

SEANCE DU 5 FÉVRIER 2024

Nombre de Membres

Membres en exercice	Présents	Votants
11	10	10 + 1 pouvoir

Date de convocation
30 janvier 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq février à dix-neuf heures, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en Conseil Municipal, qui a eu lieu salle du Conseil Municipal, sous la présidence de **Philippe EMERAUX**, maire.

Présents : ALBRECHT Arnaud, AURY Hervé, COLLE Philippe, EMERAUX Philippe, ETIENNE Jean Christophe, GILLET Charline, MONTESINOS Dominique, SCHMIEDERER Carole, SIBLOT Marie-Line, WEINBISSINGER Antoine.

Absents : .

Représentés : HOCQUARD Gilles à EMERAUX Philippe.

Madame GILLET Charline a été nommée secrétaire de séance.

Pour extrait conforme
Affiché le 12 février 2024
Philippe EMERAUX,
Maire



Philippe EMERAUX

Philippe EMERAUX
2024.02.12 11:04:38 +0100
Ref:5956646-8905106-1-D
Signature numérique
MAIRE

Objet : Délibération sur le 3ème arrêt du PLUI arrêté au 19 décembre 2023
N° de délibération : 2024_03

Conseillers présents	Suffrages exprimés avec pouvoir	Pour	Contre	Abstention	Non participant
10	1	11	0	0	0

Monsieur le Maire rappelle que la commune doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 19 décembre 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 19/12/2023, soit jusqu'au 19/03/2024 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUI, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 25/09/2023 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le troisième projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 19/12/2023.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de monsieur le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUI) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 19 décembre 2023.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Commune de RUPPES
58 RUE DE L'ECOLE
88630 RUPPES

Séance du 02 février 2024

Délibération : N° 2024-02

Nombre de conseillers :

En exercice : 11

Présents : 10

Votants : 10

L'an deux mille vingt-quatre, le deux février, à vingt heures trente minutes, le Conseil Municipal s'est réuni en séance publique ordinaire sous la présidence de Monsieur Jacques BRELLE, Maire.

Date de convocation du Conseil : 29 janvier 2024

Présents :

AUBRY Maurice, BRELLE Jacques, BRELLE Rémi, DAL-ZUFFO Sandra, DINTRICH Jérémie, FAYSELER Marie-Jo, MARTELIN Chantal, MARTELIN Thomas, TANNEUR Pascal, SIMONIN Pierre,

Absents non excusés :

AUBRY Éric

Secrétaire de séance :

DAL-ZUFFO Sandra

Avis PPA/Commune Membre PLUi - CCOV – 3ème arrêt

DELIBERATION

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à

l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est

tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable

(PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il

a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a

été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 18/08/2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté

au 5 juillet 2023 ;

Copie pour Impression
Réception au contrôle de légalité le 15/02/2024 à 17h56
Référence de l'AR : 088-218804078-20240202-202402-DE
Publié le 15/02/2024 ; Rendu exécutoire le 15/02/2024

Page 1

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 19 décembre 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°2 ;

Le Maire rappelle que la commune de RUPPES doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 19 décembre 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 19/12/2023, soit jusqu'au 19/03/2024 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le troisième projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 19/12/2023.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

ACCEPTE d'émettre un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 19 décembre 2023.

Adopté par **10** voix « pour », **0** Voix « contre » et **0** « Abstention(s) »

Emis et rendu exécutoire

Reçu en Préfecture

Publié ou notifié

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits.

Au registre sont les signatures. Pour Copie Conforme :

En Mairie, le 08/02/2024

JACQUES BRELLE

JACQUES BRELLE
2024.02.15 17:48:45 +0100
Ref:5988842-8953315-1-D
Signature numérique
Le Maire



Copie pour Impression
Réception au contrôle de légalité le 15/02/2024 à 17h56
Référence de l'AR : 088-218804078-20240202-202402-DE
Publié le 15/02/2024 ; Rendu exécutoire le 15/02/2024

Page 2



REPUBLIQUE FRANCAISE

Département des Vosges

Commune de SOULOSSE SOUS SAINT ELOPHE

Copie pour Impression
Réception au contrôle de légalité le 19/02/2024 à 15h50
Référence de l'AR : 088-218804607-20240219-2024003-DE
Publié le 19/02/2024 ; Affiché le 19/02/2024 ; Rendu exécutoire le 19/02/2024

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 16 février 2024

Nombre de membres		
Afférents	En exercice	Qui ont pris part au vote
15	11	10

Vote
A l'unanimité : 10
Pour :
Contre :
Abstentions :

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Sous Préfecture de Neufchâteau
le 19/02/2024 et publication ou
notification du 19/02/2024

L'an deux mille vingt-quatre, le seize du mois de février, à 20h30, le Conseil Municipal de la commune de SOULOSSE SOUS SAINT ELOPHE s'est réuni à la mairie, sous la présidence de Monsieur Vincent KINZELIN, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles, l'ordre du jour et les éventuelles notes explicatives de synthèse ont été transmises par écrit aux conseillers municipaux le 12/02/2024. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la Mairie le 12/02/2024.

Présents : Mr Vincent KINZELIN, Mr Jean-Pierre THOMASSIN, Mr Mickaël HOMAND, Mme Eliane ALBUSSON, Mme Aimée RAGOT, Mme Odile BEAUSEIGNEUR, Mr Sébastien LAROCHE, Mr Quentin GERARD

Absents donnant pouvoir : Mr Marc BELLAMY à Mr Vincent KINZELIN et Mr Guillaume HOUILLON à Mme Odile BEAUSEIGNEUR

Absente : Mme Marie-Thérèse LEDY

A été nommée secrétaire : Mme Aimée RAGOT

2024- 003 : PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châteinois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrétant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu la délibération du Conseil Municipal du 03/02/2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 16 janvier 2023 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrétant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;
Considérant que la commune n'a pas donné son avis sur le projet du PLUi arrêté au 5 juillet 2023 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 19 décembre 2023, arrétant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°2 ;

Le Maire rappelle que la commune de Soulosse Sous Saint Elophe doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 19 décembre 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 19/12/2023, soit jusqu'au 19/03/2024 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châteinois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 9 décembre 2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le troisième projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 19/12/2023.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Monsieur le maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité *EMET UN AVIS FAVORABLE au projet de PLUi, tel qu'il est arrêté au 19 décembre 2023, sous réserve que l'observation ci-dessous soit effective au plus tard au moment de l'approbation définitive du PLUi par le conseil communautaire après enquête publique :*

« La commune de Soulosse-sous-Saint-Elophe souhaite demander un changement de destination pour le bâtiment existant sur la parcelle n°AB 179. Ce bâtiment est vacant et est caractérisé par une destination de type « local commercial ». La commune souhaite que ce bâtiment puisse accueillir une nouvelle destination de type « logement d'habitation » en complément de la destination existante afin de redonner une chance supplémentaire à ce bâtiment d'être plus facilement réhabilité ».

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits,

au registre suivent les signatures,

Pour copie conforme,

Le maire,

Vincent
KINZELIN

Signature
numérique de
Vincent KINZELIN
Date : 2024.02.19
14:55:45 +01'00'

DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE TILLEUX

Séance du 29 janvier 2024

Nombre de membres :

En exercice : 6

Présents : 5

Votants : 6

Date de la convocation

25/01/2024

Date d'affichage

25/01/2024

L'an deux mille vingt quatre, le vingt neuf janvier à 20 heures 30, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Tilleux, légalement convoqués, se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la Mairie, sous la présidence de Mr François FAUCHART, Maire.

Étaient présents : François FAUCHART, Brigitte BOGARD, André BOGARD, Christophe MARTIN, Céline BASTIEN,

Absente excusée : Marie-Claude FRENOT donne pouvoir à Brigitte BOGARD

Céline BASTIEN a été nommée secrétaire de séance

Délibération 2024-02-001

Objet : PLUi

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu la délibération du Conseil Municipal du 03 avril 2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 16 janvier 2023 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 19 décembre 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°2 ;

Le Maire rappelle que la commune de TILLEUX doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 19 décembre 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 19/12/2023, soit jusqu'au 19/03/2024 (art.R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal le 3 avril 2023 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le troisième projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 19/12/2023

Le Conseil Municipal,
Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 19 décembre 2023.

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits
Pour copie conforme et exécutoire



François FAUCHART

François FAUCHART
2024.02.01 11:33:22 +0100
Ref:5892568-8809844-1-D
Signature numérique
le Maire

NOMBRES DE MEMBRES

Afférents au Conseil	7
en exercice	7
Qui ont pris part à la délibération	7

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA COMMUNE de TRAMPOT 88350
République Française – Département des Vosges

Séance ordinaire du vendredi 16 FEVRIER 2024
à 20 heures 30

Délibération n° 20240216_05

Objet : Délibération Plan Local d'Urbanisme Intercommunal arrêté au 19/12/2023

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué en date du 8 février, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances sous la Présidence de Monsieur Didier MAGINEL Maire de Trampot.

Présents : R.CAILLET – D. FURGAUT – D.MAGINEL – G.MORLOT – I.MONGIN – C.PAQUIN – R.SCHOINDRE-

Absent excusé : néant

A été nommée secrétaire de séance : MONGIN Isabelle

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 28 mars 2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 16 janvier 2023 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 29 septembre 2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 5 juillet 2023 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 19 décembre 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°2 ;

Le Maire rappelle que la commune de TRAMPOT (Vosges) doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 19 décembre 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 19/12/2023, soit jusqu'au 19/03/2024 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

.....

Copie pour impression

Réception au contrôle de légalité le 21/02/2024 à 10h36

Référence de l'AR : 088-218804771-20240216-20240216_05-DE

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 12/02/2021 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le troisième projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 19/12/2023.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité :

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire de Trampot,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 19 décembre 2023.

Pour copie certifiée conforme.

Ainsi fait et délibéré le 21 février 2024

Le Maire, Didier MAGINEL



Didier MAGINEL

DIDIER MAGINEL
2024.02.21 10:25:38 +0100
Ref:6016772-6995407-1-D
Signature numérique
Le Maire

République Française

Département des Vosges

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
Commune de Vouxey

SEANCE DU 7 MARS 2024

Nombre de Membres

Membres en exercice	Présents	Votants
11	8	8

Date de convocation
26 février 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le sept mars à vingt heures trente, le Conseil municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en Conseil municipal, qui a eu lieu Mairie de VOUXEY, sous la présidence de **Alain BONNEVILLE**, maire.

Présents : **AUBER Thierry, BONNEVILLE Alain, BONNEVILLE Thierry, COLIN Thibaut, HOCQUARD Elie, JOUX Mickael, LHUILLER Helene, VIEZ Jean Philippe.**

Absents : **BARRET Gregory, BROLLES Dominique, PROST Francois.**

Représentés : .

Monsieur **AUBER Thierry** a été nommé secrétaire de séance.

Objet : PLUI : 3^{ème} arrêté
N° de délibération : 2024030712

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUI à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrétant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu la délibération du Conseil Municipal du 13/02/2023, donnant son avis sur le projet du PLUI arrêté au 16 janvier 2023 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrétant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;
Vu la délibération du Conseil Municipal du 15/09/2023, donnant son avis sur le projet du PLUI arrêté au 5 juillet 2023 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 19 décembre 2023, arrétant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°2 ;

Le Maire rappelle que la commune de VOUXEY doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 19 décembre 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 19/12/2023, soit jusqu'au 19/03/2024 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUI, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2023 et au sein du Conseil Municipal en date du 21/01/2020 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le troisième projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 19/12/2023.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Mr le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal par 2 voix « contre », 6 voix « abstention » émet un avis défavorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUI) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 19 décembre 2023.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme
Affiché le 18 mars 2024
Alain BONNEVILLE,
Maire



ALAIN BONNEVILLE
2024.03.18 14:50:55 +0100
Ref:6166639-9220804-1-D
Signature numérique
le Maire

B. Avis des PPA (p. 76 à 100)

DDT 88 (second arrêt, retard).....	77
CDPENAF 52.....	81
CDPENAF 88.....	82
CCI 88.....	84
CA 88.....	85
UDAP 88.....	89
COMMANDEMENT TERRE NORD/EST.....	92
APRR.....	93
INAO.....	94
MRAE.....	95
PREFECTURE DES VOSGES.....	100

Epinal, le **23 OCT. 2023**

Monsieur Simon Leclerc
Président de la Communauté de communes
de l'Ouest Vosgien
2 bis, avenue François de Neufchâteau
88300 NEUFCHÂTEAU

Monsieur le Président,

Vous avez transmis le 7 juillet 2023, aux services de l'État associés à son élaboration, le projet de Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de communes de l'Ouest Vosgien (CCOV), arrêté une seconde fois par le conseil communautaire le 5 juillet 2023 comme le prévoit l'article L153-15 du code de l'urbanisme. En effet, suite au 1^{er} arrêt du PLUi du 16 janvier dernier, des communes membres ont émis un avis défavorable sur les dispositions du règlement les concernant.

Le projet présenté a été corrigé afin de prendre en compte les avis des services de l'État et des organismes associés.

J'ai l'honneur de vous faire part de la synthèse des remarques formulées par les services de l'État placés sous mon autorité.

En préambule, je vous informe que j'émet un **avis favorable** sur votre dossier de PLUi, sous réserve de prendre en compte les remarques formulées dans cet avis, notamment les points cités en partie 5 « suites à donner » et les corrections à apporter signalées en annexe.

1. Compatibilité avec les SDAGE et PGRI

Dans l'avis précédent, je vous avais demandé :

- de compléter le projet avec toutes les études relatives au risque inondation portées à la connaissance de la communauté de communes,
- de corriger la cartographie des cours d'eau sur la base de celle fournie par la DDT et l'OFB,
- de compléter le règlement avec des articles relatifs à la gestion des eaux pluviales et à l'assainissement,
- d'améliorer la prise en compte des zones humides, notamment via la prise en compte des remarques formulées en annexe de cet avis.

L'ensemble des études spécifiques aux inondations portées à la connaissance de la communauté de communes n'a pas été entièrement repris. Il existe encore des incohérences entre le PLUi et le projet de Plan de Prévention des Risques Naturels d'inondation (PPRI) comme sur la commune de Circourt-sur-Mouzon que je vous invite à corriger.

Adresse postale : Préfecture des Vosges - Place Foch - 88026 EPINAL CEDEX
Téléphone : 03 29 69 88 88 Courriel : prefecture@vosges.gouv.fr

Retrouvez les horaires et les modalités d'accueil des services sur <http://www.vosges.gouv.fr> ou sur notre serveur vocal: 03 29 69 88 89

Concernant le règlement écrit, l'article 10 sur l'inconstructibilité des berges des cours d'eau a été modifié, mais il devra être complété par la distance de 10 m de recul dans toutes les zones. Cette information est importante pour les usagers lors des certificats d'urbanisme. Cette règle doit être mise en cohérence dans les différentes pièces du PLUi. Il est écrit 20 m dans le tableau p 14 de la pièce 1.11 « justifications environnementales » mais également à certains endroits du règlement (zone 1AUY, UC, UY).

Les oublis identifiés pour les zones humides et la gestion de l'assainissement ont été corrigés.

Le PLU, notamment le règlement graphique, devra être complété avec les études portées à la connaissance de la collectivité. Une relecture attentive du règlement est attendue afin de lever les incohérences entre les documents et les règles inscrites.

2. Prise en compte des politiques publiques

2.1 Prise en compte des autres risques et nuisances

Concernant la prise en compte des risques, les remarques formulées en annexe dans le précédent avis pour la partie « état initial de l'environnement » n'ont pas été corrigées. Elles sont à reprendre.

L'identification des massifs boisés a été prise en compte en classant en zone Nf les massifs de plus de 50 ares et en inscrivant une règle de recul de 30 m dans les règlements écrit et graphique.

2.2 Préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers et lutte contre l'étalement urbain

Lors du 1^{er} arrêt, le PLUi a nécessité un passage devant la CDPENAF pour la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers, pour le règlement des Secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) et pour les demandes de dérogation pour l'ouverture à l'urbanisation en l'absence de SCOT.

Lors du second arrêt, la CCOV a présenté un document prenant en compte une partie des observations de la CDPENAF, notamment l'identification des massifs boisés de plus de 50 ares en zone Nf soit 31 800 ha, la définition d'une emprise au sol pour les destinations autorisées dans les STECAL Ne et NI, la reprise des zones Nc sur les communes d'Attignéville et Jainvillotte.

➤ sur le règlement et les STECAL

Les secteurs Nf identifiés dans le 1^{er} arrêt ont bien été basculés en zone Ns comme demandé au 1^{er} arrêt.

La CDPENAF donne un avis favorable sur le règlement des STECAL Ne et NI qui porte l'emprise au sol des constructions à 150 m².

La règle pour les abris pour animaux autorisés en zone N a bien été corrigée.

Il conviendra de reprendre le règlement sur les annexes en zone N : les annexes autorisées en zone N doivent être reculées de 20 m par rapport à l'habitation et non de la limite de la zone U. De plus, la surface totale des annexes, en zone N et en zone A, doit être diminuée.

➤ au titre de la consommation d'ENAF

La CDPENAF avait également émis des réserves sur certaines parcelles des communes suivantes consomatrices d'espace agricole qui n'ont pas été prises en compte.

- Morelmaison : réduire la zone U (parcelle n° 12),

- Removille : supprimer la zone UB à proximité de la zone AC,
- Viocourt : retirer la zone UB sur terrain agricole (parcelle n° 51),
- Vouxey : réduire la zone UB trop proche d'une zone AC (parcelle n° 79).

➤ concernant les demandes de dérogation pour l'ouverture à l'urbanisation en extension

Concernant les demandes d'ouverture à l'urbanisation en l'absence de SCOT, la CDPENAF avait émis un avis favorable sur 63 parcelles, et un avis défavorable sur treize. La CCOV a choisi de modifier quatre ouvertures à l'urbanisation en prenant en compte l'avis de la CDPENAF et de repropose neuf ouvertures au 2ème arrêt.

La commission réunie le 19 septembre dans les Vosges a émis un avis défavorable sur les parcelles recensées ci-dessous.

- Châtenois : avis défavorable pour la parcelle CH01, motivé par la trop grande proximité des terres agricoles. Il est demandé de privilégier les constructions en centre bourg conformément à l'opération centre bourg en cours dans la commune. Le projet devrait être réorienté pour préserver la zone Nj présente.
- Rouvres-la-Chétive : avis défavorable pour la zone 1 AU identifiée RC01, motivé par la situation dans le périmètre de 100 m de la ferme relevant du règlement sanitaire départemental, en activité. Le projet devrait être réorienté pour préserver la zone.
- Saint-Menge : avis défavorable sur les zones 1AU, motivé par la présence de nombreuses dents creuses dans la partie urbanisée.
- Soncourt : avis défavorable sur la zone 1AU, motivé par la nécessité de respecter les distances de recul avec l'exploitation agricole et pour ne pas empêcher son développement futur.

Les dérogations à l'urbanisation limitée accordées ou refusées seront transmises sous un mois à la communauté de communes, en se basant sur l'avis de la CDPENAF, conformément à l'article L. 142-5 du code de l'urbanisme.

Votre demande de dérogation pour les communes du département des Vosges est en cours d'instruction.

La CDPENAF de la Haute-Marne réunie le 20 septembre 2023 a émis un avis favorable aux demandes de dérogation sur la commune de Liffol-Le-Petit.

2.3 Reconquête du bâti

Les communes de Barville, Domrémy et Certilleux ont signé une convention Reconquête du bâti en Milieu Rural (RBMR) dans le but de reconquérir le bâti dégradé. Dans cette convention, les communes se sont engagées en matière de limitation de la consommation des espaces. Dans le PLUi arrêté, seule la commune de Certilleux propose une zone 1AU de 1 800 m² en dents creuses. Il est recommandé de repasser cette zone en 2AU.

2.4 Préservation de la biodiversité

Le résumé technique demandé dans le 1^{er} arrêt a été rajouté.

31 800 ha de forêt ont été classés en zone Nf permettant ainsi une meilleure protection en intégrant une bande de 30 m inconstructible à partir de la zone Nf.

2.5 Enjeux relatifs aux mobilités et au climat

L'obligation d'installation de dispositifs de production d'énergie renouvelable sur les constructions de plus de 500 m² a été rajoutée dans le règlement écrit pour les zones 1AU et 1AUX.

3. Modalités de suivi du PLUi

Le délai de 6 ans du bilan du PLUi a été mis à jour dans le rapport de présentation. Les indicateurs définis pour réaliser ce bilan ont été complétés par les valeurs initiales et les valeurs cibles.

4. Divers

➤ Avis de la CDNPS

Le changement de destination en zone N de trois bâtiments a fait l'objet d'un passage en CDNPS. La commission a émis un avis défavorable pour le bâtiment situé à Attignéville, situé proche d'une zone AC. Ce point n'a pas été repris dans le règlement écrit.

Il conviendra de supprimer le changement de destination sur le bâtiment cadastré AC n°1, ferme du Villet dans le règlement écrit de la zone N.

➤ Point de vigilance relatif à la numérisation du PLUi

Les zones A n'apparaissent pas dans les fichiers informatiques. Il faudra corriger cette erreur pour le versement du document sur le Géoportail de l'urbanisme, au risque de publier un document partiel.

➤ OAP Commerce

Une OAP Commerce a été définie, conformément à l'article L. 151-6 du Code de l'urbanisme, modifié par la loi Climat et Résilience. Cependant, il n'y a aucun renvoi à cette OAP dans le règlement, notamment sur les communes de Neufchâteau et Châtenois pour lesquelles le dispositif « Petites Villes de Demain » prévoit des outils pour simplifier l'implantation des commerces en centre-ville et limiter le développement des grands commerces en périphérie. Il conviendrait donc d'indiquer le renvoi vers cette OAP dans le règlement, de manière à s'assurer qu'elle sera prise en compte lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme.

5. Suite à donner

Le projet définitif de PLUi devra :

- prendre en compte les erreurs manifestes signalées dans l'annexe de cet avis (mise à jour de dates, corrections de références réglementaires),
- prendre en compte l'avis simple de la CDPENAF. Toutefois, concernant les dérogations à la règle d'urbanisation limitée, je vous ferai part de mon arbitrage dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, la prise en compte des différentes recommandations formulées dans cet avis et dans les annexes, et notamment sur la mise en compatibilité avec le SDAGE et le PGRI, permettront d'améliorer le projet de PLUi.

Je vous rappelle que vous devez abroger les cartes communales applicables sur votre territoire au moment de l'approbation du PLUi. L'abrogation de ces documents doit être jointe au dossier d'enquête publique.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de ma meilleure considération.

*Et je ne doute pas que nous
parviendrons à l'aboutissement de
ce grand travail.*

Bien cordialement

La préfète,



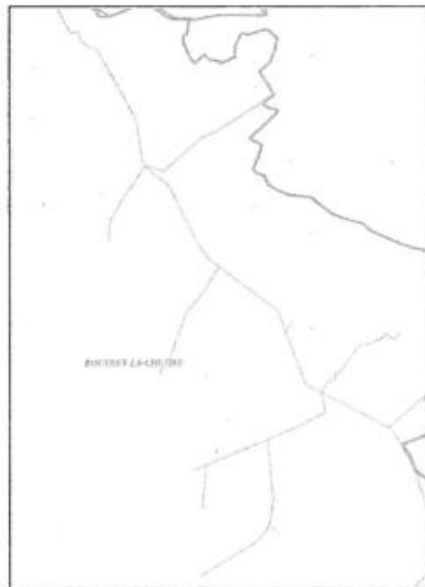
Valérie MICHEL-MOREAUX

Règlement graphique

- Cours d'eau

Un travail rigoureux de correction est à entreprendre pour préserver efficacement les cours d'eau et ne pas induire en erreur les riverains des cours d'eau sur la réglementation applicable.

Exemple à Rouvres-la-Chétive : à gauche le zonage, les cours d'eau sont visibles par la bande d'inconstructibilité de 10 m de part et d'autre. A droite la cartographie de la DDT. Sont entourés en rouge les manques identifiés.



A l'inverse des tronçons qui ont été expertisés comme n'étant pas des cours d'eau dans la cartographie DDT ont été indiqués comme cours d'eau dans le PLUi.

Exemple ci-après à Dommartin-sur-Vraine :

- cours d'eau non identifiés par la DDT mais indiqués comme tels sur le zonage PLUi (entourés en orange),
- cours d'eau identifiés par la DDT mais non indiqués dans le zonage du PLUi (entouré en rouge).



Rapport de présentation

• 1.1. Diagnostic

- Page 2 : la loi ALUR est du 24 mars 2014, et non du 24 mars 2015.

- Page 8 : l'exploitation de la source FILOCOM 2013 présente un intérêt limité dans le travail. Il conviendrait de s'appuyer sur des sources plus récentes, à savoir FILOCOM 2015 et FILOCOM 2017. Les quelques éclairages récents sont insuffisants.

• 1.2. État initial de l'environnement

- Page 82 - Figure 14 : Le Vair ne traverse pas la commune de Rainville.

- Page 152 : il manque la référence de l'arrêté préfectoral N°191/2020/DDT du 11 juin 2020 portant approbation du Plan de prévention du bruit dans l'environnement des infrastructures de transports terrestres de la compétence de l'État dans le département des Vosges (3e échéance)

- Page 172 :

- l'adresse <http://cartorisque.prim.net/telechargement/telechargement.html> n'existe plus.
- les paragraphes sur les PPRNi du Vair et du Mouzon sont à revoir avec les informations PPRNi cités ci-dessus

• 1.3. Diagnostic agricole

- Les données mentionnées dans la partie diagnostic datent de 2014 pour les données PAC et de 2016 pour l'enquête. Il est nécessaire de veiller à réactualiser les zonages en tenant compte des évolutions. Il en est de même pour les petites structures existantes non référencées au titre de la PAC en 2014 (par exemple : le maraîchage).

- Page 15 : supprimer la partie grisée rayée concernant la gestion problématique des cours d'eau

• 1.5.2. Justifications environnementales valant évaluation environnementale

- Page 4 : une actualisation du sommaire est attendue

- Page 20 : le paragraphe 3.1.3 est erroné, voir les commentaires sur les PPRNi ci-dessus. (page 1)

- Page 68 : même remarque que la précédente pour le paragraphe 4.11.1. Les communes couvertes par les PPRNi sont incomplètes

- Chapitre 5 : Il est nécessaire de remettre à jour et actualiser quelques données sur Natura 2000 (par exemple : vie du site, validation des DOCOB), en lien avec les structures porteuses.

Ressource en eau

les 23 communes connues en tension ou risque de tension sont :

une liste non exhaustive de mesures d'évitement relatives à ces communes peut être rajoutée en page 329 du document 1.11 :

- Engager un plan d'adaptation au changement climatique,
- Inventorier et encadrer les petits prélèvements (forages domestiques),
- Réduire les fuites et moderniser les réseaux d'AEP,
- Développer la réutilisation des eaux usées traitées,
- Encourager la récupération des eaux de pluie,
- Améliorer le stockage dans les sols, les nappes en développant les solutions fondées sur la nature dans la gestion de l'eau : renaturations de cours d'eau, restauration de zones humides, désimperméabilisation des sols et engagement de programmes de protection et de restauration du patrimoine naturel,
- Prévenir la pollution des milieux aquatiques,
- Mettre en place la tarification progressive de l'eau,
- Soutenir les pratiques agricoles et industrielles économes en eau (émergence de filières peu consommatrices d'eau, irrigation aux gouttes à gouttes, etc.),
- Encourager et sensibiliser les citoyens aux pratiques économes de la ressource.

Règlement écrit

- Concernant les annexes : il n'est pas nécessaire de les limiter et de fixer une emprise pour les annexes en zones U, l'emprise totale des annexes autorisées en zones A et N devra être réduite à 60m2 maximum. La distance entre les annexes et l'habitation devra être ramenée à 20 m.
- la règle de recul de 10 m par rapport aux berges des cours d'eau doit être ajoutée dans toutes les zones.

SERVICE SÉCURITÉ ET AMÉNAGEMENT

Chaumont, le 23/02/24

**COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE LA
PRÉSERVATION DES ESPACES NATURELS,
AGRICILES ET FORESTIERS**

Affaire suivie par : ddt-cdpenaf@haute-marne.gouv.fr

**Relevé des avis
Session du 14 février 2024**

- Avis sur le PLUi de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien :

La commission, représentée par 15 membres votants sur 20 membres à voix délibérative, a émis un vote concernant :

- la procédure d'élaboration couvrant un territoire non compris dans un périmètre de SCoT et ayant pour conséquence une réduction des surfaces des espaces agricoles, naturels ou forestiers : **avis favorable** à l'unanimité (favorable : 15, défavorable : 0, abstention : 0) ;
- la délimitation dans les zones naturelles, agricoles et forestières de secteurs de taille et de capacité d'accueil limitée (STECAL) : **avis favorable** à l'unanimité (favorable : 15, défavorable : 0, abstention : 0) ;
- la procédure d'élaboration visant à autoriser dans les zones naturelles, agricoles et forestières, et en dehors des STECAL, les extensions et annexes aux bâtiments d'habitation existants : **avis favorable** à l'unanimité (favorable : 15, défavorable : 0, abstention : 0).

La Présidente de séance,



Nathalie KOBES

Demande de la CDPENAF : Exclure du « Npv » les parcelles boisées n° ZK 56 sur la commune de Punerot.

Réponse de la CCOV : Modification du périmètre « Npv » selon les demandes de l'ONF sur la commune de Punerot.

Demande de la CDPENAF : Réduire les zones d'activités aux projets connus sur les zones 1AUY à Dommartin-sur-Vraine

Réponse de la CCOV : La CCOV accepte cette demande de réduction des zones 1AUY.

2 – Des remarques sur les différentes consultations de la CDPENAF :

Consultation au titre de la délimitation à titre exceptionnel, dans le règlement du PLUi, des STECAL dans les zones naturelles, agricoles et forestières (L151-13) :

Demandes d'ajout de STECAL sur les communes suivantes :

Autigny-la-Tour : rajout d'un sous-secteur « Ne » sur la parcelle n° AB 70 afin de permettre la création de petits équipements communaux.

Maxey-sur-Meuse : rajout d'un sous-secteur « Nv » sur la parcelle n° ZA 64 afin de permettre la création d'un abri pour animaux.

Neufchâteau : rajout de trois sous-secteur « NI » sur la parcelle n° ZI 68 afin de permettre la création d'hébergements insolites au sein d'une future truffière.

Removille : rajout d'un sous-secteur « Ne » sur la parcelle n° ZK 71 afin de permettre la création de petits équipements communaux.

La commission a émis des avis favorables pour la création de ces nouveaux STECAL.

Consultation au titre des dispositions du règlement du PLUi autorisant les extensions et les annexes aux bâtiments d'habitation existants en zones agricoles (A) et /ou naturelles (N) (L151-12) :

La CCOV souhaite maintenir une surface totale des annexes en zone A et N de 100 m² pour les habitats isolés afin de ne pas pénaliser les constructions existantes qu'elles soient en zone « A », « N » ou en « U ».

Elle souhaite aussi autoriser la construction d'une unique annexe (décomptée du nombre total d'annexes autorisées) en zone N, sur une même unité foncière lorsque l'habitation principale se situe en zone U. Cette annexe se situerait au maximum à 20 m de la limite de la zone U.

Les membres de la commission émettent un avis défavorable aux propositions de la CCOV et réitèrent les demandes suivantes :

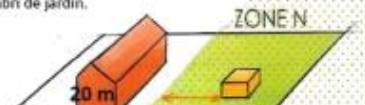
- concernant le règlement lié à l'habitat isolé en zones A et N, la surface totale des annexes sera limitée à 50 m² d'annexes et non 100 m² comme proposé dans le règlement du PLUi,

- sur l'extension des bâtiments d'habitation existants, les membres de la CDPENAF maintiennent leur demande afin que l'annexe se situe au maximum à 20 m de la construction principale et non de la limite de la zone U.

**BÂTIMENTS D'HABITATION EXISTANTS EN ZONES AGRICOLES (A)
ET/OU NATURELLES (N)**

Cas particulier réglementaire :

- Lorsque sur une unité foncière, la construction principale se situe en zone « U », la construction d'une **annexe d'habitation** est autorisée, à condition de totaliser au maximum **20 m² de surface d'emprise au sol**, en zone « N ». Celle-ci se situera au maximum à 20 mètres des limites de la zone « U ».
- Cette annexe est incluse dans le nombre total des annexes autorisées sur une unité foncière soit 2 annexes + 1 abri de jardin.



Epinal, le **20 FEV. 2024**

Mme Coralie RULQUIN
Référente urbanisme
03 29 69 12 82
coralie.rulquin@vosges.gouv.fr
ddt-seaf-mpcc@vosges.gouv.fr

Monsieur le Président de la
Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien
2, bis Avenue François de Neufchâteau
88300 NEUFCHATEAU

Monsieur le Président,

Par courrier du 21 décembre 2023, vous avez saisi la Commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) afin qu'elle émette un avis sur le Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de communes de l'Ouest Vosgien (CCOV).

La CDPENAF est consultée :

- au titre de la délimitation à titre exceptionnel, dans le règlement du PLUi, des STECAL dans les zones naturelles, agricoles et forestières (L151-13 du code de l'urbanisme),
- au titre des dispositions du règlement du PLUi autorisant les extensions et les annexes aux bâtiments d'habitation existants en zones agricoles (A) et /ou naturelles (N) (L151-12 du code de l'urbanisme),
- au titre de la dérogation à la règle de l'urbanisation limitée (L142-4 du code de l'urbanisme),
- au titre de la réduction des espaces naturels, agricoles, ou forestiers sur un territoire hors SCoT approuvé.

Le PLUi de la CCOV, arrivé au troisième arrêt, a été présenté lors de la réunion de la CDPENAF qui s'est déroulée le 12 février 2024. Il en ressort :

1 - Des remarques d'ordre général formulées :

Les membres de la CDPENAF notent que les demandes suivantes faites lors du 2nd arrêt ont été prises en compte :

Demande de la CDPENAF : Tous les espaces forestiers doivent être classés en zone « Nf ».

Réponse de la CCOV : la demande a été respectée ainsi que la demande de l'ONF sur les communes d'Attigneville, Circourt-sur-Mouzon, Jubainville, Neufchâteau et Rouvres-la-Chétive.

Demande de la CDPENAF : Les zones « Nj » comprenant des parcelles déclarées à la PAC soient reclassées en zone « N » ou « A ».

Réponse de la CCOV : Aucun secteur « Nj » ne se superpose sur des terrains PAC depuis le 2nd arrêt.

Demande de la CDPENAF : Les périmètres des carrières classées en « Nc » soient limités aux extensions déjà autorisées par arrêté préfectoral. Les membres de la commission demandent que la CCOV les informe du rythme d'ouverture des carrières prévu.

Réponse de la CCOV : Modification du périmètre « Nc » selon les demandes de l'ONF sur la commune d'Attigneville.

Consultation au titre de la dérogation à la règle de l'urbanisation limitée :

Les membres de la commission ont émis les avis suivants :

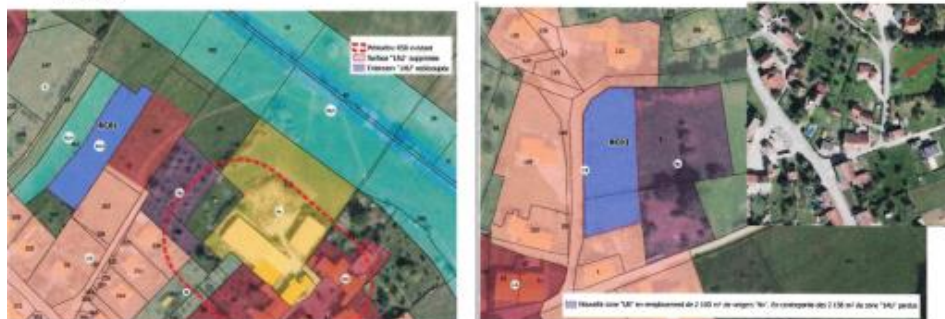
ROUVRES-LA-CHETIVE :

Demande des membres de la CDPENAF au 2^{ème} arrêt : la zone 1 AU identifiée RC01 est dans le périmètre de 100 m de la ferme RSD en activité. La zone doit en être réduite pour respecter le périmètre de 100 m.

Réponse de la commune : décision de réduire le zonage 1AU (suppression de l'emprise constructible sur la parcelle n°381 afin de répondre aux attentes de la CDPENAF).

La commune décide de modifier une partie du zonage « Nv » vers un zonage « UB » afin de rendre constructible cet espace au vu des surfaces d'extensions supprimées sur l'ancienne zone « 1AU ». Ces 2 100 m² sont comptés dans l'artificialisation projetée du projet de PLUI.

La commission émet un avis favorable aux propositions de la CCOV pour la commune de Rouvres la Chétive.



Consultation au titre de la réduction des espaces naturels, agricoles, ou forestiers sur un territoire hors SCoT approuvé :

Les membres de la commission émettent des avis défavorables sur les propositions de la CCOV et maintiennent les demandes suivantes :

REMOVILLE : supprimer la zone Ub à proximité de la zone Ac car les distances de recul ne sont pas respectées.

VIOUCOURT : retirer la zone Ub située sur les terres agricoles (parcelle 51).

POMPIERRE : retirer la zone 1 AU identifiée PO01.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de ma meilleure considération.

Pour la préfète et par délégation
le directeur départemental
adjoint des territoires,

Grégory BOINEL

À: Fabien Kobylarz
Objet: Avis PPA - PLUi - CCOV - Troisième arrêt

A l'attention de Monsieur Simon LECLERC (Président)

(Affaire suivie par Monsieur Fabien KOBYLARZ)

Monsieur le Président,

Je fais suite au courriel reçu le 21 décembre 2023 par lequel vous m'avez transmis, pour un avis dans un délai de 3 mois, le projet, arrêté pour la troisième fois, du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien (CCOV).

C'est en raison des avis d'un certain nombre de communes que vous avez choisi, en vertu des dispositions prévues à l'article L. 153-15 du Code de l'Urbanisme, de procéder à une nouvelle délibération d'arrêt du projet.

Ce que nous retenons est que cette troisième mouture n'altère en rien votre volonté de dynamiser le développement économique de votre territoire.

Votre Projet d'Aménagement et de Développement Durable, qui constitue la colonne vertébrale de votre projet, comporte :

- Une orientation générale concernant les commerces, les services et les équipements du territoire qui témoigne de votre forte volonté de préserver le commerce dans le cœur des communes ;
- Une orientation générale pour le développement économique qui témoigne de votre engagement à conforter le tissu entrepreneurial local.

Votre projet de PLUi dispose également d'une orientation d'aménagement et de programmation (OAP) qui décline la stratégie concernant le développement commerciale et artisanale de la CCOV.

Au total, nous constatons, avec satisfaction, que votre projet de PLUi contient un véritable plan de développement économique à l'horizon 2030 et identifie plusieurs secteurs destinés à accueillir des activités économiques au sein des communes.

Vos choix sont motivés par la volonté :

- D'offrir un effet vitrine aux entreprises situées à proximité des infrastructures de transports qui structurent le territoire ;
- De conforter et développer les zones d'activités existantes ;
- De répondre aux besoins actuels émanant de certaines entreprises déjà présentes sur le territoire ;
- De permettre le maintien et le renforcement de la filière bois ;
- De permettre la création d'emplois sur le territoire intercommunal.

C'est ainsi que vous définissez, au total, près de 42 ha de zones d'activités économiques en extension.

La CCI des Vosges est particulièrement sensible, dans les documents d'urbanisme, à l'évolution du foncier à vocation économique, notamment à une époque où la France est confrontée à une raréfaction de celui-ci.

C'est ainsi qu'un récent rapport d'information rédigé par la délégation sénatoriale aux Entreprises souligne les difficultés grandissantes rencontrées par les chefs d'entreprises pour accéder au foncier, ce qui se traduit, à l'échelle nationale, par une perte nette pour l'emploi, l'économie et l'aménagement du territoire.

Dans ces conditions, nous ne pouvons que nous féliciter de votre volonté de préserver le commerce et de conforter le tissu entrepreneurial local et, compte-tenu de l'ensemble de ces éléments, la Chambre de Commerce et d'Industrie des VOSGES émet un avis favorable au projet arrêté pour la troisième fois du PLUi de la CCOV.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sincères salutations.

Le Président,

Gérard CLAUDEL

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur



Monsieur Simon LECLERC
Président
Communauté de Communes
de l'OUEST VOSGIEN
2 bis, avenue François de
Neufchâteau
88300 NEUFCHATEAU

Epinal, le 13 février 2023

Objet : Avis sur l'élaboration du PLUI de la Communauté de Communes de l'OUEST VOSGIEN – 3^{ème} arrêt

Monsieur le Président,

Par courriel reçu le 21 décembre 2023, vous avez transmis à la Chambre d'Agriculture des Vosges pour avis, le projet du Plan Local Urbanisme Intercommunal (PLUi) de la Communauté de Communes de l'OUEST VOSGIEN (3^{ème} arrêt) et je vous en remercie.

L'analyse du document arrêté, conduit à la formulation de l'avis suivant.

1. La préservation du foncier

La préservation de l'espace agricole et naturel est une priorité fixée par le législateur, qui invite l'ensemble des acteurs à réduire la consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers. Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable d'Égalité des Territoires (SRADDET) impose au PLUi une réduction de la consommation foncière d'au moins 50%, à horizon 2030. Pour le PLUi de l'Ouest Vosgien, la surface autorisée s'élève à 65,05 hectares.

Le projet affiche une surface totale en extension de 73,97 hectares. Il tend donc vers l'objectif fixé par le SRADDET, sans l'atteindre. Cependant, il permet de réaliser un gain de 282,16 hectares par rapport aux extensions inscrites dans les documents en vigueur. En outre, la zone 2 AU destinée à l'habitat est fermée et son ouverture est conditionnée à la réalisation de critères.

Ainsi, les choix retenus assurent une préservation de l'espace agricole, naturel et forestier et nous soulignons le travail consenti pour y arriver.

Lors de la phase de concertation, il est apparu important de rappeler que le développement des zones urbaines et à urbaniser, destinées à l'accueil d'activité économique ou d'habitat, respectent entre autres, les principes suivants :

- a) Ne pas implanter de nouvelles constructions vers des sites agricoles ;
- b) Ne pas inscrire des espaces agricoles en zone naturelle de jardin ou en zone urbaine pour du second rideau ;
- c) Ne pas créer de nouvelles zones urbaines vers des espaces boisés ou forestiers ;

Même si le projet communal reprend ces principes, des ajustements seraient les bienvenus. La zone urbaine, dans certains secteurs, autorise des constructions nouvelles, vers des sites agricoles localisés en périphérie des villages. Nous ne partageons pas ce choix car il est susceptible d'apporter des contraintes nouvelles à leurs développements, ou à l'inverse d'exposer une population nouvelle à des risques de nuisances.

Sur certaines communes, des parcelles agricoles sont classées en zone U. Elles sont toutefois localisées en double rideau, probablement non desservies, exploitées et déclarées à la PAC. Leur configuration vise à agrandir le jardin des constructions existantes, au détriment d'espace agricole. Ces extensions n'apparaissent pas nécessaires et certains secteurs pourraient être réduits.

Un principe de précaution est retenu par rapport aux espaces forestiers. Le règlement impose une distance d'éloignement de 30 mètres à la réalisation de constructions nouvelles. Nous partageons ce principe mais attirons l'attention sur certains espaces qui semblent boisés, au vu de la photographie aérienne et d'une nature cadastrale boisée. Ces espaces pourraient être intégrés en zone NF pour prévenir l'implantation de nouveau logement à proximité.

Pour les points a, b et c, des propositions d'évolutions sont répertoriées dans **l'annexe jointe**.

2. Pérenniser l'activité agricole

Les sites agricoles de plus de 391 entreprises sont inventoriés et l'ensemble des bâtiments agricoles et des projets de développement connus au moment de l'arrêt du PLUi, ont été pris en compte.

Même si une zone agricole constructible vaste aurait été la bienvenue, notamment pour faciliter l'installation d'agriculteurs sur de nouveaux sites, (en évitant des modifications du PLUi le cas échéant) une zone agricole constructible (AC) englobe chaque site. Ce choix assure le développement et la pérennité de l'activité. Il



répond bien à l'orientation inscrite dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), de conforter le tissu économique local pour valoriser les activités agricoles.

3. Les secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) en zone naturelle

Le projet prévoit un nouveau sous-secteur autorisant des hébergements insolites au sein d'une parcelle agricole, déclarée à la PAC en 2020, sur la commune de Neufchâteau. Ce sous-secteur participe au mitage de l'espace agricole. Son retrait serait le bienvenu.

4. Le règlement

Le règlement des zones 1AUX, 1AUY, UX et UY prévues pour l'accueil d'activités commerciales ou industrielles autorise les projets de parcs photovoltaïques au sol. Dans ces zones, la production d'énergie solaire est à autoriser sur les toitures de bâtiments et les ombrières de parking. Nous demandons à modifier le règlement en ce sens et nous souhaitons que la création de centrales solaires au sol, y soit interdite. Les parcs photovoltaïques au sol sont à autoriser uniquement dans les zones NPV prévues à cet effet.

Le recul de 30 mètres de la zone NF s'applique pour des constructions nouvelles. Toutefois, nous recommandons de la bienveillance pour les constructions existantes ne respectant pas la règle précitée à la date d'approbation du PLUi. Une rédaction est proposée **en annexe jointe**.

Réaliser un PLUi sur plus de 70 communes est un exercice complexe. Les objectifs à atteindre sont multiples : accueillir de nouveaux habitants, assurer le développement économique, préserver l'environnement...

Dans ce troisième arrêt, si nous soulignons le travail pour tenir compte d'une partie de nos recommandations, nous attirons votre attention sur les points restants et notamment sur la nécessité de ne pas agrandir l'espace urbain vers des sites agricoles existants.

De ce fait, la Chambre d'Agriculture des Vosges maintient son **avis favorable** au PLUi, **sous réserve** de la prise en compte des propositions figurant dans l'avis et les annexes jointes.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, mes meilleures salutations.

Le Président,
Jérôme MATHIEU


 Certified by 


1. Sur la préservation du foncier :

Sur les demandes d'évolution et d'ajustement de zonages ci-après, les parcelles visées sont généralement tout ou partie déclarée à la PAC. Selon les cas, un reclassement en zone A ou N est à privilégier.

Dans le cas de propriétés existantes disposant déjà d'un jardin, il est inutile de l'agrandir en englobant des parcelles agricoles voisines. Ces parcelles en double rideau, déclarées à la PAC, non desservies, autorisent des constructions nouvelles qui ont un impact sur l'espace agricole, notamment sur les plans d'épandage. Des ajustements sont proposés pour les parcelles suivantes :

- DOLAINCOURT : A 844 (propriétaire différent de la A 839)
- VIOCOURT : ZB 51 (aligné à l'espace constructible sur la parcelle ZB 52)
- CHATENOIS : ZL 4
- LA NEUVEVILLE SOUS CHATENOIS : AB 187 (Propriétaire différent des 158 et 160)

La zone NJ est à utiliser uniquement sur des espaces de jardins existants, afin de ne pas participer à l'artificialisation (Cf. définition du SRADDET, règle n°16 Sobriété foncière). Ainsi, l'espace NJ à Châtenois parcelle ZL 4 pourrait être reclassé en zone N.

Il apparaît important de ne pas autoriser de nouvelles zones urbaines vers des espaces forestiers. Avec le changement climatique, le risque incendie est de plus en plus grand, et il apparaît essentiel de ne pas créer de nouveaux logements. Attention, également à la reconnaissance de l'espace forestier et au classement de la zone NF sous-évalué par endroit. Des recommandations sont proposées sur les parcelles suivantes.

- ROLLAINVILLE : ZC 164 et 154, ces parcelles sont incluses dans les 30 mètres de la zone NF, non construites, elles pourraient être retirées de la zone U.
- REBEUVILLE : La zone 1AU, (parcelle ZD 62), classée au cadastre en nature taillis sous futaie, est en extension sur un espace boisé. Elle devrait être classée en NF.



- **SIONNE** : les parcelles AB 84 et 71 (et parcelles voisines) sont classées en futaies et taillis simples. Au vu des photographies aériennes actuelles et anciennes, elles font parties du massif boisé devraient être classées NF selon le trait jaune.



Le travail réalisé dans le cadre du PLUi contribue à préserver l'espace agricole, naturel et forestier. Pour autant, certaines propositions en extension sont parfois en discontinuité de l'urbanisation existante, trop importantes ou proches d'une zone agricole constructible... Des évolutions de zonage sont à envisager sur les parcelles suivantes.

Pour l'habitat

- **POMPIERRE** : De nombreuses dents creuses sont disponibles sur la commune et l'extension proposée en 1AU sur la parcelle ZA 150 ne se justifie pas. Un reclassement en zone A serait le bienvenu.
- **SAINT MENGE** : Il est proposé des extensions sans que des dents soient toujours présentes. Il apparaît opportun de les reclasser en zone agricole ou naturelle.
- **CHATENOIS** : la zone 1 AU, parcelle ZL 4, en extension avec un bâtiment agricole voisin.

Pour l'activité économique

- **DOMMARTIN-SUR-VRAINE** : Nous notons la fermeture de deux zones d'activités par le reclassement en 2 AUY (ZL 25 et 26).
- **LIFFOL-LE-PETIT** : la zone 1 AUX impacte un espace agricole et pourrait être réduite de moitié (Parcelle 23).



Pour le développement d'infrastructure

- **AUTREVILLE** : Une zone NE reconnaît le terrain de football. Toutefois, le zonage proposé impacte l'espace agricole. La zone NE pourrait être réduite à l'emprise publique sans impacter l'espace agricole ou en cas de besoin, uniquement à proximité de la construction existante.



2. Sur la valorisation de l'activité agricole

La zone urbaine autorise des constructions à usage d'habitation vers des bâtiments agricoles en activité. Il convient de maintenir les distances pour ne pas exposer une population nouvelle aux nuisances et assurer le développement du site. Des réductions de zone urbaine sont proposées ci-dessous.

- **REMOVILLE** : ZK 12, 13 et 14, le reclassement en zone N serait la bienvenue. Il est aussi possible de s'interroger sur un reclassement en zone N de l'appendice formé par les parcelles ZI 20 (non construite et à moins de 100 mètres des bâtiments), 19, 18 et 24 ;



- **COURCELLES SOUS CHATENOIS** : La partie arrière de la parcelle A 552 déclarée à la PAC est à reclasser en zone N. L'espace constructible est à aligner avec les parcelles de la zone constructible A 537 et 538 ;





VOUXEY : ZH 51, reclassement de l'espace en double rideau,



- SONCOURT : ZA 75

Enfin, il convient de préciser que des espaces en zone 2AU sont situés à proximité de bâtiments agricoles (LA NEUVEVILLE-SS-CHATENOIS, REBEUVILLE). Il conviendrait de préciser une condition supplémentaire pour l'ouverture de zone 2AU, à savoir l'arrêt de l'activité agricole voisine.

Le projet prévoit la suppression d'un espace de verger (Nv) sur la commune de REMOUILLE au profit d'un sous-secteur NE, afin de permettre le développement de petits équipements communaux, en continuité d'une zone existante UE. Cette modification rapproche toutefois l'espace constructible d'une zone AC. Il semblerait plus cohérent d'agrandir la zone UE plutôt que de créer une zone NE. Toutefois, cet agrandissement devrait être réalisé en respectant une distance minimale de 50 mètres des bâtiments agricoles voisins.

Le projet crée un espace NE sur la commune d'ATTIGNEVILLE à proximité d'une zone AC. Cet espace est enclavé dans la zone urbaine et nous sommes favorables à cette proposition. Un reclassement en zone UE aurait pu également être privilégié.

3. Les STECAL en zone naturelle

Le projet prévoit un nouveau sous-secteur autorisant des hébergements insolites au sein d'une parcelle agricole, déclarée à la



PAC en 2020, sur la commune de NEUFCHATEAU. Ces constructions participent au mitage de l'espace agricole. Son retrait serait le bienvenu.

4. Le règlement

En zone A, le règlement est rédigé comme suit : *la reconstruction à l'identique (implantation, volume et hauteur) après sinistre des bâtiments existants à la date d'approbation du PLUI, à condition que la reconstruction permette de se mettre à l'abri d'un nouveau sinistre.* Cette condition est à clarifier, car il semble difficile de se mettre à l'abri d'un incendie.

En zone N ou A, le règlement autorise les annexes et les extensions des constructions existantes. S'il est évident d'autoriser des annexes à des constructions principales, dans le cas présent, le règlement autorise jusqu'à 100 mètres carrés d'annexes supplémentaires.

Une annexe est définie, par la jurisprudence, comme suit : *c'est une construction secondaire, de dimensions réduites et inférieures à la construction principale, qui apporte un complément aux fonctionnalités de la construction principale* » (Rép. min. n°1342 : JO Sénat Q, 22 févr. 2018, p. 821).

Dans le cas présent, autoriser une surface de 100 mètres carrés au sol (plusieurs constructions possibles) offre un droit à construire considéré par la jurisprudence comme une extension (CAA Nantes, 30 mars 2020, req. n° 19NT02322). De ce fait, une réduction de la surface à 50 mètres carrés d'emprise au sol, serait donc la bienvenue.

Le règlement autorise dans le cas où la construction principale se situe en zone U, une annexe sur une même unité foncière dans la zone N attenante, à 20 mètres de la zone U. Cette distance est importante, car il peut participer à la consommation d'espace. La construction d'annexe est à privilégier en zone U. Pour inviter à ce principe, la distance de 20 mètres est à mesurer au droit de la construction principale et non pas de la zone U.

Dans ce second arrêt, le projet communal impose une distance de recul de 30 mètres à la zone NF des constructions principales nouvelles. Toutefois, des constructions principales existent et ne respectent pas la distance précitée. Pour leur permettre d'avoir des annexes et des extensions, le règlement (pour l'ensemble des zones) pourrait être rédigé comme suit : ***en cas de construction principale ne respectant pas la distance de 30 mètres à la zone NF à la date d'approbation du PLUI, l'extension et les annexes sont autorisées, sous réserve de ne pas réduire la distance entre la construction et la zone NF préexistante.***

AVIS_PPA_PLUi_CCOV_3ème ARRET



NOEL Lara <lara.noel@culture.gouv.fr>
À Fabien Kobylarz

Répondre

Répondre à tous

Transférer

...

lun. 04/03/2024 10:26

Vous avez répondu à ce message le 04/03/2024 12:08.
Cliquez ici pour télécharger des images. Pour protéger la confidentialité, Outlook a empêché le téléchargement automatique de certaines images dans ce message.

Bonjour,

Je vous informe qu’après consultation des éléments transmis concernant le 3^{ème} arrêt du PLUi, le service de l’UDAP maintient les remarques précédemment émises et n’a pas de remarques complémentaires à ajouter.

Restant à votre disposition,
Bien cordialement,

Lara NOËL
Ingénieure des services culturels et du patrimoine - Adjointe au chef de l’UDAP88
Assistante de prévention

Unité départementale de l’architecture et du patrimoine des Vosges
5 Quartier de la Magdeleine, Rue du Général Haxo, 88000 EPINAL
Tél. 03 29 29 25 80

www.culture.gouv.fr/Regions/Drac-Grand-Est



De : Courrier recommandé électronique Xcesar <no-reply2@spl-xdemat.fr>
Envoyé : jeudi 21 décembre 2023 16:32
À : udap.vosges <udap.vosges@culture.gouv.fr>
Objet : Vous avez un courrier recommandé à ouvrir [266389-js08te-424281]

Ne répondez pas directement à ce mail, aucune réponse ne sera traitée.
Si vous répondez directement à ce mail votre réponse sera perdue.

Cliquez avec le bouton droit ou appuyez longuement ici pour télécharger les images. Pour protéger la confidentialité, Outlook a empêché le téléchargement automatique de certaines images dans ce message.

Vous avez un courrier recommandé à ouvrir

Affaire suivie par : Thierry LARRIERE

Épinal, le 11/09/2023

Pôle / Service : UDAP des Vosges

L'Architecte des Bâtiments de France

Tél : 03 29 29 25 80

Courriel : udap.vosges@culture.gouv.fr

Réf : TL/LN/176-23

à

Monsieur Fabien KOBYLARZ
Communauté de communes de l'Ouest Vosgien
2 bis avenue François de Neufchâteau
88 300 Neufchâteau

Objet : Plan local d'urbanisme intercommunal de la Communauté de Commune de l'Ouest Vosgien – 2nd arrêt du projet

Monsieur,

Faisant suite à la transmission du second arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la Communauté de Commune de l'Ouest Vosgien, tel qu'il a été arrêté par délibération du conseil communautaire en date du 05/07/2023, je vous prie de bien vouloir trouver, ci-après, les remarques formulées par le service de l'UDAP en tant que Personne Publique associée :

ANNEXE – Rapport – Synthèse des avis :

Dans l'ensemble, les remarques formulées par le service sur la première consultation sont maintenues, je vous invite donc à vous référer au précédent courrier transmis par l'UDAP.

En ce qui concerne les remarques complémentaires ajoutées par le service suite à la 2nde consultation :

UDAP68	09 05 2023	La publicité, les enseignes devraient faire l'objet d'un document pédagogique à destination des demandeurs dans le cadre des demandes d'autorisation d'urbanisme.	La COOP d'étrangers devra documents pédagogiques au moment de l'apport du P.L.U afin que tous les acteurs du territoire puissent s'engager sur des aspects réglementaires du document.
--------	------------	---	--

Quels sont les documents pédagogiques qui seront transmis ?

Direction régionale des affaires culturelles du Grand Est – UDAP des Vosges
La Magdeleine bâtiment B - 5, rue du Général Haxo - 88000 Épinal – Tél. 03 29 29 25 80
www.culture.gouv.fr/Regions/Grand-Est

...

UDAP68	09 05 2023	Aucune mention n'est faite concernant la pose d'ITE (P.43 du règlement d'ur)	La modification demandée sera intégrée au document du P.L.U lors de son second arrêt.
--------	------------	--	---

Sous quelle forme ces modifications seront-elles intégrées (quel contenu) ?

UDAP68	09 05 2023	UDAP Neubourg : Plusieurs zones à urbaniser sont prévues en périphérie du centre bourg, sans réelle connexion urbaine et paysagère. Ce sont de nouvelles zones paysagères qui seraient artificielles. L'étalement urbain n'est pas à privilégier pour les communes rurales.	La PADD offre la possibilité de réaliser quelques extensions dans ces communes rurales appartenant au pôle urbain dans l'armature urbaine définie au sein du projet politique.
UDAP68	09 05 2023	UDAP Neufchâteau : Il est à regretter l'ouverture à l'urbanisation de nombreux secteurs paysagers de qualité à l'extérieur du centre bourg, alors qu'un nombre important d'immobilier est en déshérence au centre-ville. L'étalement urbain n'est pas à privilégier, mais il convient de conserver, d'écopier et de transformer la bât existante en centre bourg.	La PADD offre la possibilité de réaliser quelques extensions dans les communes appartenant au pôle urbain dans l'armature urbaine définie au sein du projet politique.
UDAP68	09 05 2023	UDAP Raubeville : Il est à regretter l'alignement de ces emprises avec le centre bourg. Il y a trop de bât et la voie le long de laquelle il est implanté. Les nouvelles constructions sont alignées sur les maisons existantes de part et d'autre de la parcelle à découper. Le mitage du paysage est à éviter.	La PADD offre la possibilité de réaliser quelques extensions dans les communes appartenant au pôle urbain dans l'armature urbaine définie au sein du projet politique. Les nouvelles constructions respecteront les règles de retrait par rapport aux voies et emprises publiques et/ou privées prévues dans les secteurs concernés.
UDAP68	09 05 2023	UDAP Reilleville : Les nouvelles constructions sont à aligner sur les maisons existantes de part et d'autre de la parcelle à découper. Les voies en impasse sont à éviter par la connexion de la rue créée sur le réseau viable existant.	Les nouvelles constructions respecteront les règles de retrait par rapport aux voies et emprises publiques et/ou privées prévues dans les secteurs concernés.
UDAP68	09 05 2023	UDAP Châtenois : Il est à regretter l'extension du lotissement ainsi que la création d'une nouvelle emprise constructible aussi éloignée du centre bourg alors qu'un nombre important d'immobilier est en déshérence au centre-ville.	La PADD offre la possibilité de réaliser quelques extensions dans les communes appartenant au pôle secondaire dans l'armature urbaine définie au sein du projet politique.
UDAP68	09 05 2023	UDAP Courcy : L'étalement urbain n'est pas à privilégier pour les communes rurales. Les nouvelles constructions sont à aligner sur les maisons existantes de part et d'autre de la parcelle à découper.	La PADD offre la possibilité de réaliser quelques extensions dans les communes appartenant au pôle intermédiaire dans l'armature urbaine définie au sein du projet politique.
UDAP68	09 05 2023	UDAP Grand : L'étalement urbain n'est pas à privilégier pour les communes rurales alors qu'un nombre important d'immobilier est en déshérence au centre bourg. Les parcelles concernées par l'emprise constructible sont essentiellement très végétalisées. La création d'arbres à préserver devra être revue à la hausse. Les nouvelles constructions sont à aligner sur les maisons existantes de part et d'autre de la parcelle à découper.	La PADD offre la possibilité de réaliser quelques extensions dans les communes appartenant au pôle intermédiaire dans l'armature urbaine définie au sein du projet politique. Les nouvelles constructions respecteront les règles de retrait par rapport aux voies et emprises publiques et/ou privées prévues dans les secteurs concernés.

Pourtant, le PADD indique également, p. 41 et suivantes :

- « travailler les entrées des communes »

- « privilégier la reconquête des cœurs de commune afin de limiter le mitage des espaces naturels, agricoles et forestiers ».

L'OAP environnement indique également comme objectifs de :

« Veiller à privilégier et valoriser les patrimoines paysagers et naturels »

« Limiter la consommation des milieux naturels ».

Les remarques du service sont en accord avec les recommandations du PADD et de l'OAP environnement, elles devraient donc davantage être prises en compte.

RÈGLEMENT :

Zone UA

p.21 : Les trackers solaires sont interdits, ce qui est très bien mais qu'en est-il des autres zones ?

p.23 et suivantes - Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère :

Direction régionale des affaires culturelles du Grand Est – UDAP des Vosges
La Magdeleine bâtiment B - 5, rue du Général Haxo - 88000 Épinal – Tél. 03 29 29 25 80
www.culture.gouv.fr/Regions/Grand-Est

...

- « Les constructions doivent s'adapter à la topographie locale. Pour cela, les volumes des constructions doivent être adaptés aux différents types de pentes en limitant au maximum les modifications du terrain naturel de plus de 0,70 mètre (remblais, déblais et murs de soutènement) ».

Les modifications du terrain naturel devraient être limitées à 0,30 mètre (ou 0,50 mètre grand maximum pour les terrains très pentus).

- « L'ensemble des appareils techniques (pompe à chaleur, climatisation, antennes paraboliques par exemple), à l'exception des appareils de production à partir d'énergie solaire, doit se situer sur les façades et parties de parcelles non visibles depuis la rue, ou bien être dissimulés.

Les panneaux solaires démontables sont autorisés en façade s'ils ne sont pas visibles depuis le domaine public ».

Les panneaux solaires ne devraient pas être autorisés, en toiture, côté rue, ou alors, ils devraient être de couleur identique au matériau de couverture (rouge).

- « Les couvertures seront d'une teinte de rouge vieilli ou refaites à l'identique ».

Aucun matériaux n'est recommandé pour les tuiles. Les tuiles en béton devraient être proscrites et les tuiles mécaniques de terre cuite privilégiées.

- « Les châssis de toit sont encastrés dans la couverture et non pas posés en saillie ».

Les dimensions autorisées pour les châssis de toit devraient être précisées (0,80m x 1,00m afin de respecter les proportions de verticalités traditionnelles).

- « Les volets roulants sont autorisés à condition de conserver des volets battants lorsque ceux-ci existent encore ».

Lorsque des volets battants existent sur un bâtiment, ils sont à conserver, restaurer et repeindre, ou remplacer à l'identique (matériau et aspect) si leur état sanitaire le justifie. Les volets battants peuvent, si nécessaire, être motorisés. Les volets roulants ne doivent pas s'ajouter aux volets battants existants.

Les volets roulants ne seront autorisés que sur le bâti neuf ou si le bâtiment en dispose dès son origine. Dans ce cadre, les coffrets des volets roulants sont à placer à l'arrière des linteaux ou à l'intérieur des logements afin qu'ils soient ne soient pas visibles depuis l'extérieur.

- « La construction d'abris de jardin en matériaux de récupération est interdite ».

Pourquoi cela ? Si du bois ou des tuiles de récupération sont utilisés cela semble tout à fait acceptable.

Tels sont les éléments que je souhaitais porter à votre attention.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Thierry LARRIERE
Architecte des Bâtiments de France
Chef du Service Départemental de
l'Architecture et du Patrimoine des Vosges



Direction régionale des affaires culturelles du Grand Est – UDAP des Vosges
La Magdeleine bâtiment B - 5, rue du Général Haxo - 88000 Épinal - Tél : 03 29 29 25 00



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**État-major des Armées
État-major de zone de défense de Metz
Division appui des formations**



Metz, le 23 FEV. 2024
N° 500867 /ARM/EMA/EMZD Metz
/DIV.ADF/BSI/SSEU/NP

Le général de corps d'armée Yann GRAVÊTHE,
gouverneur militaire de Metz,
officier général de zone de défense et de sécurité Est,
commandant de zone terre Nord-est,
commandant des forces françaises
et de l'élément civil stationnés en Allemagne

à

Monsieur le président de la communauté de communes de l'Ouest Vosgien (CCOV).

OBJET : PLUi arrêté – Communauté de communes de l'Ouest Vosgien (88).

RÉFÉRENCE : Courriel du 8 janvier 2024.

Par correspondance visée en référence et dans le cadre de l'article L.153-16 du code de l'urbanisme, vous avez sollicité l'avis du ministère des Armées à propos du projet arrêté du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de communes de l'ouest vosgien (CCOV) arrêté pour la troisième fois par le conseil communautaire le 19 décembre 2023.

Cette délibération fait suite aux demandes de modifications opérées entre l'arrêt du 16 janvier 2023 et celui cité supra générées par les observations formulées par les différents services et les communes incluses dans le périmètre de la CCOV.

Après étude des documents fournis et au regard de la prise en compte des corrections proposées par l'EMZD de Metz permettant la levée des réserves formulées dans le courrier du 27 juillet 2023, j'ai l'honneur de vous informer que j'émetts un avis favorable à ce PLUi arrêté.

Pour le commandant de zone Terre Nord-est et par délégation,
le colonel (T) Fabrice FORQUIN,
commandant la division appui des formations

LISTE DE DIFFUSION

DESTINATAIRE :

Communauté de communes de l'Ouest Vosgien
2bis avenue François de Neufchâteau
88 300 Neufchâteau

COPIES :

- ESID Metz ;
- COMBdD Luxeuil ;
- USID Luxeuil ;
- USID Nancy.

BP 2060 / Semoutiers
F-52902 CHAUMONT Cedex 9
Tél. +33 (0)3 25 30 32 00
voyage.aprr.fr

Monsieur le Président
Communauté de Communes de l'Ouest
Vosgien
2 Bis Avenue François de Neufchâteau
88300 NEUFCHATEAU

Nos Références : DPA/Foncier/DR.1062
Objet : Elaboration du PLUi – Avis PPA 3ème arrêt

A Semoutiers, le 29 février 2024

Affaire suivie par D. RAVEL

Monsieur le Président,

C'est avec grand intérêt que nous avons analysé les pièces du projet de PLUi de votre Communauté de Communes suite au troisième arrêt de ce dernier par délibération du 19 décembre 2023.

A titre liminaire, nous tenions à vous remercier pour la prise en compte des remarques émises lors du second arrêt du PLUi, notamment en ce qui concerne :

- L'admission dans toutes les zones et secteurs traversés par l'infrastructure autoroutière des locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilées et plus généralement, les constructions, installations, ouvrages et aménagements liés à l'activité autoroutière ainsi que les affouillements/exhaussements de sols, et les dépôts liés à l'activité autoroutière.
- Les précisions introduites concernant l'interdiction de rejet des eaux pluviales, pour les installations non liées par l'activité autoroutière, dans le réseau ou les ouvrages de gestion liés à l'autoroute, sauf accord exprès du gestionnaire (comme cela est prévu pour les zones A et N).

Nous vous prions de bien vouloir trouver ci-après les quelques points sensibles restants que nous vous saurions grés de bien vouloir prendre en compte. De manière générale, ces remarques ont pour objectif de s'assurer que la réglementation instituée par le projet de PLUi réponde aux objectifs principaux suivants :

- Ne pas mettre en péril la sécurité des usagers de l'autoroute ;
- Réduire les risques de nuisances ou d'insécurité liés aux constructions et opérations à réaliser aux abords du Domaine Public Autoroutier Concédé (DPAC) ;
- Ne pas restreindre la possibilité du développement de l'autoroute afin d'assurer la continuité et la sécurisation du service public proposé.

S'agissant de la prise en compte de l'infrastructure autoroutière et des enjeux et spécificités attachés :

Les plans graphiques identifient au sein du DPAC des espaces protégés au titre de l'article L. 151-19 et de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme à savoir des haies, bosquets, mais aussi des zones d'inconstructibilité liées à la protection de la lisière des forêts et des cours d'eau. De telles emprises ainsi que des zones humides (zone Nzh) jouxtent également le DPAC.

Il apparaît nécessaire de soustraire l'emprise du DPAC de l'ensemble des secteurs d'intérêt écologique, environnemental ou paysager. Les recommandations du concessionnaire portent sur le fait de ne pas instituer ces outils réglementaires au sein du Domaine Public Autoroutier Concédé afin de répondre aux obligations de gestion, entretien, sécurisation et amélioration du domaine.

S'agissant de la prise en compte des contraintes autoroutières :

Les prescriptions architecturales et paysagères encadrant l'aspect extérieur des constructions admises à s'implanter aux abords du DPAC doivent être complétées pour tenir compte et limiter tout risque d'éblouissement, de réverbération ou de détournement d'attention, facteur de danger pour la circulation autoroutière.

En outre, si les dispositions du règlement relatives aux zones concernées exemptent bien les clôtures autoroutières des prescriptions relatives à la hauteur, composition et transparence, elles demeurent silencieuses s'agissant de la soumission des clôtures à obligation ou non de déclaration préalable. Dans une optique de sécurité, il est rappelé que l'activité autoroutière pourrait nécessiter l'intervention rapide sur les infrastructures afin de limiter les risques pour les usagers de l'autoroute, notamment tout risque d'intrusion susceptible d'engendrer des risques de collisions. L'urgence d'intervention attachée à l'activité autoroutière justifie que la demande de déclaration préalable ne soit pas instituée sur le DPAC au regard de l'article R421-12 du Code de l'urbanisme. En effet, aucune disposition n'impose que toutes les clôtures soient soumises à cette déclaration. Aussi le groupe APRR-AREA demande qu'une dérogation, le cas échéant, soit instituée sur les clôtures autoroutières et ce pour les motifs d'urgence et de sécurité que revêtent parfois les interventions (remplacement d'un tronçon de clôture abimé par exemple).

Nous restons à votre disposition pour vous accompagner dans les modifications proposées.

Nous vous remercions pour l'intérêt porté à nos remarques et vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations distinguées.

Stéphanie Collaudin
Chef du Département Foncier

Copie : par courriel, Monsieur Fabien KOBYLARZ



Olivier RUSSEIL
Délégué territorial Nord-Est

Dossier suivi par : Yannick QUIRIN
Tél : 03 89 20 16 87
Mail : y.quirin@inao.gouv.fr

NIR61 : OR/SAULET13.24

Monsieur le Président
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
DE L'OUEST VOSGIEN
2Bis, Avenue François de Neufchâteau
88300 NEUFCHATEAU

A l'attention de Monsieur Fabien KOBYLARZ

Colmar, le 12 mars 2024

Objet : Troisième arrêt du PLUi de la CCOV

Monsieur le Président,

Par courriel du 21 décembre 2023, vous avez bien voulu me faire parvenir, pour examen et avis, le dossier du troisième arrêt du PLUi de la Communauté de communes de l'Ouest Vosgien.

La consultation du 7 juillet 2023 faisant suite au deuxième arrêt du PLUi avait abouti à un avis favorable assorti de commentaires et recommandations de l'Institut.

Suite à l'instruction du projet modifié, l'Institut constate que ses remarques n'ont pas été complètement prises en compte. Ainsi, est reformulé ci-après l'argumentaire, actualisé, le cas échéant.

Les communes appartiennent à l'aire de production des Indications Géographiques Protégées (IGP) « Bergamotes de Nancy », « Emmental français Est-Central » et « Mirabelles de Lorraine ».

Les communes sont situées dans l'aire géographique de l'Appellation d'Origine Contrôlée (AOC) « Mirabelle de Lorraine », à l'exception des communes de AVRANVILLE, BAZOILLES-SUR-MEUSE, BRECHAINVILLE, CHERMISEY, CIR COURT-SUR-MOUDON, COUSSEY, DOMREMY-LA-PUCELLE, FREBECOURT, FREVILLE, GRAND, GREUX, LIFFOL-LE-GRAND, MIDREVAUX, PARGNY-SUR-MUREAU, POMPIERRE, REBEUVILLE, ROLLAINVILLE, SARTES, SERAUMONT, SIONNE, TRAMPOT et VILLOUXEL.

Les communes sont situées dans l'aire géographique de l'Appellation d'Origine Contrôlée/Appellation d'Origine Protégée (AOC/AOP) « Munster », à l'exception des communes de AROFFE, AUTREVILLE, AVRANVILLE, BRECHAINVILLE, FREVILLE, GRAND, HARMONVILLE, LIFFOL-LE-GRAND, MIDREVAUX, PARGNY-SUR-MUREAU, SERAUMONT, SIONNE, SONCOURT, TRAMPOT et VILLOUXEL.

Les communes de ATTIGNEVILLE, BARVILLE, BAZOILLES-SUR-MEUSE, BRECHAINVILLE, CERTILLEUX, CIR COURT-SUR-MOUDON, FREVILLE, GRAND, HACHECHAMP, HOUÉVILLE, JAINVILLOTTE, LANDAVILLE, LEMMECOURT, LIFFOL-LE-GRAND, MONT-LES-NEUFCHATEAU, NEUFCHATEAU, PARGNY-SUR-MUREAU, POMPIERRE, REBEUVILLE, ROLLAINVILLE, SARTES, TILLEUX, TRAMPOT et VILLOUXEL sont situées dans l'aire géographique de l'Appellation d'Origine Contrôlée/Appellation d'Origine Protégée (AOC/AOP) « Langres ».

Une étude attentive du dossier amène l'INAO à faire les observations qui suivent.

INAO - Délégation Territoriale Nord-Est
SITE DE COLMAR
12 Avenue de la Paix aux Vins - BP 81233
68013 COLMAR CEDEX
Tél : 03 89 20 16 80
www.inao.gouv.fr

Née de la fusion de deux communautés de communes et de l'intégration d'une commune, la Communauté de communes de l'Ouest Vosgien rassemble 70 entités. Ce territoire se situe au nord-ouest du département des Vosges.

Les paysages y sont variés, et sont constitués de la plaine, la Vôge et la montagne. Cette communauté de communes est un territoire rural ; elle compte 23 781 habitants en 2013, pour une surface de 725,5 km².

L'agriculture tient une place importante dans ce territoire, et fait partie intégrante de son identité, avec près de la moitié de sa surface occupée par l'activité agricole.

Dans ses projections, le PLUi prévoit un besoin de création de 569 nouveaux logements, dont 221 constructions en extension. Le besoin en surface estimé pour les futures zones d'extension dédiées au logement est de 24,74 hectares.

Par ailleurs, les besoins pour l'activité économique sont de 41,80 hectares.

L'Institut déplore le fait que les éléments écrits du PLUi ne mettent pas en valeur les potentiels de production sous Signe officiels d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO) de ce territoire, à travers les productions en Appellation d'Origine Contrôlée/Appellation d'Origine Protégée (AOC/AOP), Indication Géographique Protégée (IGP) et Agriculture Biologique, ni les moyens mis en œuvre pour les protéger.

Par exemple, la filière Appellation d'Origine Protégée (AOP) « Munster » n'est pas mise en valeur, alors qu'elle compte 49 opérateurs sur le territoire. Seule l'Agriculture Biologique est brièvement évoquée.

Le PADD précise qu'il faut prendre en compte les enjeux spatiaux liés à l'activité agricole grâce au classement en zone A au sein du règlement graphique et écrit. Or, l'Institut relève que certaines zones à usage agricole sont classées en zone N dans le PLUi.

Par exemple, cela concerne des surfaces au sud-ouest de Châtenois, ou au nord de Longchamp-sous-Châtenois. Néanmoins, des modifications réalisées dans le règlement écrit et postérieures au premier arrêt du PLUi proscrirent par exemple les constructions destinées à l'exploitation forestière en zone N, assurant ainsi une meilleure protection du foncier à usage agricole.

Après étude du dossier, je vous informe que l'INAO n'a pas d'autre remarque à formuler sur ce projet dans la mesure où celui-ci a un impact limité sur les AOC et IGP concernées.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour la Directrice
et par délégation,

Olivier RUSSEIL

Copie : DDT 88

INAO - Délégation Territoriale Nord-Est
SITE DE COLMAR
12 Avenue de la Paix aux Vins - BP 81233
68013 COLMAR CEDEX
Tél : 03 89 20 16 80
www.inao.gouv.fr

**Avis délibéré complémentaire sur le projet (3^e arrêt) de Plan local
d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de communes de
l'Ouest vosgien (88)**

n°MRAe 2024AGE27

complémentaire aux avis n°2023AGE32 du 27 avril 2023 et
n°2023AGE70 du 12 octobre 2023

Préambule relatif à l'élaboration de l'avis

Pour tous les plans, programmes ou schémas soumis à évaluation environnementale ou à étude d'impact, une « autorité environnementale » désignée par la réglementation doit donner son avis et le mettre à disposition du maître d'ouvrage et du public.

En application du décret n° 2016-519 du 28 avril 2016, modifiant l'article R.104-21 du code de l'urbanisme, l'autorité environnementale est, dans le cas présent, la Mission régionale d'autorité environnementale¹ (MRAe) Grand Est, de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD).

La MRAe a été saisie pour avis par la Communauté de communes de l'Ouest vosgien (88) pour l'élaboration (3^e arrêt) de son plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi). Le dossier ayant été reçu complet, il en a été accusé réception le 29 décembre 2023. Conformément à l'article R.104-25 du Code de l'urbanisme, l'avis sur l'évaluation environnementale et le projet de document doit être fourni dans les trois mois suivant la date de sa saisine.

Selon les dispositions de l'article R.104-24 du même code, la MRAe a consulté l'Agence régionale de santé (ARS) et la Direction départementale des territoires (DDT) des Vosges.

Après en avoir délibéré lors de sa séance plénière du 26 mars 2024 en présence de Julie Gobert, André Van Compernelle et Patrick Weingertner, membres associés, de Jean-Philippe Moretau, membre de l'IGEDD et président de la MRAe, d'Armelle Dumont, Jérôme Giurici, Catherine Lhote, Christine Mesurolle, Georges Tempez et Yann Thiébaut, membres de l'IGEDD, la MRAe rend l'avis qui suit, dans lequel les recommandations sont portées en italique gras pour en faciliter la lecture.

Il est rappelé ici que cet avis ne porte pas sur l'opportunité du plan ou du document mais sur la qualité de l'évaluation environnementale présentée par le maître d'ouvrage et sur la prise en compte de l'environnement par le plan ou document. Il vise à permettre d'améliorer la conception du plan ou du document, et la participation du public à l'élaboration des décisions qui portent sur celui-ci. Les observations et propositions recueillies au cours de la mise à disposition du public sont prises en considération par l'autorité compétente pour adopter le plan, schéma, programme ou document (article L. 104-7 du code de l'urbanisme).

Note : les illustrations du présent document sont extraites du dossier d'enquête publique ou proviennent de la base de données de la DREAL Grand Est.

¹ Désignée ci-après par l'Autorité environnementale (Ae).

La MRAe attire l'attention des porteurs de projet sur :

- la loi n°2021-1104 du 22 août 2021, portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (Loi Climat et Résilience) ;
- le SRADDET² de la région Grand Est ;
- la stratégie nationale bas carbone (SNBC) ;
- le document qu'elle a publié sur son site internet, qu'elle complète et actualise régulièrement (« les points de vue de la MRAe Grand Est³ ») et qui précise ses attentes sur différentes thématiques environnementales pour l'évaluation des plans-programmes et des projets.

La loi Climat et Résilience ancre les préoccupations environnementales dans la société française : dans les services publics, l'éducation, l'urbanisme, les déplacements, les modes de consommation, la justice.

Le SRADDET, document de planification régionale, a été approuvé le 24 janvier 2020 par le préfet de région après son adoption par le Conseil régional. Il regroupe et orchestre les enjeux et objectifs poursuivis par des schémas thématiques pré-existants (SRADDT⁴, SRCAE⁵, SRCE⁶, SRIT⁷, SRI⁸, PRPGD⁹).

Les autres documents de planification : SCoT¹⁰ (PLU(i)¹¹ ou CC¹² à défaut de SCoT), PDU¹³, PCAET¹⁴, charte de PNR¹⁵, doivent se mettre en compatibilité à leur première révision.

Un PLU(i) ou une CC faisant partie d'un SCoT devra en cascade se mettre en compatibilité avec celui-ci dans un délai d'un an ou de 3 ans si cette mise en compatibilité implique une procédure de révision du PLU(i) (Article L.131-6 du code de l'urbanisme).

Lors de l'examen des projets qui lui sont présentés, la MRAe invite systématiquement les porteurs de projet à prendre en compte dès à présent les règles du SRADDET, ceci dans la recherche d'une gestion optimale de l'environnement à laquelle les documents qui lui sont présentés pour avis, affirment être attachés.

Par ailleurs, la France s'est dotée d'une stratégie nationale bas carbone (SNBC) en 2015 fixant pour objectif la division par quatre des émissions de gaz à effet de serre (GES) à l'horizon 2050.

La SNBC révisée et approuvée le 21 avril 2020 a pour but de respecter les termes de l'Accord de Paris signé lors de la COP21, avec l'objectif d'aboutir à une neutralité carbone dès 2050.

Aussi, la MRAe examinera la façon dont les projets qui lui sont soumis, contribuent à la réalisation de cet objectif fondamental pour les générations à venir.

AVIS COMPLÉMENTAIRE

1. Contexte et présentation générale du projet

La Communauté de communes de l'ouest vosgien (CCOV) se situe au nord-ouest du département des Vosges. Elle regroupe 70 communes, dont une commune en Haute-Marne (Liffol-le-Petit), et comprend 23 267 habitants¹⁶.

Initialement prescrite le 20 janvier 2015 pour la communauté de communes du Pays de Châtinois, puis étendue le 17 mai 2017 à l'ensemble du territoire de la CCOV, l'élaboration du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la CCOV a été arrêtée par délibération du conseil communautaire le 19 décembre 2023.

Préalablement, le projet d'élaboration du PLUi avait été arrêté par délibération une première fois le 16 janvier 2023 puis une seconde fois le 05 juillet 2023.

L'Autorité environnementale (Ae) a été saisie pour avis sur le projet de PLUi de la CCOV à l'occasion de ces deux premiers arrêts et a rendu 2 avis le 27 avril 2023 (n°MRAe 2023AGE32)¹⁷ et le 12 octobre 2023 (n°MRAe 2023AGE70)¹⁸.

L'Ae attire l'attention sur la nécessité, pour une parfaite information du public, de mettre à disposition du public les avis de la MRAe n°2023AGE32 et n°2023AGE70 et le présent avis complémentaire, l'ensemble constituant l'avis global de l'Ae, lors de l'enquête publique.

Au vu des retours lors de la 2^e phase de consultation, la CCOV a décidé d'arrêter une troisième fois son projet d'élaboration de PLUi afin d'apporter plusieurs modifications pour tenir compte, comme précédemment, des avis favorables avec réserves des communes (59 avis favorables), souhaitant des modifications ne remettant pas en cause le Projet d'aménagement et de développement durables (PADD) du PLUi et tenant compte également en partie du retour des services de l'État et des diverses instances consultées.

Le choix politique de la collectivité est également de ne pas opérer de modification concernant les remarques des communes ayant émis un avis défavorable (11 avis défavorables dont 4 non justifiés) et qui portent principalement sur la création de nouveaux logements en supplément de l'enveloppe initiale attirée, ce qui remettrait en cause le PADD.

Le dossier présente un rapport explicatif de synthèse reprenant l'ensemble des avis réceptionnés des communes et des personnes publiques associées ainsi que l'avis simple de la MRAe du 12 octobre 2023.

Ce rapport présente les modifications apportées, les corrections d'erreurs matérielles ainsi que les réponses aux remarques des communes et instances consultées, dont l'avis de l'Ae. Les modifications portent sur le règlement graphique, le règlement écrit, les Orientations d'aménagement et de programmation (OAP), les annexes et le rapport environnemental (cartes et chiffres concernant l'évolution du zonage).

L'Ae déplore qu'à l'exception d'une recommandation sur la forme, les recommandations de ses 2 avis précédents n'aient pas été prises en compte, la CCOV ne souhaitant pas apporter de modification à son projet sur ces points.

La principale modification apportée au projet est l'intégration d'une nouvelle zone d'extension économique de 6,67 ha (1AUy) à Châtinois sur le site d'activités « clé en main » de Neuilly. Pour garder un volume équivalent de zones ouvertes à l'urbanisation immédiate (1AU), plusieurs zones 1AUy et 1AUX sont reclassées pour une urbanisation différée¹⁹, en zones 2AUy (secteur nouvellement créé) et 2AUX.

Selon les informations dont dispose l'Ae, cette zone d'extension à Châtinois serait concernée

2 Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires.

3 <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/les-points-de-vue-de-la-mrae-grand-est-a585.html>

4 Schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire.

5 Schéma régional climat air énergie.

6 Schéma régional de cohérence écologique.

7 Schéma régional des infrastructures et des transports.

8 Schéma régional de l'intermodalité.

9 Plan régional de prévention et de gestion des déchets.

10 Schéma de cohérence territoriale.

11 Plan local d'urbanisme (Intercommunal).

12 Carte communale.

13 Plan de déplacements urbains.

14 Les plans climat-air-énergie territorial sont obligatoires pour l'ensemble des Intercommunalités de plus de 20 000 habitants depuis le 1^{er} janvier 2019 et, depuis 2017, pour les Intercommunalités de plus de 50 000 habitants.

15 Parc naturel régional.

16 Données INSEE 2020.

17 <https://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/2023age32.pdf>

18 <https://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/2023age70.pdf>

19 Les zones 1AUy et 2AUy correspondent aux secteurs d'urbanisation future (à court et long terme) à vocation d'activités mixtes autorisant les activités industrielles. Les zones 1AUX et 2AUX correspondent aux secteurs d'urbanisation future (à court et long terme) à vocation d'activités artisanales et tertiaires.

par la présence d'une zone humide et il serait prévu de compenser sa destruction sur une autre commune. L'Ae attire l'attention de la difficulté de compenser une zone humide puisqu'il s'agit d'un écosystème complexe et exerçant de nombreuses fonctions²⁰.

L'Ae recommande de compenser la destruction de la zone humide, si ce devait être le cas, en réhabilitant une zone humide déjà existante mais dégradée, pour avoir des chances que la compensation fonctionne, plutôt que d'en créer une à partir de rien.

L'augmentation des zones ouvertes à l'urbanisation pour l'activité économique (1AU et 2AU) se fait, toutefois, au détriment du secteur naturel N qui perd 6,8 ha dans ce projet présenté pour le 3^e arrêté du PLUi. Par ailleurs, les secteurs naturels (N) et sous-secteurs sont réajustés ainsi que le secteur agricole (A).

La consommation totale d'espaces naturels et agricoles projetée dans le PLUi est alors portée à 77,7 ha : 65,8 ha pour une urbanisation immédiate à vocation d'habitat, d'activités économiques et d'équipements (zones 1AU) et 11,9 ha pour une ouverture à l'urbanisation à long terme (zones 2AU)²¹.

Les principaux enjeux environnementaux identifiés par l'Autorité environnementale sont toujours la consommation d'espaces et l'artificialisation des sols ainsi que la préservation des milieux naturels, agricoles et forestiers.

2. Articulation avec les documents de planification de rang supérieur

2.1. L'articulation avec les documents de planification de rang supérieur

Le territoire de la CCOV n'est pas couvert par un schéma de cohérence territoriale (SCoT).

L'Ae rappelle à nouveau, en l'absence de SCoT approuvé et en application des articles L.142-4²² et L.142-5²³ du code de l'urbanisme, la nécessaire conformité aux règles d'urbanisation limitées qui interdisent, sauf dérogation, toute ouverture à l'urbanisation de zones situées en dehors du périmètre actuellement urbanisé des communes.

Le projet de PLUi a été présenté une nouvelle fois, à la suite du second arrêté, à la Commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) des Vosges en date du 19 septembre 2023. L'avis émis par la CDPENAF expose une nouvelle fois plusieurs remarques et demandes concernant la délimitation des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL²⁴), les extensions et les annexes aux bâtiments d'habitation existants en zone agricole (A) et/ou naturelles (N), ainsi que la dérogation à la règle de l'urbanisation limitée et la réduction des espaces naturels, agricoles ou forestiers sur un territoire hors SCoT approuvé.

L'Ae observe que plusieurs demandes de la CDPENAF de supprimer ou réduire certaines zones dont le projet d'ouverture à l'urbanisation a fait l'objet d'un avis défavorable de sa part, n'ont pas été intégrées dans le nouveau projet de PLUi.

²⁰ Réserve d'eau en période de sécheresse, retenue d'eau permettant de réduire des crues, filtre naturel pour améliorer la qualité de l'eau, habitats de nombreuses espèces animales et végétales, régulation du climat local en apportant des îlots de fraîcheur, participation à l'infiltration d'eaux pluviales...

²¹ Données issues du rapport de présentation – justifications des choix retenus.

²² Extrait de l'article L.142-4 du code de l'urbanisme : « Dans les communes où un schéma de cohérence territoriale n'est pas applicable ; 1° Les zones à urbaniser délimitées après le 1^{er} juillet 2002 ainsi que les zones naturelles, agricoles ou forestières d'un plan local d'urbanisme ou d'un document en tenant lieu ne peuvent être ouvertes à l'urbanisation à l'occasion de l'élaboration ou d'une procédure d'évolution d'un document d'urbanisme ».

²³ Article L.142-5 du code de l'urbanisme : « Il peut être dérogé à l'article L. 142-4 avec l'accord de l'autorité administrative compétente de l'Etat après avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime et, le cas échéant, de l'établissement public prévu à l'article L.143-10. La dérogation ne peut être accordée que si l'urbanisation envisagée ne nuit pas à la protection des espaces naturels, agricoles et forestiers ou à la préservation et à la remise en bon état des continuités écologiques, ne conduit pas à une consommation excessive de l'espace, ne génère pas d'impact excessif sur les flux de déplacements et ne nuit pas à une répartition équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services ».

²⁴ Secteur de taille et capacité d'accueil limitées. Ils sont délimités au sein des zones inconstructibles de PLU (zone A ou N) et des constructions et installations peuvent y être édifiées de manière dérogatoire (Code de l'urbanisme, art. L.151-13).

2.2. La prise en compte du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET Grand Est) et de la Loi Climat et Résilience

En l'absence de SCoT approuvé, le projet de PLUi de la CCOV doit être directement compatible avec les règles du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la région Grand Est et prendre en compte ses objectifs. L'Ae rappelle que le SRADDET, en cours de modification, doit prendre en compte la Loi Climat et Résilience (LCR) du 22 août 2021 (au plus tard en 2024) qui prévoit la division par 2 du rythme de consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) sur la période 2021-2031 par rapport aux 10 années précédant la promulgation de la loi LCR²⁵ et introduit la trajectoire Zéro artificialisation nette (ZAN) à l'horizon 2050.

Le PLUi de la CCOV devra se mettre en compatibilité avec les objectifs du SRADDET actualisé à court terme. Selon le bilan de référence de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers établi du 1^{er} janvier 2011 au 1^{er} janvier 2021, pour la loi Climat et résilience, cette consommation a été de 136 ha²⁶ à l'échelle de la communauté de communes.

Le présent projet de PLUi permet une consommation foncière totale (habitat, économie et équipement) de 77,7 ha à horizon 2030 (dans seulement 6 ans), dont l'urbanisation à court terme de 65,8 ha (zones 1AU) et de 11,9 ha à plus long terme (zones 2AU). Si la consommation d'ENAF prévue à court terme permet de s'inscrire dans l'objectif de réduction de 50 % de la consommation foncière de la loi climat et résilience et du SRADDET (soit 68 ha), la consommation prévue à plus long terme (2AU) entraîne un dépassement du seuil.

L'Ae note que les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) spécifient que l'ouverture à l'urbanisation des zones 2AU à vocation d'habitat soit conditionnée à l'urbanisation des zones 1AU, mais qu'en revanche, ce n'est pas le cas pour les zones 2AU à vocation d'activités (2AUJ et 2AUX). Aussi, afin de respecter les objectifs nationaux et régionaux de réduction de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers, il convient de préciser que les ouvertures à l'urbanisation de l'ensemble des zones 2AU devront intervenir dans une seconde phase, après 2031 et après analyse du taux de remplissage des zones à vocation d'activités existantes.

L'Ae recommande de préciser le phasage concernant l'ensemble des zones 2AU, pour une ouverture à l'urbanisation après 2031, afin de s'inscrire si la dérogation au titre du L.142-5 du code de l'urbanisme était accordée, dans les trajectoires de réduction de la consommation foncière du SRADDET et de la loi Climat et Résilience.

3. Analyse par thématiques environnementales de la prise en compte de l'environnement

3.1. La consommation d'espace et la préservation des sols

Les recommandations de l'Ae émises dans son [avis du 27 avril 2023](#) et réitérées dans son [avis du 12 octobre 2023](#) concernant la consommation foncière et portant sur la réduction des zones ouvertes à l'urbanisation (1AU) et la suppression des zones 2AU à vocation d'habitat n'ont une nouvelle fois pas été prises en compte dans le nouveau projet de PLUi, alors que les projections démographiques prises en hypothèse sont surestimées au regard des tendances constatées et que l'objectif de résorption de la vacance des logements est insuffisant et peut poser un problème d'attractivité sur le territoire. La CCOV ne souhaite pas apporter de modification concernant ces demandes.

²⁵ Exception faite de l'application du minimum garanti de 1 ha introduit par la loi du 20 juillet 2023, visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux, pouvant être mutualisé à l'échelle intercommunale (70 communes*1 ha = 70 ha).

²⁶ <https://cartagene.cerema.fr/portals/apps/dashboards/60b83e8a5a404a8890741da9e10ee9f>

La CCOV estime toujours un besoin de 996 logements supplémentaires²⁷ d'ici 2030, alors que le territoire compte actuellement 1 700 logements vacants.

Pour sa part, sur la base de données de l'INSEE, l'Ae relève dans le tableau ci-après l'évolution de la population, du nombre de logements, de la vacance et de la taille des ménages entre 2009 et 2020 :

	2009	2020
Population	24513	23267 (-1246 hab.)
Nombre de logements total	12141	12946 (+805 logs)
Nombre de logements vacants	1056 (8,7 %)	1707 (+ 651) 13,2 %
Taille des ménages	2,26	2,11

L'Ae constate que la CCOV a perdu 1 246 habitants entre 2009 et 2020 alors que le nombre de logements s'est, quant à lui, étoffé de 805 logements, chiffre bien au-delà de ce qu'a nécessité²⁸ desserrement des ménages sur la même période, entraînant une forte hausse de la vacance.

L'Ae remarque ainsi, qu'entre 2009 et 2020 la création de 10 logements nouveaux est à corréler une vacance supplémentaire de 8 logements.

De plus, dans son avis du 29 février 2024 sur le PCAET de la CCOV, l'Ae a relevé l'ambition de la communauté de communes d'atteindre la neutralité carbone en 2050 en préservant et en favorisant les puits de carbone sur son territoire. Comme l'artificialisation des sols contribue fortement à réduire les capacités de stockage de carbone, l'Ae a attiré l'attention de la collectivité dans cet avis sur le volume très important des 1 700 logements vacants et sur l'intérêt d'en remettre le plus grand nombre sur le marché pour réduire l'artificialisation des sols et ainsi préserver le stockage du carbone dans les sols tout en améliorant l'attractivité de centres bourgs et en limitant²⁹ l'impact environnemental des travaux (énergie, matériaux : émissions de gaz à effet de serre).

Au vu de ces éléments, l'Ae considère que l'urbanisation de 65,8 ha à l'horizon 2030 est disproportionnée et contre-productive, sauf à augmenter encore le nombre de logements vacants et à désertifier les centre-bourgs.

L'Ae signale le « Guide du Réseau national des collectivités mobilisées contre le logement vacant – Stratégies et méthodes pour en sortir » pour aider la collectivité à mettre en place une stratégie active de lutte contre la vacance³⁰. Elle signale également la « start up » d'État « zéro logement vacant »³¹ qui aide les collectivités pour la résorption de la vacance des logements. Cette nouvelle version du projet de PLUi, augmentant les surfaces artificialisées est encore moins en cohérence avec les objectifs du PCAET que la précédente version du PLUi.

Aussi, l'Ae renvoie à ses avis précédents précités pour la prise en compte de ses recommandations.

27 769 logements d'ici à 2025 pour une population de 23 600 habitants et 227 logements supplémentaires entre 2025 et 2030
28 En 2009 la population de 24 513 habitants et la taille des ménages nécessitent 10 846 logements, tandis que la population en 2020 de 23 267 habitants pour 2,11 personnes par ménage nécessite 11 027 logements soit 181 logements supplémentaires alors qu'il en a eu 624 logements de réalisés « en trop » ce qui est venu alimenter la vacance (le nombre de résidences secondaires légèrement diminué sur la même période).

29 Les rénovations et réhabilitations consomment moins d'énergie, moins de matériaux et émettent moins de gaz à effet de serre que la construction neuve.

30 Il existe différentes formes de vacance. Les identifier permet d'élaborer des stratégies d'action pertinentes à l'échelle des territoires. A ce titre différents guides existent : <https://www.union-habitat.org/sites/default/files/articles/pd72019-01/guide-vacance-logements.pdf>

31 <https://zerologementvacant.beta.gouv.fr/>

3.2. Les espaces naturels et agricoles, habitats et biodiversité, continuités écologiques

Le PLUi prévoit un secteur spécifique en zone N dédié à l'implantation de production d'énergie renouvelables de type panneaux photovoltaïques qui s'étend sur près de 90 ha (secteur Npv). L'Ae relevait, dans ces précédents avis, l'absence d'une cartographie d'ensemble à l'échelle de la communauté de communes permettant d'apprécier l'emplacement des secteurs Npv par rapport aux espaces naturels et patrimoines bâtis protégés et remarquables et d'y appliquer la séquence « Éviter, Réduire, Compenser » pour réduire le plus possible les impacts environnementaux.

Cette cartographie n'est toujours pas présentée dans le rapport du PLUi alors qu'elle existe puisqu'elle figure dans le Plan climat-air-énergie territorial (PCAET) en cours d'élaboration.

Par ailleurs, le règlement écrit du PLUi a été modifié dans cette dernière version afin d'autoriser l'implantation d'éoliennes en zone N et A. L'Ae s'interroge sur l'absence de secteur distinct autorisant les éoliennes au sein des zones A et N, comme cela a été fait pour les centrales photovoltaïques au sol avec le secteur Npv.

Afin de ne pas retarder la mise en œuvre du programme de production d'énergie renouvelable porté par le PCAET en cours d'élaboration, l'Ae recommande de mettre en cohérence le PCAET et le PLUi.

Elle recommande également de :

- compléter le dossier de PLUi en intégrant la cartographie d'ensemble à l'échelle de la communauté de communes présentant les secteurs Npv vis-à-vis des espaces naturels remarquables et protégés ainsi que du patrimoine bâti protégé et/ou classés en leur appliquant la séquence Éviter-Réduire-Compenser dans le respect du code de l'environnement³² ;
- déterminer les secteurs à privilégier pour l'implantation de dispositifs de production d'énergies renouvelables de type éolienne, après application de la démarche Éviter-Réduire-Compenser inscrite dans le code de l'environnement, pour retenir ceux de moindre impact environnemental.

D'autres remarques et recommandations ont été formulées dans les avis précédents de la MRAE en ce qui concerne la préservation des milieux naturels remarquables :

- suppression des zones 1AU situées en zone Natura 2000 ;
- évitement et réduction des impacts en ZNIEFF³³ de type 1 ;
- complétude de l'analyse des zones humides.

L'Ae relève l'absence d'évolution de ces points dans le nouveau projet de PLUi arrêté et les renouvelle. Aussi, l'Ae renvoie à ses avis du 27 avril 2023 et du avis du 12 octobre 2023 pour la prise en compte de l'ensemble de ses recommandations.

Concernant le retrait de la protection au titre des éléments remarquables du paysage (ERP) de certaines haies situées à Avranville, pour lequel l'Ae recommandait d'apporter des justifications, la CCOV fait part du souhait de la commune de les retirer du zonage ERP du fait que la plupart d'entre elles n'existent plus à ce jour.

32 La séquence « éviter, réduire, compenser » (ERC) a pour objet de réduire l'impact à un niveau très faible, voire nul. L'article L.122-6 du code de l'environnement précise que le rapport environnemental présente les mesures prévues pour éviter les incidences négatives notables que l'application du plan ou du programme peut entraîner sur l'environnement, les mesures prévues pour réduire celles qui ne peuvent être évitées et les mesures prévues pour compenser celles qui ne peuvent être évitées ni réduites.

33 L'inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) a pour objectif d'identifier et de décrire des secteurs présentant de fortes capacités biologiques et un bon état de conservation. Les ZNIEFF de type 1 sont des secteurs d'une superficie limitée, caractérisés par la présence d'espèces ou de milieux rares remarquables du patrimoine naturel national ou régional. Les ZNIEFF de type 2 sont de grands ensembles naturels riches et peu modifiés ou offrant des potentialités importantes.

Si l'Ae prend acte de cette réponse, elle rappelle toutefois que le linéaire de haies ayant très fortement diminué ces dernières décennies, une action nationale est en cours pour d'abord protéger les haies existantes, car elles présentent les meilleures fonctions écologiques et agronomiques (stockage de l'eau et du carbone, abri d'une riche biodiversité, protection vis-à-vis de l'érosion et du vent...) et ensuite planter de nouvelles haies dont le bénéfice écologique viendra progressivement.

L'Ae recommande à la commune concernée de replanter à minima l'équivalent linéaire des haies dont le constat de disparition a été fait.

3.3. Les risques et nuisances

Pour une meilleure information du public, l'Ae recommandait dans ses 2 avis précédents de mentionner la présence des risques naturels pour les zones concernées dans le règlement écrit du PLUi.

La CCOV ne souhaite pas apporter de modification sur ce point considérant que « les annexes du PLUi fournissent quelques renseignements sur certains risques notamment les PPRi³⁴ de la Meuse et du Vair », ce que l'Ae juge insuffisant.

L'Ae réitère sa recommandation de préciser la nature des risques qui affectent chacune des zones délimitées par le PLUi et de reporter ces risques sur le règlement graphique, pour la bonne information du public.

3.4. La gestion de la ressource en eau

Le projet de PLUi n'a pas évolué sur ces points. Aussi, l'Ae renvoie à ses avis du 27 avril 2023 et du avis du 12 octobre 2023 pour la prise en compte de l'ensemble de ses recommandations :

- *compte tenu de l'augmentation de la fragilité des nappes, éviter l'urbanisation dans les périmètres de protection rapprochée et autant que possible dans les périmètres de protection éloignée des captages d'alimentation en eau potable, pour préserver la qualité et la capacité de recharge rapide des nappes d'eau souterraine dans le contexte de changement climatique ;*
- *conditionner la poursuite de l'urbanisation à la mise en conformité des performances des dispositifs d'assainissement pour les communes concernées.*

3.5. Le climat, l'air et l'énergie

Concernant les remarques et recommandations émises sur les enjeux climat-air-énergie, la CCOV ne souhaite pas apporter de modification au projet.

L'Ae maintient ses recommandations et renvoie à ses [avis du 27 avril 2023](#) et du [avis du 12 octobre 2023](#) pour leur prise en compte.

À noter que le projet de Plan climat-air-énergie territorial (PCAET) de la CCOV est en cours de finalisation. L'Ae a rendu un avis sur le projet de PCAET en date du 29 février 2024³⁵. L'Ae regrette que le dossier n'indique pas comment le projet de PLUi intègre les actions du PCAET.

Elle recommande de préciser comment le projet de révision du PLU intègre les actions du PCAET en cours d'élaboration.

METZ, le 27 mars 2024

Pour la Mission Régionale
d'Autorité environnementale,
le président,

Jean-Philippe MORETAU

³⁴ Plan de prévention des risques d'inondation.

³⁵ <https://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/2024age18-2.pdf>

Épinal, le 26 MARS 2024



Monsieur le Président,

Vous avez transmis le 21 décembre 2023, aux services de l'État associés à son élaboration, le projet de Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de communes de l'Ouest Vosgien (CCOV), arrêté une troisième fois par le conseil communautaire le 19 décembre 2023 comme le prévoit l'article L153-15 du Code de l'urbanisme, suite à l'avis défavorable sur les dispositions du règlement les concernant de certaines des communes membres sur le 2ème arrêt.

J'ai l'honneur de vous faire part de la synthèse des remarques formulées par les services de l'État placés sous mon autorité.

En préambule, je vous informe que j'émet un **avis favorable** sur votre dossier, sous réserve de prendre en compte les remarques formulées dans cet avis. Le projet présenté a en effet été corrigé afin de prendre en compte les avis des services de l'État et des organismes associés émis lors des précédents arrêts.

Il reste néanmoins des points qui n'ont pas été pris en compte :

- Concernant la compatibilité avec le Schéma Départemental d'Aménagement et de Gestion des Eaux :

Le projet de Plan de prévention des risques naturel d'inondation (PPRni) Mouzon n'a pas été pris en compte sur la commune de Courcourt-sur-Mouzon. Si le PPRni est approuvé avant le PLUi, il devra être joint dans les annexes.

- Concernant le règlement écrit :

Il conviendrait de faire un renvoi à l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) commerce, de manière à s'assurer de sa prise en compte lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme.

Une étude entrée de ville a été réalisée pour certaines zones UX situées à proximité de la RD 166, classée route à grande circulation, et de l'emprise autoroutière de l'A 31. Cette étude réduit les reculs de 75 ou 100 m à 20 et 25 m. Ce recul n'a pas été repris dans le règlement écrit. Les règles de recul par rapport aux voies publiques des zones UX et 1AUX doivent être modifiées.

Monsieur Simon Leclerc
Président de la Communauté de communes
de l'Ouest Vosgien
2 bis, avenue François de Neufchâteau
88300 Neufchâteau

Une étude entrée de ville a été réalisée pour certaines zones UX situées à proximité de la RD 166, classée route à grande circulation, et de l'emprise autoroutière de l'A 31. Cette étude réduit les reculs de 75 ou 100 m à 20 et 25 m. Ce recul n'a pas été repris dans le règlement écrit. Les règles de recul par rapport aux voies publiques des zones UX et 1AUX doivent être modifiées.

- Concernant la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers :

L'ensemble des secteurs de taille et de capacité d'accueil limités (STECAL) présenté en Commission Départementale de Protection des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers le 12 février 2024, a reçu un avis favorable sur le règlement et le zonage.

Lors de la commission, la CDPENAF a toutefois maintenu les remarques formulées lors des précédents arrêts, non prises en compte lors du 3ème arrêt du PLUi, à savoir :

- un avis défavorable sur l'autorisation des annexes en zone N ainsi que leur emprise. La surface totale des annexes devrait être limitée à 50 m² d'annexes, et non 100 m² comme proposé dans le règlement du PLUi. Sur l'extension des bâtiments d'habitation existants, les annexes devraient se situer au maximum à 20 m de la construction principale et non de la limite de la zone U.
- les réserves sur les parcelles suivantes, consommatrices d'espace agricole :
 - Removille : supprimer la zone UB à proximité de la zone AC ;
 - Viocourt : retirer la zone UB sur terrain agricole (parcelle n°51) ;
 - Pompière : retirer la zone 1AU.

La CDPENAF a d'autre part émis un avis favorable sur la demande de dérogation sur la commune de Rouvres la Chétive.

Dans mon précédent avis, je vous avais également demandé de repasser la zone 1AU de Certilleux en 2AU afin de faciliter la reconquête du bâti initiée par la convention Reconquête du bâti en milieu rural (RBMR). Cela n'a pas été fait et je maintiens cette demande de modification.

Pour rappel, doivent figurer en annexe les périmètres à l'intérieur desquels s'applique le droit de préemption si le conseil communautaire a délibéré en ce sens ainsi que les périmètres de développement prioritaire des réseaux de chaleur. Peuvent également être joints les périmètres définis pour les Zones d'accélération des énergies Renouvelables (ZAEnR).

En conclusion, le projet définitif devra prendre en compte les différentes recommandations formulées dans cet avis.

Je vous rappelle également que cet avis doit être joint au dossier d'enquête publique, laquelle devra porter à la fois sur l'abrogation des cartes communales applicables sur votre territoire et sur les projets de périmètre délimité des abords.

Enfin, dans le cadre de la Loi Climat et Résilience, les intercommunalités doivent, conformément au décret 2023-1096 du 27 novembre 2023, présenter un rapport tous les 3 ans qui dresse le bilan de la consommation d'espaces et d'artificialisation des sols. J'attire votre attention sur cette production qui sera attendue pour août 2024.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de ma meilleure considération.

La préfète,


Valérie MICHEL-MOREAUX



MODIFICATIONS A L'APPROBATION

- A. Corrections des erreurs matérielles (p. 102)
- B. Réponses aux avis (p. 103 à 121)
- C. Synthèse des principales modifications (p. 122)

A. CORRECTION DES ERREURS MATERIELLES

Remarques des techniciens	Date	Remarques et corrections apportées
erreur matérielle, règlement écrit	08 03 2024	rajout d'un mot manquant à la page n°145 : "Les serres sont autorisées, à condition qu'elles soient nécessaires à l' activité agricole."
erreur matérielle, règlement écrit, oubli rajout règle au vu de l'accord du COTEC PLUi au moment du second arrêt	26 03 2024	rajout pour toutes zones constructibles (y compris pour les maisons d'habitations existantes en zones "A" et "N" : "La construction d'abris de jardin en matériaux de récupération est interdite sauf pour les matériaux de construction."

B. REPONSES AUX AVIS

commune	date	remarque	réponse apportée
Attignéville	18 01 2024	Cette décision est justifiée par la suppression fin 2022 d'une zone constructible par le Comité Technique du PLUi. Aussi, le Conseil Municipal remet en cause le règlement graphique de la Commune d'Attignéville et demande expressément au Conseil Communautaire de revenir sur cette décision et de réattribuer la zone 1AU, définie conjointement fin 2020 (parcelles AB175, AB180 et AB242). Si la CCOV souhaite plus de précisions concernant cette demande, le courrier du Maire à l'attention du Comité Technique du PLUi en date du 11/10/2022 développe l'argumentaire porté par la Municipalité.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande. Les membres du COTEC du PLUi ont décidé de retirer cette zone 1AU étant donné que la commune d'Attignéville a accordé un permis d'aménager de 5 lots en future zone "N".
Harmonville	29 01 2024	La commune d'Harmonville souhaite la suppression du sous-secteur « AC » sur la parcelle n° ZA 14 d'une emprise au sol de 3 300m². En contrepartie, la commune souhaite le transfert de ce sous-secteur sur la parcelle n° ZA 18, telle que dessinée (en rouge) sur la carte annexée à la présente délibération. Cette modification n'entraînera pas de préjudice aux futures habitations des secteurs « UB » existants étant donné que le nouveau sous-secteur « AC » se situera à plus de 100m de ces zones constructibles.	La CCOV apportera cette modification au moment de l'approbation du document, après la période de notification des PPA à l'occasion du 4ème arrêt sans modifications et à l'issue de l'enquête publique après avis des commissaires enquêteurs.
Soulosse-sous-Saint-Elophé	16 02 2024	La commune de Soulosse-sous-Saint-Elophé EMET un avis favorable au projet de PLUi, tel qu'il est arrêté au 19 décembre 2023, sous réserve que l'observation ci-dessous soit effective au plus tard au moment de l'approbation définitive du PLUi par le conseil communautaire après enquête publique : La commune de Soulosse-sous-Saint-Elophé souhaite demander un changement de destination pour le bâtiment existant sur la parcelle n°AB 179. Ce bâtiment est vacant et est caractérisé par une destination de type « local commercial ». La commune souhaite que ce bâtiment puisse accueillir une nouvelle destination de type « logement d'habitation » en complément de la destination existante afin de redonner une chance supplémentaire à ce bâtiment d'être plus facilement réhabilité.	Au moment de la période de notification du quatrième arrêt, la CCOV saisira la CDNPS pour obtenir son avis sur ce souhait de changement de destination. Il est en effet préférable de sollicitation cette commission en amont de l'enquête publique afin que les commissaires enquêteurs puissent aisément se pencher sur la question. Ains, si la CDNPS donne son accord, la modification pourra alors être effective au moment de l'approbation du document.
Châtenois	19 02 2024	Considérant que le Centre de Secours actuel de Châtenois va être démoli en raison de sa vétusté et des coûts de réfection disproportionnés, il va être délocalisé sur le territoire de la commune de Châtenois et probablement reconstruit sur la parcelle n° ZK 64. Considérant que le Centre de Secours actuel sera démoli à l'issue. Considérant que le supermarché Aldi va être reconstruit sur les parcelles n°AE 79, 286, 289 et ZK 13 pour partie. Considérant qu'il convient que le magasin Aldi actuel ne devienne en aucun cas une friche commerciale. La commune de Châtenois demande le classement des parcelles n° AE 197, 58, 199 et ZL n°6 et 93 en zone "UB" du PLUi. Il est demandé à la CCOV de prendre en compte ces modifications au plus tard au moment de l'approbation du PLUi.	La CCOV apportera cette modification au moment de l'approbation du document, après la période de notification des PPA à l'occasion du 4ème arrêt sans modifications et à l'issue de l'enquête publique après avis des commissaires enquêteurs.

Coussey	19 02 2024	émet un avis défavorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 19 décembre 2024 considérant que ce projet freine le développement économique et démographique du territoire car trop restrictif au niveau des nouvelles surfaces constructibles et considérant que les nouvelles surfaces constructibles sont inégalement réparties sur l'ensemble du territoire de la CCOV.	Une armature urbaine à été définie est votée dans le cadre de l'élaboration du PADD en 2019. A ce titre, la commune de Coussey à été retenue dans la catégorie des "pôles intermédiaire" disposant sur cette strate d'environ 4,1 hectare d'extension à ce répartir entre ces 4 communes.
Maxey-sur-Meuse	16 02 2024	La commune demande que soit inscrit comme "emplacement réservé" les parcelles ZA 179 et 172, pour une partie de celles-ci à diviser, afin de réaliser le projet d'intérêt général ayant fait l'objet de la délibération n°5-20231201 du conseil municipal en date du 01.12.2023 (voir annexe à la présente délibération).	La CCOV apportera cette modification au moment de l'approbation du document, après la période de notification des PPA à l'occasion du 4ème arrêt sans modifications et à l'issue de l'enquête publique après avis des commissaires enquêteurs.
Ollainville	22 02 2024	Parcelles n°ZB 42, 43, 44 et 45 doivent être classées en "UB". Ces parcelles devraient être classées de la même manière que les parcelles n° ZB 19 et 78; qui elles sont en zone "UB" pour autant en situation similaire, mais à l'intérieur du chemin de ceinture faisant le tour de la commune. Une demande de CUB à d'ailleurs été déposée sur la ZB 45. Par ailleurs, lors de la réalisation du réseau d'assainissement, notre commune a engagé des frais afin de permettre le raccordement de futures constructions sur les parcelles citées ci-dessus.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes puisque l'ouverture à l'urbanisation qui est demandée pourrait permettre de créer de nouveaux logements. Comme évoqué dans le PADD, la CCOV peut disposer au maximum de 221 nouveaux logements en extension "AU" et 188 nouveaux logements en dents creuses "U". Ces seuils sont déjà atteints à l'échelle intercommunale.
Bazoilles-sur-Meuse	11 01 2024	La parcelle ZE10, coupée en deux zones, n'a jamais été un souhait de la commune.	Ce choix a été accepté par la commune à l'occasion de la permanence individuelle à l'été 2021 (mail et documents faisant foi).
Bazoilles-sur-Meuse	11 01 2024	La possibilité de construire un abri de jardin dans les zones « N » à l'arrière des zones U, n'est pas garanti.»	Ce découpage a été arbitré et validé par la commune au moment de l'élaboration du document. Pour les zones « Nj » ces dernières sont réservées strictement aux jardins communaux et/ou ouvriers. Pour rappel, la CCOV souhaite conserver dans le règlement écrit la possibilité de construire un abri de jardin dans les zones « N » à l'arrière des zones « U » pour palier à la suppression des anciennes zones « Nj ».
Pompierre	08 01 2024	Mêmes remarques que lors du second arrêt.	Les modifications demandées ont déjà été apportés dans le cadre du troisième arrêt.

Harchéchamp	07 02 2024	Le conseil municipal souhaite que les zones 1AU et 2AU fusionnent en zone « UB ». La justification donnée pour les écarter a été que la plupart des demandes formulées par les communes ayant émis des avis défavorables réclamaient davantage de zones d'extensions constructibles (AU). Or ce n'était pas le cas de notre commune qui souhaite au contraire, et par simple application des critères énoncés en 2020, remplacer ses zones 1AU et 2AU par un zonage "UB".	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes puisque l'ouverture à l'urbanisation qui est demandée pourrait permettre de créer de nouveaux logements. Comme évoqué dans le PADD, la CCOV peut disposer au maximum de 221 nouveaux logements en extension "AU" et 188 nouveaux logements en dents-de-scie "U". Ces seuils sont déjà atteints à l'échelle intercommunale.
Harchéchamp	07 02 2024	Le conseil municipal ne valide pas le nuancier. Nos demandes ne remettaient pas en cause l'économie générale du PADD. Et le nuancier n'est pas redevenu "non prescriptif". Le nuancier doit être déclaré comme "non-prescriptif".	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
Harchéchamp	07 02 2024	Le conseil municipal souhaite intégrer trois secteurs "Npv". Nous avons également souhaité que nos projets photovoltaïques communaux soient d'ores et déjà pris en compte dans le zonage, comme cela a été fait dans d'autres communes. Nos demandes ne remettaient pas en cause l'économie générale du PADD. De même ces parcelles ont été définies en Zones d'accélération des énergies renouvelables par notre commune le 15.11.2023 et demande donc que ces ZAENR soient d'ores et déjà intégrées au PLUi.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande. L'emplacement des trois secteurs "Npv" souhaités par la commune de répondent pas à la doctrine que s'est fixée la CCOV, en concertation avec les services de l'Etat. Comme ce fut le cas pour la commune de Grand, la commune d'Harchéchamp peut engager un bureau d'études pour proposer un projet qui devra passer en CDPENAF. En cas d'accord favorable de cette commission, les secteurs pourront être intégrés au PLUi (avant approbation ou via déclaration de projet).
Harchéchamp	07 02 2024	Le conseil municipal que l'interdiction du blanc pur en zone "UA" soit supprimée, ou, au minimum, que l'exception dont bénéficie la zone "UP" d'Harchéchamp soit étendue à la zone "UA".	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
Courcelles-sous-Châtenois	21 02 2024	D'autre part, la ceinture constructible "dans la carte communale" s'étendant entre la rue de la Grande Fontaine et le chemin n°1 du Malclaire, forme un cercle de parcelles construites dans lequel se trouve également des parcelles devenues non-constructibles suite à l'arrêt 1 et 2 du PLUi situées en section OA n°27,28,29,222,223,225,227,228,229,539,540.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
Courcelles-sous-Châtenois	21 02 2024	Egalement à l'entrée du village le long du CD 27 entre les parcelles construites à savoir parcelles section OA n°270,271,272,278.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.

PPA	date	remarque	réponse apportée
APRR	24 01 2024	Envoi du cahier de recommandation APRR-AREA à titre indicatif pour toute consultation de PPA dans le cadre d'élaboration de documents d'urbanisme.	Ce cahier de recommandation "générique" ne répond pas spécifiquement l'arrêt n°3 du PLUi de la CCOV et ne répond pas non plus aux modifications effectuées par la CCOV au moment de l'arrêt n°3 suite à l'avis PPA d'APRR dans le cadre de la consultation du second arrêt.
APRR	29 02 2024	Les plans graphiques identifient au sein du DPAC des espaces protégés au titre de l'article L. 151-19 et de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme à savoir des haies, bosquets, mais aussi des zones d'inconstructibilité liées à la protection de la lisière des forêts et des cours d'eau. De telles emprises ainsi que des zones humides (zone Nzh) jouxtent également le DPAC. Il apparaît nécessaire de soustraire l'emprise du DPAC de l'ensemble des secteurs d'intérêt écologique, environnemental ou paysager. Les recommandations du concessionnaire portent sur le fait de ne pas instituer ces outils réglementaires au sein du Domaine Public Autoroutier Concédé afin de répondre aux obligations de gestion, entretien, sécurisation et amélioration du domaine.	Aucune Elément Patrimonial Remarquable Naturel ni aucune zone humide "Nzh" ne superpose le périmètre du DPAC. La seule superposition existante concerne le sous-secteur "Nf". Cette superposition n'empêche pas les futures installations au sein du DPAC puisque que les dispositions générales autorise tout aménagement (toute zone confondue).
APRR	29 02 2024	Les prescriptions architecturales et paysagères encadrant l'aspect extérieur des constructions admises à s'implanter aux abords du DPAC doivent être complétées pour tenir compte et limiter tout risque d'éblouissement, de réverbération ou de détournement d'attention, facteur de danger pour la circulation autoroutière. En outre, si les dispositions du règlement relatives aux zones concernées exemptent bien les clôtures autoroutières des prescriptions relatives à la hauteur, composition et transparence, elles demeurent silencieuses s'agissant de la soumission des clôtures à obligation ou non de déclaration préalable. Dans une optique de sécurité, il est rappelé que l'activité autoroutière pourrait nécessiter l'intervention rapide sur les infrastructures afin de limiter les risques pour les usagers de l'autoroute, notamment tout risque d'intrusion susceptible d'engendrer des risques de collisions. L'urgence d'intervention attachée à l'activité autoroutière justifie que la demande de déclaration préalable ne soit pas instituée sur le DPAC au regard de l'article R421-12 du Code de l'urbanisme. En effet, aucune disposition n'impose que toutes les clôtures soient soumises à cette déclaration. Aussi le groupe APRR-AREA demande qu'une dérogation, le cas échéant, soit instituée sur les clôtures autoroutières et ce pour les motifs d'urgence et de sécurité que revêtent parfois les interventions (remplacement d'un tronçon de clôture abimé par exemple).	Une dérogation apparaîtra dans les dispositions générales concernant la non imposition de Déclaration Préalable de Travaux (DP) sur le périmètre du DPAC pour l'édification de clotûres. La CCOV apportera cette modification au moment de l'approbation du document, après la période de notification des PPA à l'occasion du 4ème arrêt sans modifications et à l'issue de l'enquête publique après avis des commissaires enquêteurs.
CDPENAF 88	20 02 2024	Les annexes en zone (N) et (A) doivent être reculées de 20m par rapport à la construction principale et non de la limite de la zone (U) . De plus, la surface totale des annexes, en zone (N) et en zone (A), doit être diminuée passant de 100m² à 50 m² d'emprise au sol maximum.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.

CDPENAF 88	20 02 2024	Supprimer la zone UB à proximité de la zone AC à Removille	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
CDPENAF 88	20 02 2024	Retirer de la zone UB sur la parcelle 51 (terrain agricole) à Viocourt	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
CDPENAF 88	20 02 2024	Retirer la zone "1AU" de Pompierre.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
CCI 88	26 02 2024	<p>Monsieur le Président,</p> <p>Je fais suite au courriel reçu le 21 décembre 2023 par lequel vous m’avez transmis, pour un avis dans un délai de 3 mois, le projet, arrêté pour la troisième fois, du Plan Local d’Urbanisme Intercommunal (PLUi) de la Communauté de Communes de l’Ouest Vosgien (CCOV).</p> <p>C’est en raison des avis d’un certain nombre de communes que vous avez choisi, en vertu des dispositions prévues à l’article L. 153-15 du Code de l’Urbanisme, de procéder à une nouvelle délibération d’arrêt du projet.</p> <p>Ce que nous retenons est que cette troisième mouture n’altère en rien votre volonté de dynamiser le développement économique de votre territoire.</p> <p>Votre Projet d’Aménagement et de Développement Durable, qui constitue la colonne vertébrale de votre projet, comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une orientation générale concernant les commerces, les services et les équipements du territoire qui témoigne de votre forte volonté de préserver le commerce dans le cœur des communes ; • Une orientation générale pour le développement économique qui témoigne de votre engagement à conforter le tissu entrepreneurial local. <p>Votre projet de PLUi dispose également d’une orientation d’aménagement et de programmation (OAP) qui décline la stratégie concernant le développement commerciale et artisanale de la CCOV.</p> <p>Au total, nous constatons, avec satisfaction, que votre projet de PLUi contient un véritable plan de développement économique à l’horizon 2030 et identifie plusieurs secteurs destinés à accueillir des activités économiques au sein des communes.</p> <p>Vos choix sont motivés par la volonté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • D’offrir un effet vitrine aux entreprises situées à proximité des infrastructures de transports qui structurent le territoire ; • De conforter et développer les zones d’activités existantes ; • De répondre aux besoins actuels émanant de certaines entreprises déjà présentes sur le territoire ; • De permettre le maintien et le renforcement de la filière bois ; • De permettre la création d’emplois sur le territoire intercommunal. <p>C’est ainsi que vous définissez, au total, près de 42 ha de zones d’activités économiques en extension.</p> <p>La CCI des Vosges est particulièrement sensible, dans les documents d’urbanisme, à l’évolution du foncier à vocation économique, notamment à une époque où la France est confrontée à une raréfaction de celui-ci.</p> <p>C’est ainsi qu’un récent rapport d’information rédigé par la délégation sénatoriale aux Entreprises souligne les difficultés grandissantes rencontrées par les chefs d’entreprises pour accéder au foncier, ce qui se traduit, à l’échelle nationale, par une perte nette pour l’emploi, l’économie et l’aménagement du territoire.</p> <p>Dans ces conditions, nous ne pouvons que nous féliciter de votre volonté de préserver le commerce et de conforter le tissu entrepreneurial local et, compte-tenu de l’ensemble de ces éléments, la Chambre de Commerce et d’Industrie des VOSGES émet un avis favorable au projet arrêté pour la troisième fois du PLUi de la CCOV.</p>	La CCOV remercie la CCI des Vosges pour cet avis favorable.

CA 88	13 02 2024	<p>Ne pas créer de nouvelles zones urbaines vers des espaces boisés ou forestiers : avec le changement climatique, le risque incendie est de plus en plus grand, et il apparaît essentiel de ne pas approcher de nouvelles constructions à proximité.</p> <ul style="list-style-type: none"> • ROLLAINVILLE : ZC 164 et 154, ces parcelles sont incluses dans les 30 mètres de la zone NF, non construites, elle pourrait être retirées de la zone U • SIONNE : les parcelles AB 84 et 71 sont classées respectivement en futaies et taillis simples. Au vu de l'analyse des photographies aériennes, elles font parties du massif boisé (comme la partie de la parcelle AB 70 classée N) et devraient être classées NF. • REBEUVILLE : zone 1AU, parcelle ZD 62 (parcelle est classée au cadastre en taillis sous futaie), 	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes.
CA 88	13 02 2024	POMPIERRE : De nombreuses dents creuses sont disponibles sur la commune et l'extension proposée en 1AU sur la parcelle ZA 150 ne se justifie pas. Un reclassement en zone A serait le bienvenu.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes.
CA 88	13 02 2024	SAINT MENGE : Il est proposé des extensions sans que des dents soient toujours présentes. Il apparaît opportun de les reclasser en zone agricole ou naturelle.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes.
CA 88	13 02 2024	CHATENOIS : la zone 1 AU, parcelle ZL 4	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes.
CA 88	13 02 2024	DOMMARTIN-SUR-VRAINE : Nous notons la fermeture de deux zones d'activités par le reclassement en 2 AUY (ZL 25 et 26).	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes.
CA 88	13 02 2024	LIFFOL-LE-PETIT : la zone 1 AUX impacte un espace agricole et pourrait être réduite de moitié.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes.
CA 88	13 02 2024	AUTREVILLE : Une zone NE reconnaît le terrain de football. Toutefois, le zonage proposé impacte l'espace agricole. La zone NE pourrait être réduite à l'emprise publique sans impacter l'espace agricole ou en cas de besoin, uniquement à proximité de la construction existante.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes.
CA 88	13 02 2024	REMOVILLE : ZK 12, 13 et 14, le reclassement en zone N serait la bienvenue. Il est aussi possible de s'interroger sur un reclassement en zone N de l'appendice former par les parcelles ZI 20 (non construite et à moins de 100 mètres des bâtiments), 19, 18 et 24 ;	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes.

CA 88	13 02 2024	COURCELLES SOUS CHATENOIS : La partie arrière de la parcelle A 552 déclarée à la PAC est à reclasser en zone N. L'espace constructible est à aligner avec les parcelles de la zone constructible A 537 et 538 ;	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes.
CA 88	13 02 2024	VOUXEY : ZH 51, reclassement de l'espace en double rideau,	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes.
CA 88	13 02 2024	SONCOURT : ZA 75 :	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes.
CA 88	13 02 2024	Enfin, il convient de préciser que des espaces en zone 2AU sont situés à proximité de bâtiments agricoles (LA NEUVEVILLE-SS-CHATENOIS, REBEUVILLE). Il conviendrait de préciser une condition supplémentaire pour l'ouverture de zone 2AU, à savoir l'arrêt de l'activité agricole voisine.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes.
CA 88	13 02 2024	Le projet prévoit la suppression d'un espace de verger (Nv) sur la commune de REMOUILLE au profit d'un sous-secteur NE, afin de permettre le développement de petits équipements communaux, en continuité d'une zone existante UE. Cette modification rapproche toutefois l'espace constructible d'une zone AC. Il semblerait plus cohérent d'agrandir la zone UE plutôt que de créer une zone NE. Toutefois, cet agrandissement devrait être réalisé en respectant une distance minimale de 50 mètres des bâtiments agricoles voisins.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes.
CA 88	13 02 2024	Le projet créé un espace NE sur la commune d'ATTIGNEVILLE à proximité d'une zone AC. Cet espace est enclavé dans la zone urbaine et nous sommes favorables à cette proposition. Un reclassement en zone UE aurait pu également être privilégié.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes car aucune nouvelle zone "Ne" n'apparaît sur la commune d'Attignéville.
CA 88	13 02 2024	Le projet prévoit un nouveau sous-secteur autorisant des hébergements insolites au sein d'une parcelle agricole, déclarée à la PAC en 2020, sur la commune de NEUFCHATEAU. Ces constructions participent au mitage de l'espace agricole. Son retrait serait le bienvenu.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes. Le caractère agricole de cet espace sera maintenu avec la plantation d'une truffière sur l'ensemble de la parcelle n° ZI68.

CA 88	13 02 2024	Les zones 1AUX, 1AUy, UX et UY prévues pour l'accueil d'activité commerciales ou industrielles, visent à accueillir de nouvelles entreprises. Toutefois, le règlement y autorise les projets de parcs photovoltaïques au sol. Ces zones sont détournées de leur objectif premier. En zone d'activité, artisanale, industrielle et commerciale, les productions d'énergie solaire sont à autoriser sur les bâtiments ou pour des ombrières de parking uniquement. Nous demandons à modifier le règlement en ce sens et nous souhaitons que la création de centrales solaires au sol, y soit interdite et uniquement autorisée en zone NPV prévue à cet effet.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
CA 88	13 02 2024	Enfin, si le recul de 30 mètres de la zone NF est à appliquer pour des constructions nouvelles, il semble judicieux d'avoir une bienveillance pour les constructions existantes et ne respectant pas la règle précitée. Pour leur permettre d'avoir des annexes et des extensions, le règlement (pour l'ensemble des zones) pourrait être rédigé comme suit : en cas de construction principale ne respectant pas la distance de 30 mètres à la zone NF, l'extension et les annexes sont autorisées, sous réserve de ne pas réduire la distance entre la construction et la zone NF préexistante.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
CA 88	13 02 2024	En zone A, le règlement est rédigé comme suit : la reconstruction à l'identique (implantation, volume et hauteur) après sinistre des bâtiments existants à la date d'approbation du PLUi, à condition que la reconstruction permette de se mettre à l'abri d'un nouveau sinistre. Cette condition est à clarifier, car il semble difficile de se mettre à l'abri d'un incendie.	La CCOV apportera la modification suivante au moment de l'approbation : La reconstruction à l'identique (implantation, volume et hauteur) après sinistre des bâtiments existants à la date d'approbation du PLUi.
CA 88	13 02 2024	En zone N ou A, le règlement autorise les annexes et les extensions des constructions existantes. S'il est évident d'autoriser des annexes à des constructions principales, dans le cas présent, le règlement autorise jusqu'à 100 mètres carrés d'annexes supplémentaires. Une annexe est définie, par la jurisprudence, comme suit : c'est une construction secondaire, de dimensions réduites et inférieures à la construction principale, qui apporte un complément aux fonctionnalités de la construction principale » (Rép. min. n°1342 : JO Sénat Q, 22 févr. 2018, p. 821). Dans le cas présent, autoriser une surface de 100 mètres carrés au sol (plusieurs constructions possibles) offre un droit à construire considéré par la jurisprudence comme une extension (CAA Nantes, 30 mars 2020, req. n° 19NT02322). De ce fait, une réduction de la surface à 50 mètres carrés d'emprise au sol, serait donc la bienvenue.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
CA 88	13 02 2024	Le règlement autorise dans le cas où la construction principale se situe en zone U, une annexe est autorisée sur une même unité foncière dans la zone N attenante, à 20 mètres de la zone U. Cette distance est importante, car il peut participer à la consommation d'espace. La construction d'annexe est à privilégier en zone U. Pour inviter à ce principe, la distance de 20 mètres est à mesurer au droit de la construction principale et non pas de la zone U.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.

UDAP des Vosges	04 03 2024	La publicité, les enseignes devraient faire l'objet d'un document pédagogique à destination des demandeurs dans le cadre des demandes d'autorisation d'urbanisme. <u>Réponse de la CCOV</u> : La CCOV distribuera divers documents pédagogiques au moment de l'approbation du PLUi afin que tous les acteurs du territoire puissent s'impregner des divers aspects réglementaires du document. <u>Question de l'UDAP à l'arrêt 2</u> : Quels sont les documents pédagogiques qui seront transmis?	Deux documents seront produits et finalisés au moment de l'approbation du PLUi afin d'être diffusés sur notre site internet ainsi que dans toutes les mairies : 1- Une plaquette d'information à destination des habitants qui regroupera de manière simple et ludique les différentes règles d'urbanisme du PLUi. 2 - Une note explicative à l'intention de chaque mairie afin d'orienter au mieux leurs administrés.
UDAP des Vosges	04 03 2024	Aucune mention n'est faite concernant la pose d'ITE (P.43 du règlement écrit). <u>Réponse de la CCOV</u> : La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt. <u>Question de l'UDAP à l'arrêt 2</u> : Sous quelle forme ces modifications seront-elles intégrées (quel contenu)?	A la page n°45 du règlement écrit (secteur UP), il est désormais mentionné depuis le 2nd arrêt que : "La pose d'isolation thermique par l'extérieure n'est pas autorisée".
UDAP des Vosges	04 03 2024	Remarques précédentes de l'UDAP sur les OAP (lors de l'arrêt 1) et réponses de la CCOV : Pourtant, le PADD indique également, p. 41 et suivantes :	Voir précédentes réponses au moment de l'arrêt n°1.
UDAP des Vosges	04 03 2024	"travailler sur les entrées de communes"	"Moyens mis en œuvre dans le PADD, page 41" : Intégrer un traitement qualitatif des entrées de villes et villages dans l'ensembles des projets d'extensions. A ce titre toutes les OAP des zones "1AU" comportent l'obligation de créer une trame éco-paysagère arborée composée d'essences locales adaptées aux différentes contraintes ou fonctions (ombrage etc.).
UDAP des Vosges	04 03 2024	"privilégier la reconquête des cœurs de commune afin de limiter le mitage des espaces naturels, agricoles et forestiers."	"Moyens mis en œuvre dans le PADD, page 41" : Les calculs des besoins en logements du territoire s'appuient sur une étude très précise et poussée sur les capacités de la densification ainsi que la vacance au sein de chacune des 70 communes.
UDAP des Vosges	04 03 2024	L'OAP environnement indique également comme objectifs de : 1- Veiller à privilégier et valoriser les patrimoines paysagers et naturels.	C'est le cas par le biais de l'existence réglementaire d'Éléments Remarquables Patrimoniaux Naturels (ERP) présents sur chaque commune et sanctuarisant les éléments naturels existants.
UDAP des Vosges	04 03 2024	2 - Limiter la consommation d'espaces naturels	La consommation d'espaces naturels est limitée puisque le PLUi respecte la consommation foncière recommandée par le SRADDET et par le ZAN (1ère tranche 2021-2030).
UDAP des Vosges	04 03 2024	Les remarques du service sont en accord avec les recommandations du PADD et de l'OAP environnement, elles devraient donc être d'avantage être prises en compte.	Voir réponses précédentes ci-dessus. La CCOV ne souhaite pas apporter d'avantage de modifications à ces remarques puisque tous les points abordés sont ici justifiés.
UDAP des Vosges	04 03 2024	Les trackers solaires sont interdits, ce qui est très bien mais qu'en est-il des autres zones?	Les trackers solaires sont interdits dans les secteurs suivants : "UA", "UB", "UP" et "1AU"

UDAP des Vosges	04 03 2024	"Les constructions doivent s'adapter à la topographie locale. Pour cela, les volumes des constructions doivent être adaptés aux différents types de pentes en limitant au maximum les modifications du terrain naturel de plus de 0,70 mètre (remblais, déblais et murs de soutènements)." Les modifications du terrain naturel devraient être limitées à 0,30 mètre (ou 0,50 mètre grand maximum pour les terrains très pentus.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modifications à cette règle.
UDAP des Vosges	04 03 2024	Les panneaux solaires ne devraient pas être autorisés, en toiture, côté rue, ou alors, ils devraient être de couleur identique au matériau de couverture (rouge).	La CCOV ne souhaite pas apporter de modifications à cette règle.
UDAP des Vosges	04 03 2024	Aucun matériaux n'est recommandé pour les tuiles. Les tuiles en béton devraient être proscrites et les tuiles mécaniques de terre cuite privilégiées.	Le règlement d'un document d'urbanisme ne doit pas faire référence aux aspects des matériaux. Ce n'est pas son rôle.
UDAP des Vosges	04 03 2024	Les dimensions autorisées pour les châssis de toit devraient être précisées (0,80m x 1,00m afin de respecter les proportions de verticalités traditionnelles).	La CCOV ne souhaite pas apporter de modifications à cette règle.
UDAP des Vosges	04 03 2024	"la construction d'abris de jardins en matériaux de récupération est interdite". Pourquoi cela? Si du bois ou des tuiles de récupération sont utilisés cela semble tout à fait acceptable.	La CCOV ne souhaite pas que de nouvelles annexes sont construites à partir de plaques de tôles, de contenaires ou de tout autre matériau de récupération. En cela la CCOV précisera la rédaction de cette règle de cette manière pour l'arrêt n°3 : "La construction d'abris de jardin en matériaux de récupération est interdite sauf pour les matériaux de construction."
UDAP des Vosges	04 03 2024	Lorsque les volets roulants battants existent sur un bâtiment, ils sont à conserver, restaurer et repeindre, ou remplacer à l'identique (matériau et aspect) si leur état sanitaire le justifie. Les volets battants peuvent, si nécessaire, être motorisés. Les volets roulants ne doivent pas s'ajouter aux volets battants existants. Les volets roulants ne seront autorisés que sur le bâtiment ou si le bâtiment en disposer dès son origine. Dans ce cadre, les coffrets des volets roulants sont à placer à l'arrière des linteaux ou à l'intérieur des logements afin qu'ils ne soient pas visibles depuis l'extérieur.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modifications à cette règle.
DDT des Vosges	23 10 2023	L'ensemble des études spécifiques aux inondations portées à la connaissance de la CCOV n'a pas été entièrement repris. Il existe encore des incohérences entre le PLUi et le PPRi comme sur la commune de Circourt-sur-Mouzon que je vous invite à corriger.	La CCOV apportera des modifications à cette règle après enquête publique au moment de l'approbation du document si la DDT transmet à la CCOV l'ensemble de ces études spécifiques pour ajustement.
DDT des Vosges	23 10 2023	Concernant la cartographie des cours d'eau incorrectement prise en compte, les exemples donnés dans le premier avis n'ont pas été corrigés.	Cette mise à jour des données cartographique sera intégré au PLUi au moment d'une procédure ultérieure lorsque un recensement exhaustif sera réalisé et diffusé.

DDT des Vosges	23 10 2023	Concernant le règlement écrit, l'article 10 sur l'inconstructibilité des berges des cours d'eau a été modifié, mais il devra être complété par la distance de 10 m de recul dans toutes les zones. Cette information est importante pour les usagers lors des certificats d'urbanisme. Cette règle doit être mise en cohérence dans les différentes pièces du PLUi. Il est écrit 20 m dans le tableau p14 de la pièce 1.11 "justifications environnementales" mais également à certains endroits du règlement (zone 1AUy, UC, Uy).	Les modifications demandées seront intégrées au document du PLUi lors de son approbation.
DDT des Vosges	23 10 2023	Le PLU, notamment le règlement graphique, devra être complété avec les études portées à la connaissance de la collectivité. Une relecture attentive du règlement est attendue afin de lever les incohérences entre les documents et les règles inscrites.	Les modifications demandées seront intégrées au document du PLUi lors de son approbation.
DDT des Vosges	23 10 2023	EIE page 81 - figure n°14 : le Vair ne traverse pas la commune de Rainville.	Les modifications demandées seront intégrées au document du PLUi lors de son approbation.
DDT des Vosges	23 10 2023	EIE page 150 - il manque l'arrêté préfectoral n°191/2020/DDT du 11 juin 2020 portant approbation du Plan de prévention du bruit dans l'environnement des infrastructures de transports terrestres de la compétence de l'Etat dans le département des Vosges (3ème échéance).	Les modifications demandées seront intégrées au document du PLUi lors de son approbation.
DDT des Vosges	23 10 2023	EIE page 164 - la carte 31 ne correspond pas aux zones exposées au phénomène de mouvement de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols argileux définis par l'arrêté ministériel du 22 juillet 2020.	Les modifications demandées seront intégrées au document du PLUi lors de son approbation.
DDT des Vosges	23 10 2023	EIE page 172 - l'adresse N'existe plus. Les paragraphes sur les PPRNi du Vair et du Mouzon sont à revoir avec les informations PPRNi cités ci-dessus.	Les modifications demandées seront intégrées au document du PLUi lors de son approbation.
DDT des Vosges	23 10 2023	EIE pages 231 à 236 - Annexe 4 : les cartographies bruit sont obsolètes. A remplacer par celles disponibles à l'adresse	Les modifications demandées seront intégrées au document du PLUi lors de son approbation.
DDT des Vosges	23 10 2023	Les annexes en zone (N) et (A) doivent être reculées de 20m par rapport à l'habitation et non de la limite de la zone (U). De plus, la surface totale des annexes, en zone (N) et en zone (A), doit être diminuée passant de 100m² à 50 m² d'emprise au sol maximum.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modifications à cette règle.

DDT des Vosges	23 10 2023	Réduire la zone U sur la parcelle 12 à Morelmaison	La modification demandée a été intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
DDT des Vosges	23 10 2023	Supprimer la zone UB à proximité de la zone AC à Removille	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
DDT des Vosges	23 10 2023	Retirer de la zone UB sur la parcelle 51 (terrain agricole) à Viocourt	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
DDT des Vosges	23 10 2023	Retirer de la zone UB trop proche d'une zone AC (parcelle 79) à Vouxeu	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
DDT des Vosges	23 10 2023	Dans le PLUi arrêté, seule la commune de Certilleux propose une zone 1AU de 1800 m² en dents creuses. Il est recommandé de repasser cette zone en "2AU".	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande. La zone 1AU en question fait déjà l'objet de deux permis de construire accordés.
DDT des Vosges	23 10 2023	Avis de la CDNPS : il conviendra de supprimer le changement de destination sur le bâtiment cadastré AC n°1, ferme du Villet dans le règlement écrit de la zone N.	Le changement de destination sera maintenu car il résulte de l'avis de la CDNPS qui va dans ce sens. En effet, la CDNPS demande soit le retrait de la zone "AC" à proximité (au 1er arrêt) soit le retrait du changement de destination sur les bâtiments agricoles. La CCOV a donc choisi de supprimer la zone "AC" sur la parcelle n° AC 12.
DDT des Vosges	23 10 2023	Les zones A n'apparaissent pas dans les fichiers informatiques. Il faudra corriger cette erreur pour le versement du document sur le Géoportail de l'urbanisme, au risque de publier un document partiel.	Les modifications demandées seront intégrées au document du PLUi lors de son approbation.
DDT des Vosges	23 10 2023	Une OAP commerce a été définie. Il conviendrait donc d'indiquer le renvoi vers cette OAP dans le règlement, de manière à s'assurer qu'elle sera prise en compte lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme.	La modification demandée a été intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
DDT des Vosges	23 10 2023	La Loi ALUR est du 24 mars 2014 et non du 24 mars 2015.	Les modifications demandées seront intégrées au document du PLUi lors de son approbation.
DDT des Vosges	23 10 2023	L'exploitation de la source FILOCOM 2013 présente un intérêt limité dans le travail. Il conviendrait de s'appuyer sur des sources plus récentes.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande puisque le diagnostic a déjà été arrêté par le conseil communautaire en 2018.
DDT des Vosges	23 10 2023	Les données mentionnées dans la partie diagnostic datent de 2014 pour les données PAC et de 2016 pour l'enquête. Il est nécessaire de veiller à réactualiser les zonages en tenant compte des évolutions.	La CCOV a bien veillé à actualiser ces zonages à l'occasion de rencontres individuelles avec les communes durant l'été 2021. Il a été demandé à chaque conseil municipal de prendre les informations des évolutions souhaitées auprès des agriculteurs.

DDT des Vosges	23 10 2023	Supprimer la partie grisée rayée concernant la gestion problématique des cours d'eau.	La modification demandée a été intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
DDT des Vosges	23 10 2023	Justifications environnementales : page 4 - une actualisation du sommaire est attendue	Les modifications demandées seront intégrées au document du PLUi lors de son approbation.
DDT des Vosges	23 10 2023	Justifications environnementales : page 20 - la paragraphe 3,1,3 est erroné	La CCOV demande a ce que la DDT précise le(s) erreur(s) détectées.
DDT des Vosges	23 10 2023	Justifications environnementales : page 68 - même remarque	La CCOV demande a ce que la DDT précise le(s) erreur(s) détectées.
DDT des Vosges	23 10 2023	Justifications environnementales : chp5 - il est nécessaire de remettre à jour et actualiser quelques données sur Natura 2000, en lien avec les structures porteuses.	Les modifications demandées seront intégrées au document du PLUi lors de son approbation.
DDT des Vosges	23 10 2023	Dans le chapitre 4.6.3. des justifications environnementales relatif à la ressource en eau, il est recommandé d'identifier les 23 communes en situation de tension et d'y préciser des mesures d'évitement (à la page 329) :	La modification demandée a été intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
DDT des Vosges	23 10 2023	Engager un plan d'adaptation au changement climatique/Inventorier et encadrer les petits prélèvements (forages domestiques)/Réduire les fuites et moderniser les réseaux d'AEP/ Développer la réutilisation des eaux usées traitées / Encourager la récupération des eaux de pluie / Améliorer le stockage dans les sols, les nappes en développant les solutions fondées sur la nature deans la gestion de l'eau : renaturations de cours d'eau, restauration de zones humides, désimperméabilisation des sols et engagement de programmes de protection et de restauration du patrimoine naturel/ Prévenir la pollution des milieux aquatiques / Mettre en pklace la tarification progressive de l'eau / Soutenir les pratiques agricoles et industrielles économes en eau (émergence de filières peu consommatrices d'eau, irrigation au gouttes à gouttes, etc.) / Encourager et sensibiliser les citoyens aux pratiques économes de la ressource.	La modification demandée a été intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
DDT des Vosges	23 10 2023	Concernant les annexes : il n'est pas nécessaire de les limiter et de fixer une emprise pour les annexes en zones U, l'emprise totale des annexes autorisées en zones A et N devra être réduite à 60m ² maximum.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
DDT des Vosges	23 10 2023	Concernant les annexes : La distance entre les annexes et l'habitation devra être ramenée à 20 m.	La modification demandée a été intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
DDT des Vosges	23 10 2023	La règle de recul de 10 m par rapport aux berges des cours d'eau doit être rajoutée dans toutes les zones.	C'est déjà le cas puisque cette règle est évoquée dans les dispositions générales à son article n°10.
INAO	12 03 2024	La filière AOP "Munster" n'est pas mise en valeur, alors qu'elle compte 49 opérateurs sur le territoire. De même certaines zones à usage agricole sont classées en zone N, ce qui laisse moins de latitude à leur usage par l'agriculture. Un classement en zone A serait plus approprié (au sud ouest de Châtenois et au nord de Longchamp-sous-Châtenois.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.

Préfète des Vosges	26 03 2024	Dans le règlement écrit des secteurs « UX et 1AUX » : faire un renvoi aux études « entrées de ville » pour indiquer l'existence d'une bande de recul inconstructible.	La CCOV apportera la modification suivante au plus tard au moment de l'approbation.
Préfète des Vosges	26 03 2024	Doivent figurer en annexe les périmètres à l'intérieur desquels s'applique le droit de préemption si le conseil communautaire a délibéré en ce sens ainsi que les périmètres de développement prioritaire des réseaux de chaleur. Peuvent être également joints en annexes du PLUi les périmètres pour les Zones d'Accélération des énergies renouvelables (ZAE nR).	Les périmètres où s'appliquera le DPU seront annexés au PLUi au plus tard au moment de l'approbation.
Préfète des Vosges	26 03 2024	Le PPRNi du Mouzon n'a pas été pris en compte sur la commune de Circourt-sur-Mouzon. Si le PPRNi est approuvé avant le PLUi, il devra être joint dans les annexes du PLUi.	La CCOV apportera la modification suivante au plus tard au moment de l'approbation si le PPRNi du Mouzon est approuvé.
Préfète des Vosges	26 03 2024	Les annexes en zone (N) et (A) doivent être reculées de 20m par rapport à l'habitation et non de la limite de la zone (U). De plus, la surface totale des annexes, en zone (N) et en zone (A), doit être diminuée passant de 100m ² à 50 m ² d'emprise au sol maximum.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modifications à ces règles.
Préfète des Vosges	26 03 2024	Réserves sur les parcelles suivantes, consommatrices d'espace agricole : - Removille : supprimer la zone « UB » à proximité de la zone « AC » - Viocourt : retirer la zone « UB » - Pompierre : retirer la zone « 1AU »	La CCOV ne souhaite pas apporter de modifications à ces demandes.
Préfète des Vosges	26 03 2024	Dans le PLUi arrêté, seule la commune de Certilleux propose une zone 1AU de 1800 m ² en dents creuses. Il est recommandé de repasser cette zone en "2AU".	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande. La zone 1AU en question fait déjà l'objet de deux permis de construire accordés.

Autorité Environnementale	date	remarque	réponse apportée
MRAE	27 03 2024	L'Ae recommande de compenser la destruction de la zone humide, si ce devait être le cas, en réhabilitant une zone humide déjà existante mais dégradée, pour avoir des chances que la compensation fonctionne, plutôt que d'en créer une à partir de rien.	Le projet de compensation concerne justement la restauration d'une ancienne zone humide dégradée (déséchée) par la présence d'une ancienne peupleraie (présente sur le site de la commune de Coussey depuis les années 1980).
MRAE	27 03 2024	L'Ae observe que plusieurs demandes de la CDPENAF de supprimer ou réduire certaines zones dont le projet d'ouverture à l'urbanisation a fait l'objet d'un avis défavorable de sa part, n'ont pas été intégrées dans le nouveau projet de PLUi.	Certaines demandes de la CDPENAF allant dans le sens de la réduction de certaines zones ont été classifiées dans le cadre de la "CONSULTATION AU TITRE DE LA REDUCTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES OU FORESTIERS SUR UN TERRITOIRE HORS SCOT APPROUVE". Cela reste un avis simple contrairement à la "CONSULTATION AU TITRE DE LA DÉROGATION À LA RÈGLE DE L'URBANISATION LIMITÉE " où Mme la Préfète a dérogé à toutes les demandes.
MRAE	27 03 2024	L'Ae recommande de préciser le phasage concernant l'ensemble des zones 2AU, pour une ouverture à l'urbanisation après 2031, afin de s'inscrire si la dérogation au titre du L.142-5 du code de l'urbanisme était accordée, dans les trajectoires de réduction de la consommation foncière du SRADDET et de la loi Climat et Résilience	Les zones 2AU ne rentrent pas en compte dans le calcul de la consommation foncière projetée au titre de la première tranche du ZAN. La DDT des Vosges confirme cela.
MRAE	27 03 2024	Au vu de ces éléments, l'Ae considère que l'urbanisation de 65,8 ha à l'horizon 2030 est disproportionnée et contre-productive, sauf à augmenter encore le nombre de logements vacants et à désertifier les centre-bourgs.	Cette consommation potentielle de 65,8 ha est compatible avec la première tranche du ZAN puisqu'il est demandé à la CCOV de réduire de moitié sa consommation d'Espaces Agricoles Naturels et Forestiers (ENAF) sur la base de l'observation de la consommation des dix dernières années. Or comme expliqué dans le rapport de présentation, la consommation d'ENAF entre 2010-2019 ne concerne que 130,1 ha. Donc les 65,8 ha projetés sont conformes à la loi. Par ailleurs, sur les 65,8 ha de consommation seul le tiers ne concerne la production de logements.
MRAE	27 03 2024	Afin de ne pas retarder la mise en œuvre du programme de production d'énergie renouvelable porté par le PCAET en cours d'élaboration, l'Ae recommande de mettre en cohérence le PCAET et le PLUi. Elle recommande également de : • compléter le dossier de PLUi en intégrant la cartographie d'ensemble à l'échelle de la communauté de communes présentant les secteurs Npv vis-à-vis des espaces naturels remarquables et protégés ainsi que du patrimoine bâti protégé et/ou classés en leur appliquant la séquence Éviter-Réduire-Compenser dans le respect du code de l'environnement 32 ; • déterminer les secteurs à privilégier pour l'implantation de dispositifs de production d'énergies renouvelables de type éolienne, après application de la démarche Éviter-Réduire-Compenser inscrite dans le code de l'environnement, pour retenir ceux de moindre impact environnemental.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande puisque le PCAET n'est pas encore approuvé. Lorsque le PCAET sera applicable, une prochaine modification intégrera les actions prévues dans le PCAET. Les deux documents (PCAET et PLUi) sont actuellement tous les deux en phase d'arrêt. Les enjeux du PCAET en matière de production d'énergie renouvelable sont parfaitement bien retranscrits dans les pièces réglementaires du PLUi via notamment la possibilité de créer plus de 90 ha de parc solaire au sol, via également la possibilité de construction de parc éolien et de méthaniseurs.

MRAE	27 03 2024	L'Ae recommande à la commune "d'Avranville" concernée de replanter a minima l'équivalent linéaire des haies dont le constat de disparition a été fait.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes. Le conseil municipal d'Avranville souhaitait que ces haies disparaissent du zonage en raison du fait que la plupart d'entre elles n'existent plus à ce jour.
MRAE	27 03 2024	L'Ae réitère sa recommandation de préciser la nature des risques qui affectent chacune des zones délimitées par le PLUi et de reporter ces risques sur le règlement graphique, pour la bonne information du public.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
MRAE	27 03 2024	Aussi, l'Ae renvoie à ses avis du 27 avril 2023 et du avis du 12 octobre 2023 pour la prise en compte de l'ensemble de ses recommandations : <ul style="list-style-type: none"> • compte tenu de l'augmentation de la fragilité des nappes, éviter l'urbanisation dans les périmètres de protection rapprochée et autant que possible dans les périmètres de protection éloignée des captages d'alimentation en eau potable, pour préserver la qualité et la capacité de recharge rapide des nappes d'eau souterraine dans le contexte de changement climatique ; • conditionner la poursuite de l'urbanisation à la mise en conformité des performances des dispositifs d'assainissement pour les communes concernées. 	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
MRAE	27 03 2024	Elle recommande de préciser comment le projet de révision du PLU intègre les actions du PCAET en cours d'élaboration.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande puisque le PCAET n'est pas encore approuvé. Lorsque le PCAET sera applicable, une prochaine révision intégrera les actions prévues dans le PCAET. Les deux documents (PCAET et PLUi) sont actuellement tous les deux en phase d'arrêt. Les enjeux du PCAET en matière de production d'énergie renouvelable sont parfaitement bien retranscrits dans les pièces réglementaires du PLUi via notamment la possibilité de créer plus de 90 ha de parc solaire au sol, via également la possibilité de construction de parc éolien et de méthaniseurs.
MRAE	12 10 2023	Les recommandations de la MRAe concernant la consommation foncière et portant sur la réduction des zones ouvertes à l'urbanisation n'ont pas été intégrées au nouveau projet de PLUi. C'est le cas notamment des recommandations portant sur la préservation des milieux naturels remarquables et sur la prise en compte des risques naturels (Cf paragraphe 3.1 et suivants).	La CCOV ne souhaite pas apporter de modifications à cette remarque. Les futures zones d'ouverture à l'urbanisation permettent une consommation foncière limitée dans le respect des objectifs actuels du SRADDET et conformément à la première tranche du ZAN (issu de la loi climat et résilience).
MRAE	12 10 2023	L'Ae relève que le nouveau projet de PLUi prévoit toujours des ouvertures à l'urbanisation de zones situées en dehors du périmètre actuellement urbanisé. L'avis de la CDPENAF du 26 avril 2023 est joint au dossier. Plusieurs demandes de la CDPENAF pour supprimer ou réduire certaines zones prévues d'être ouvertes à l'urbanisation n'ont pas été intégrées dans le nouveau projet de PLUi. Le dossier est à nouveau examiné par la CDPENAF.	La CCOV a en effet représenté devant la CDPENAF du 19.09.2023 certains secteurs "AU" qui ont désormais obtenu une dérogation au titre de l'urbanisation limitée.

MRAE	12 10 2023	L'Ae réitère toutefois sa remarque sur les consommations foncières des 10 dernières années (136 ha entre 2011 et 2021) qui ont été particulièrement élevées pour une intercommunalité connaissant une décroissance démographique et une baisse de l'activité sur son territoire. L'Ae relève, par ailleurs, que les chiffres correspondant aux superficies de chaque zone du PLUi diffèrent entre le résumé non technique et le rapport de présentation – justifications des choix retenus. Il conviendra de mettre en cohérence les documents.	Au regard de l'évolution des espaces ENAF observés ces dix dernières années sur les autres collectivités, la CCOV apparaît plutôt comme un "bon élève". Il suffit de regarder la consommation exponentielle des espaces ENAF dans les Hautes Vosges. Par ailleurs, la CCOV vérifiera bien les données entre les différents documents qui seront arrêtés au moment du troisième arrêt afin d'éviter toute incohérence.
MRAE	12 10 2023	L'Ae recommande à l'intercommunalité de revoir à la baisse ses projections démographiques pour 2025 et 2030 afin qu'elles soient plus cohérentes avec les tendances observées ces dernières années ;	L'élaboration du document porte sur le PADD qui a été validé en 2019. Il n'est pas prévu d'actualiser ces projections au vu de la finalisation très proche du projet de PLUi.
MRAE	12 10 2023	L'Ae recommande fortement de : • calculer les besoins de logements liés au desserrement des ménages avec les données INSEE les plus récentes ; • déduire des besoins en logements, les constructions réalisées depuis 2019.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande. Les besoins en logements ont déjà été calculés à l'occasion de l'élaboration du PADD.
MRAE	12 10 2023	L'Ae recommande à l'intercommunalité de : • engager une politique de reconquête de la vacance des logements plus ambitieuse, notamment en rénovant davantage de logements vacants, afin de se rapprocher d'un taux de vacance de l'ordre de 6 % ; • s'appuyer sur les démarches en cours « petites villes de demain » sur son territoire pour lutter contre cette vacance ; • traduire si besoin dans le PLUi ces démarches de rénovation urbaine en cours.	La CCOV a mis en place des dispositifs de reconquête de la vacance notamment via l'Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat (OPAH 2022-2024) pouvant être reconduite pour la période (2025-2026). Ce dispositif prévoit des aides bonifiées pour toutes résorption de vacance de plus de deux ans à la fois pour les propriétaires bailleurs et occupants. La commune de Liffol-le-Grand fera l'objet d'une étude stratégique en 2024 afin de signer une convention ORT et d'intégrer par cette occasion le dispositif "Bourgs centres, Petites Villes de Demain". Un chargé d'opération "Reconquête du bâti vacant et dégradé" a été recruté depuis novembre 2021 pour accompagner les projets communaux de requalification.
MRAE	12 10 2023	L'Ae recommande retirer du projet les zones 2AU à vocation d'habitat en les reclassant en zones naturelles N ou agricoles A, et de réduire très fortement les surfaces ouvertes à l'urbanisation à court terme (1AU), en tenant compte d'une part de projection démographique plus réaliste et d'autre part d'une mobilisation plus forte des logements vacants ;	Ces ouvertures à l'urbanisation projetées ont déjà été débattues avec les services de l'Etat au moment de l'élaboration du projet politique (PADD) du futur PLUi.
MRAE	12 10 2023	L'Ae recommande de : • augmenter la densité de logements, notamment dans les pôles urbains ; • ne pas appliquer de rétention foncière sur les surfaces ouvertes à l'urbanisation en extension.	Ces paramètres ont déjà été définis et concertés avec les services de l'Etat au moment de l'élaboration du PADD.

MRAE	12 10 2023	<p>L'Ae recommande de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • présenter sur une carte l'ensemble présentant à la fois les secteurs envisagés pour développer des installations solaires et les milieux naturels sensibles. • dans une logique « Éviter, Réduire, Compenser » (ERC), éviter de permettre l'installation de panneaux photovoltaïques en milieux naturels, le cas échéant évaluer les incidences possibles du zonage Npv sur les espaces naturels. 	Un zonage Npv permet ce type d'installations de production d'énergies renouvelables. Les sites "Npv" prévus dans le PLUi se situent sur des espaces déjà artificialisés ou sur des espaces naturels ayant obtenu en amont un accord de la CDPENAF des Vosges.
MRAE	12 10 2023	L'Ae recommande de supprimer des zones AU les secteurs de prairies situées en zone Natura 2000.	Il n'existe aucune zone "AU" qui se superpose à une zone Natura 2000 (Directive Habitat). Pour la zone Natura 2000 (Directive Oiseaux du "Bassigny"), seules deux zones AU s'y superposent à Sartes et à Pompière. La CCOV ne souhaite pas les supprimer.
MRAE	12 10 2023	L'Ae recommande d'éviter l'ouverture de zones à urbaniser AU ou de zone agricole constructible au sein des ZNIEFF de type 1, ou le cas échéant de justifier de cette ouverture et de prendre les mesures de réduction, voire de compensation, adaptées afin de limiter l'impact de l'urbanisation sur ces milieux sensibles.	Après concertation avec les services de l'Etat, il a été convenu d'autoriser exceptionnellement l'ouverture à l'urbanisation en ZNIEFF1 du moment que l'enveloppe urbaine existante soit totalement couverte par ce périmètre de protection. C'est le cas pour les communes de Sartes et de Pompière. Après analyse des enjeux environnementaux, les secteurs "AU" concernés ne présentent pas de sensibilité particulière ayant conduit à la désignation d'une ZNIEFF1.
MRAE	12 10 2023	L'Ae recommande de compléter l'analyse des zones humides effectives sur l'ensemble des secteurs constructibles, y compris en cas de projet en zone agricole.	La méthodologie de détection des zones humides de la CCOV sur les secteurs à enjeu d'urbanisme a été validé par les services de l'Etat. Cette méthodologie exclue les secteurs AC et répond favorablement aux orientations n° T3-07.4 - D2 et n° T3-07.4.4 – D1 du SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027.
MRAE	12 10 2023	<p>L'Ae relève que l'une des évolutions apportées au PLUi lors du second arrêt est de retirer les haies à protéger qui sont référencées sur la commune de Avranville, à la demande de cette dernière, sans que des précisions ne soient données sur le linéaire concerné. Selon l'Ae, ce linéaire serait de l'ordre de 1 600 m. L'Ae regrette que cette demande de modification ait été intégrée dans le projet de PLUi nouvellement arrêté, alors qu'il s'agit de milieux naturels à fort intérêt pour la biodiversité et les paysages qui constituent généralement un habitat d'espèces protégées. L'Ae recommande de justifier le retrait de ces haies identifiées dans la trame verte et bleue et comme éléments remarquables naturels à préserver dans la version précédente du PLUi et de prévoir dans ce cas des mesures de compensation en création de nouveaux linéaires de haies avec un coefficient multiplicateur prenant en compte les fonctions écologiques de haies nouvelles comparées à d'anciennes dans lesquelles des écosystèmes se sont installés.</p>	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes. Le conseil municipal d'Avranville souhaitait que ces haies disparaissent du zonage en raison du fait que la plupart d'entre elles n'existent plus à ce jour.
MRAE	12 10 2023	L'Ae recommande de mentionner dans le règlement écrit la présence du risque d'inondation par remontée de nappes dans les zones les plus sensibles, le cas échéant, d'inclure des dispositions constructives afin de limiter le risque et l'exposition des biens et des personnes.	Le risque d'inondation est matérialisé dans le règlement graphique (faisant apparaître les PPRI du Vair et de la Meuse) et dans le règlement écrit où figure dans certains zonages un indice "i" précisant les risques liés à cet aléa. L'aléa par remontée de nappes ne sera pas incorporé au document puisque la CCOV ne dispose pas de ces éléments.

MRAE	12 10 2023	<p>Dans son avis du 27 avril 2023, l'Ae recommandait de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • compléter la carte de localisation des périmètres de protection des captages d'alimentation en eau potable ; • éviter autant que possible l'urbanisation dans les périmètres de protection rapprochée et/ou éloignés des captages d'alimentation en eau potable. <p>Les périmètres des captages AEP ont été désormais annexés au projet de PLUi lors du second arrêt et la CCOV confirme qu'aucune zone AU n'a été déterminée au sein des périmètres de protection.</p> <p>Or, l'Ae relève que plusieurs zones ouvertes à l'urbanisation sont pourtant comprises dans un périmètre de protection de captage d'alimentation en eau potable. C'est le cas de la zone 1AU de la commune de Balléville concernée par un périmètre de protection rapprochée et des zones 1AUy de Neufchâteau situées également au sein d'un périmètre de protection rapprochée. La zone 1AUe de la commune de Tranqueville-Graux est, quant à elle, concernée par un périmètre de protection éloignée.</p> <p>Compte tenu de l'augmentation de la fragilité des nappes, l'Ae réitère sa recommandation d'éviter l'urbanisation dans les périmètres de protection rapprochée et autant que possible dans les périmètres de protection éloignée des captages d'alimentation en eau potable, pour préserver la qualité et la capacité de recharge rapide des nappes d'eau souterraine dans le contexte de changement climatique</p>	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
MRAE	12 10 2023	L'Ae recommande de préciser la nature des risques qui affectent chacune des zones délimitées par le PLUi et de reporter ces risques sur le règlement graphique.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande. Les annexes du PLUi fournissent quelques renseignements sur certains risques notamment les PPRI de la Meuse et du Vair.
MRAE	12 10 2023	Selon l'Ae, les informations données sur la capacité des réseaux ne répondent pas à la recommandation de l'Ae qui portait sur les performances des stations d'épuration. Aussi, l'Ae renouvelle sa recommandation à l'intercommunalité de conditionner la poursuite de l'urbanisation à la mise en conformité des performances des dispositifs d'assainissement pour les communes concernées.	Les syndicats concernés ont répondu à ces attentes en confirmant les capacités des réseaux existants à l'accueil de nouvelles constructions. Malgré nos relances auprès des syndicats nous ne disposons pas d'éléments supplémentaires pour justifier la performance de tous les dispositifs d'assainissement.
MRAE	12 10 2023	L'Ae rappelle l'obligation de disposer d'un PCAET pour les intercommunalités de plus de 20 000 habitants depuis le 1er janvier 2019.	Un PCAET est bien en cours d'élaboration à l'échelle de la CCOV.
MRAE	12 10 2023	L'Ae recommande d'annexer au PADD un schéma des itinéraires piétons et cyclables pour les déplacements quotidiens et touristiques à l'échelle de la CCOV.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
MRAE	12 10 2023	L'Ae recommande compléter le projet de PLUi par un bilan des émissions de gaz à effet de serre (GES) de l'intercommunalité et, le cas échéant, proposer des objectifs de réduction chiffrés de ces émissions.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
MRAE	12 10 2023	L'Ae recommande de compléter le dossier avec la valeur cible des indicateurs de suivi du PLUi ainsi que les modalités de suivi de la mise en oeuvre du document (bilan, mesures correctrices...).	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes.

C. SYNTHESE DES PRINCIPALES MODIFICATIONS

- Intégration des modifications des communes ayant émis un avis favorable avec réserves/remarques du moment que ces dernières ne remettent pas en cause le PADD.
- Non-intégration des modifications souhaitées (remettant en cause le PADD) par les communes ayant émis un avis défavorable
- Corrections des diverses erreurs matérielles recensées
- Intégration de certaines remarques venant des PPA et des diverses instances
- Modifications du règlement graphique (par communes) :
 - Châtenois : passage des parcelles n° AE 197, 58, 199 et ZL n°6 et 93 de « UE » à « UB »
 - Harmonville : suppression du STECAL « AC » sur la parcelle n° ZA 14
 - Harmonville : rajout d'un STECAL « AC » sur la parcelle n° Z A 18
 - Maxey-sur-Meuse : rajout d'un emplacement réservé sur les parcelles n° ZA 179 et 172
 - Soulosse-sous-Saint-Elophe : pointage du bâtiment sur la parcelle n°AB 179 en tant que bâtiment pouvant obtenir un changement de destination (en zone N) et ce sous réserve que la CDNPS donne un avis favorable.

C. SYNTHESE DES PRINCIPALES MODIFICATIONS

- Autres modifications du règlement graphique :
 - Les zones A n'apparaissent pas dans les fichiers informatiques. Il faudra corriger cette erreur pour le versement du document sur le Géoportail de l'urbanisme.
 - L'ensemble des études spécifiques aux inondations portées à la connaissance de la CCOV n'a pas été entièrement repris. Il existe encore des incohérences entre le PLUi et le PPRI comme sur la commune de Circourt-sur-Mouzon qui seront à corriger.
 - Rajout d'un paragraphe concernant la réduction des reculs d'aménagements au vu de « l'Amendement Dupont » pour tous les sous-secteurs « UX et 1AUX » concernés par l'étude entrée de ville (cf. Rapport de Présentation 1.8.)

C. SYNTHESE DES PRINCIPALES MODIFICATIONS

- Modifications du règlement écrit :
 - Rajout d'un mot manquant à la page n°145 : « Les serres sont autorisées, à condition qu'elles soient nécessaires à l'activité agricole. »
 - Rajout tout secteur : "La construction d'abris de jardin en matériaux de récupération est interdite sauf pour les matériaux de construction."
 - Rajout d'une dérogation dans les dispositions générales concernant le DPAC (article n°8) : « L'urgence d'intervention attachée à l'activité autoroutière justifie que la demande de déclaration préalable ne soit pas instituée sur le DPAC au regard de l'article R421-12 du Code de l'urbanisme. En effet, aucune disposition n'impose que toutes les clôtures soient soumises à cette déclaration. Cette dérogation est instituée sur les clôtures autoroutières et ce pour les motifs d'urgence et de sécurité que revêtent parfois les interventions (remplacement d'un tronçon de clôture abimé par exemple). »
 - Suppression d'une mention aux pages n° 131 et n° 144 : « La reconstruction à l'identique (implantation, volume et hauteur) après sinistre des bâtiments existants à la date d'approbation du PLUi ~~à condition que la reconstruction permette de se mettre à l'abri d'un nouveau sinistre.~~ »
 - Tout secteur : l'inconstructibilité des berges des cours d'eau devra indiquer une distance de 10 m de recul dans toutes les zones. Cela concerne notamment les sous-secteurs 1AUY, UC et UY.



C. SYNTHESE DES PRINCIPALES MODIFICATIONS

- **Modifications des Justifications environnementales :**
 - page 4 - une actualisation du sommaire sera faite.
 - chp5 - il est nécessaire de remettre à jour et actualiser quelques données sur Natura 2000, en lien avec les structures porteuses.
- **Modifications de L'Etat initial de l'Environnement :**
 - page 81 - figure n°14 : le Vair ne traverse pas la commune de Rainville.
 - page 150 - il manque l'arrêté préfectoral n°191/2020/DDT du 11 juin 2020 portant approbation du Plan de prévention du bruit dans l'environnement des infrastructures de transports terrestres de la compétence de l'Etat dans le département des Vosges (3ème échéance).
 - page 164 - la carte 31 ne correspond pas aux zones exposées au phénomène de mouvement de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols argileux définis par l'arrêté ministériel du 22 juillet 2020.
 - page 172 - Les paragraphes sur les PPRNi du Vair et du Mouzon sont à revoir avec les informations PPRNi.
 - pages 231 à 236 - Annexe 4 : les cartographies bruit sont obsolètes. A remplacer par celles disponibles.
- **Modifications des Annexes :**
 - Rajout des périmètres concernés par le Droit de Préemption Urbain (DPU)